Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15 ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14597 – 6 F

JEUDI 2 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Pyongyang et Séoul consolident leur rapprochement

Accord de dénucléarisation entre les deux Corées

Coréens du Nord et du Sud ont conclu, mardi 31 décembre, un accord pour une dénucléarisation de la péninsule, que les premiers ministres de Pyongyang et de Séoul devraient ratifier en février.

Cet accord fait suite au pacte de réconciliation du 13 décembre dernier. Dans leurs messages de Nouvel An, les dirigeants des deux régimes ont évoqué la réunification du pays. Le maréchal Kim Il-sung a lancé un appel en faveur de l'*« indépendance nationale »*, tandis que le président sud-coréen Roh Tae-woo se disait *« convaincu qu'au cours de l'année nouvelle nous assisterons à un changement d'époque, qui nous rapprochera de la démocratie, de la prospérité et de l'unification »*.

Lire page 16 l'article de PHILIPPE PONS

Un conflit archaïque

L'ANNÉE 1991 aura été, pour la péninsule coréenne, celle du retour à la paix, après plus de quatre décennies d'affrontements. Deux régimes parmi les plus inconciliables de la planète – le Nord communiste du maréchal Kim Il-sung et le Sud capitaliste, en marche vers la démocratie – sont enfin convenus qu'il était temps de régler leurs différends à la table de négociation.

Le 13 décembre, Pyongyang et Séoul avaient conclu, à la surprise générale, un pacte de réconciliation et de non-agression. Mardi 31 décembre, les deux frères ennemis se sont mis d'accord sur le sujet le plus brûlant qui les oppose, la dénucléarisation de la péninsule. Certes, d'ici à la ratification de cet accord en février, les engagements concrets du Nord resteront surtout verbaux, et il faudra attendre l'arrivée sur place des premiers inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique pour juger de la bonne foi des signataires.

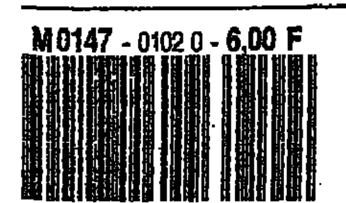
Il n'en demeure pas moins qu'un nouveau pas fondamental a été franchi entre les deux Corées. Dans un monde en plein bouleversement, ce conflit hérité d'une période révolue apparaissait de plus en plus anachronique. En outre, la Corée du nord, en pleine crise économique et lâchée par l'allié soviétique, ne fait plus le poids face au dynamisme économique du Sud. Sauf sur le plan militaire. Et c'est là que l'inspection de ses installations nucléaires – parallèle à celles du Sud – prend tout son sens. D'autant que Pyongyang est soupçonné d'avancer à marche forcée vers la possession de l'arme atomique.

La prolifération nucléaire inquiète de plus en plus, que ce soit à la faveur du chaos dans l'ex-URSS ou par le biais de la vente de technologies chinoises à des régimes pas toujours recommandables. Pékin, pour se développer, Tokyo, pour asseoir son emprise économique régionale, ont besoin de paix et de stabilité. Dans ce contexte, les bruits de bottes venus de Pyongyang et la tension le long du 38e parallèle étaient particulièrement inquiétants.

APRÈS avoir normalisé ses relations avec Moscou et établi de fructueux échanges commerciaux avec Pékin, Séoul a, pour sa part, les coudées franches dans sa « politique au Nord ». Jouant de la carotte et du bâton dans ses contacts avec Pyongyang – qui peut encore moins compter sur M. Eltsine que sur le « traître » Gorbatchev – la Corée du Sud pose des jalons pour une réunification devenue inévitable, et qu'elle veut – à terme – réaliser à son profit. Même si le coût de l'unification allemande l'incite à la prudence.

Nationalistes et ambitieux, les Coréens rêvent depuis des lustres d'une nation réunifiée et puissante. Avec près de soixante-dix millions d'habitants et une économie qui a connu un développement spectaculaire, la péninsule peut espérer – une fois la paix revenue – jouer un rôle à sa mesure en Extrême-Orient. Ce qui n'est pas sans inquiéter ses voisins, et en premier lieu le Japon.

M 0147 - 0102 0 - 6,00 F



Malgré les réserves des autres Républiques de la CEI

La liberté des prix entre en vigueur en Russie et en Ukraine

L'économie russe doit faire jeudi 2 janvier, un saut dans l'inconnu avec la libéralisation quasi totale des prix des biens et services. Cette thérapie de choc a été décidée par le gouvernement de M. Boris Eltsine, malgré les réserves de ceux qui plaidaient pour une démarche plus prudente et, surtout, plus solidaire avec les différentes Républiques de l'ex-URSS. L'Ukraine doit adopter le même jour des mesures similaires. Le conseil des chefs de gouvernement de la Communauté des Etats indépendants (CEI) se réunira, le 25 janvier, à Moscou pour « étudier les premiers effets de cette libéralisation des prix ».

Thérapie de choc

par Françoise Lazare

Jeudi 2 janvier, donc, les prix de la majorité des biens et des services, vendus en gros ou au détail, devaient être libérés et vont donc subir de très fortes augmentations. Un petit nombre de produits (pain, lait, sel, médicaments, ainsi que l'énergie, les loyers ou les transports) verront leurs prix plafonnés, après avoir été multipliés par deux et jusqu'à cinq. Pour le reste, la liberté jouera sans entrave. L'évolution des salaires, elle, reste inconnue, le Parlement russe s'étant borné à fixer un revenu minimum mensuel de 342 roubles (à peine plus de 3 dollars sur le marché libre !). Les Soviétiques aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait il y a un an encore, n'ignorent plus l'inflation. Ils ont tous subi l'augmentation « administrative » de 70 % environ des prix de détail entrée en vigueur en avril dernier, après de longues hésitations de la part des anciennes équipes dirigeantes. Ils ont déjà pu constater que chaque produit n'était plus assorti d'un prix unique, mais pouvait varier de un à dix au moins, selon qu'il était vendu à prix d'Etat, à prix contractuel, sur les marchés libres, ou encore tout simplement dans la rue.

Lire la suite page 14

La Mongolie de Frère Guillaume

Naguère inféodée à Moscou, Oulan-Bator renoue avec un passé historique remontant à Gengis Khan

PETIT-COL-ROUGE

de notre envoyé spécial

Le maire d'un village du Nord de la France s'est rendu récemment dans l'ancien pays satellite soviétique qu'est la Mongolie, afin de renouer avec une très ancienne histoire.

Que pouvait bien faire ici, par 3 000 mètres d'altitude et cinq degrés au-dessous de zéro, sous un soleil éblouissant filtré par l'air bleuté des hauteurs de l'Altaï, M. Michel Devulder, maire de Rubrouck, commune de sept cents habitants proche de Dunkerque, lui qui jamais n'avait quitté la France ? Avec l'instituteur, également secrétaire de mairie, il se rendait à Bulgan. Pourquoi, grands dieux ? Pour mettre en route le premier jumelage entre une bourgade française et un *somon* mongol, distant de 1 500 kilomètres d'Oulan-Bator, la capitale. Exotisme à l'envers : France profonde au fin fond d'une Mongolie plus profonde encore !

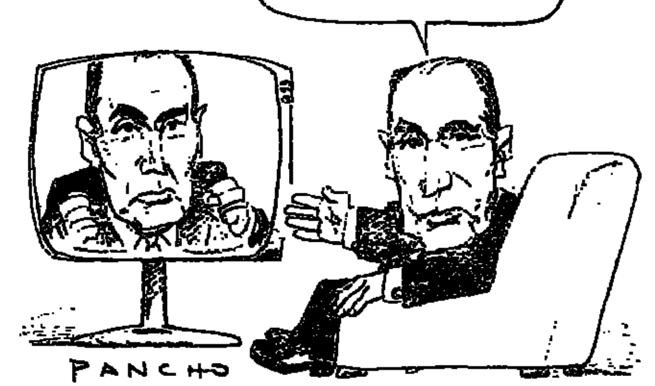
A Petit-Col-Rouge, sous un vent terrible, le chauffeur d'une des jeeps soviétiques a remplacé une roue, à plat depuis la traversée du dernier gué, par une autre au pneu lui aussi lacéré mais qu'un miraculeux bricolage tenait encore gonflé. Au sol aride, où perçait par endroits une herbe rase et jaune, répondaient les cimes saupoudrées de neige. Au loin, la Chine, ou plus exactement le Turkestan chinois, se laissait deviner. A cinq heures de là, le chef-lieu provincial, Khovt. C'était pendant l'automne de 1991. Un camion s'est arrêté. Son conducteur et les passagers ont fait, dans le sens des aiguilles d'une montre, le tour de l'obo, monticule de pierres rehaussé d'un fanion, héritage d'un chamanisme qui n'a jamais vraiment cédé le pas au lamaïsme importé du Tibet. Un peu plus loin, dans ce paysage d'une rare rudesse, une famille déménageait, à dos de chameaux, la tente et tout son mobilier, accroché sur les animaux placides.

L'affaire remontait à l'an de grâce 1253.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 4

L'appel de M. Mitterrand



Lire page 6 l'article d'ALAIN ROLLAT

Cinéma, un malade en bonne santé

Moins de spectateurs, un marché français déprimé, mais que de beaux films en 1991 !

par Danièle Heymann

Quand on aime la vie, on va au cinéma. C'était un slogan, cela devrait devenir une prescription. Aimer le cinéma, parce que la vie est là, toute bruissante avec l'année débutante, d'espérances têtues et conjuratoires. Le cinéma – comme c'est bizarre – perd chaque jour des *spectateurs, les chiffres mal élevés* le disent et le répètent en une litanie de glissade inéluctable.

C'est un méchant toboggan où l'on voit la part de marché des films français ne plus atteindre que 31 % face aux 60 % du bulldozer américain. Les chiffres, encore eux, disent aussi que la fréquentation dans les salles, après une tremblante stabilisation l'année dernière, s'est remise à baisser, n'atteindra pas, pour la première fois, les 120 millions d'entrées, et s'est errodée de 30 % en dix ans. Alors, que faut-il faire ? Sonner le glas pour un septième art épuisé dont on se prépare déjà, dans le monde entier, à célébrer en 1995, le centenaire ? Non, il faut dire que le commerce va mal mais que l'art va bien. Et que, protégé certes par tout un réseau d'aides, d'avances, de subventions, assisté même, dit-on, mais terriblement vivant et créatif, le cinéma français a donné 91 films en 1991, dont 36 premières œuvres. Trop de films peut-être dans cette conjoncture cafardeuse, mais aussi que de beaux films ! La peinture au plus proche de la souffrance de peindre avec le *Van Gogh* de Pialat qui poursuit une carrière publique heureuse, et la peinture au plus près de la jouissance du peintre avec *la Belle Noiseuse* de Jacques Rivette, ellle aussi aimée dès sa sortie. Sans oublier le pessimisme flamboyant du *Merci la vie* de Bertrand Blier, le romantisme suicidaire des *Amants du Pont-Neuf* de Léo Carax, l'humour BD ravageur de *Delicatessen* des nouveaux venus Jeunet et Caro qui vont rafler des récompenses internationales jusqu'au Festival de Tokyo, et la drolatique satire sociale de Gérard Jugnot qui, avec *Une époque formidable*, sauve l'honneur national au box-office en arrivant en sixième position d'un palmarès dominé par les exploits écologiques de Kevin Costner (*Danse avec les loups*) et technologiques d'Arnold Schwarzenegger (*Terminator 2*).

Les promesses de 1992 sont nombreuses. On attend dès ce mois-ci *l'Amant*, adaptation de Marguerite Duras signée Jean-Jacques Annaud, qui sera suivi en mars et avril des deux autres grands films « vietnamiens », le *Dien-Bien-Phu* de Pierre Schœndorffer et *Indochine* de Régis Wargnier avec Catherine Deneuve. Sont annoncés aussi pour les prochaines semaines un Rohmer, un Chabrol, un Doillon, un Bertrand Tavernier, un Yves Robert... Si vous aimez la vie, allez au cinéma.

Lire pages 7 et 8 dans notre supplément Arts-Spectacles les articles de JEAN-MICHEL FRODON

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1.90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Togo

Les fausses promesses de La Baule

par Claude Bernard

CE qui s'est passé à Lomé au début de décembre 1991 interpelle de manière brutale la France et le peuple français. A moins d'ignorer totalement ce qui fait l'attachement des peuples africains francophones à la France, il n'est pas possible de se taire.

Les valeurs morales de la France de 1789, les discours sur les droits de l'homme, ce devoir d'ingérence dont on parle de plus en plus, qu'est-ce donc si devant la mutinerie d'une poignée de soldats félons nous restons les bras croisés et nous contentons de rappeler la légitimité du processus de transition vers la démocratie. Car, enfin, il s'agit bien d'une mutinerie puisque, apparemment, aucun pouvoir civil ne leur avait donné l'ordre de tuer. Puisque le chef de l'Etat togolais lui-même leur avait demandé de rentrer dans leur caserne. Alors ?

Pourquoi avons-nous tenu à reconnaître le pouvoir de la conférence nationale en y faisant siéger notre ambassadeur sans désemparer, même aux moments de tension extrême ? Pourquoi ensuite sembler considérer que le pouvoir issu de cette conférence n'a pas de valeur alors même qu'il appelait au secours, étant quasiment désarmé devant les mutins ? Pourquoi créer l'illusion en parlant des militaires français prêts à protéger les ressortissants français et les laisser lamentablement bivouaquer sur le bas-côté de la route béninoise, à une demi-heure de la frontière togolaise ?

A quoi bon avoir manifesté notre volonté de défendre le pouvoir que nous avions légitimé, en laissant notre ambassadeur s'exposer personnellement et courageusement aux côtés du premier ministre du Togo, pour ensuite ne pas empêcher la soldatesque de tirer – au canon – sur ce qui fut la résidence des hôtes de marque du Togo ?

Ces questions ne doivent pas demeurer sans réponse. Il faut avoir le courage de s'expliquer publiquement sur ce que nous avons proposé aux peuples africains. La recherche de voies nouvelles et démocratiques du pouvoir d'Etat en Afrique est-elle d'actualité ou est-elle prématurée ?

Nous avions par la voix du président de la République tranché ce débat et laissé entendre que la politique des services secrets et des mercenaires n'était plus à l'ordre du jour. La Baule est aujourd'hui connue dans les plus petits villages de l'Afrique francophone. Qu'on le veuille ou non, les peuples africains francophones ont pris le message du président français pour la directive du moment. Avons-nous joué les apprentis sorciers ? Ce qui vient de se passer au Togo interpelle non seulement la France mais toute la francophonie.

Occasion manquée

Les propos de nos ministres, qu'il s'agisse de Mme Avice ou de M. Dumas, ne peuvent pas dissiper le malaise. Car, enfin, qui sérieusement peut imaginer que des élections puissent se dérouler *librement dans un* pays qui vient de connaître une telle rupture dans son avancée vers la démocratie ? Le président sénégalais Abdou Diouf a répondu à ces propos irréalistes, sinon irresponsables, par une déclaration courageuse.

Les quelques militaires qui ont à nouveau défié le pouvoir civil en faisant une déclaration à la radio togolaise le 15 décembre ont réaffirmé, s'il en était besoin, que ce sont eux qui, maintenant, maîtrisent la situation. Le Togo vit dans un climat de violence, qu'elle soit ouverte ou latente. Ce serait commettre une erreur que de penser que toute l'armée est derrière les comploteurs, mais ce sont ces derniers qui disposent des armes.

La mission de l'unité française, si elle était intervenue au début de la crise, aurait dû être simplement de s'interposer pour éviter l'affrontement qui s'est produit. La présence française au sein même de l'armée togolaise est suffisamment importante pour que nous ne puissions nous réfugier derrière une quelconque volonté de non-ingérence.

Dans ce cas, la non-ingérence n'aurait-elle pas été précisément d'éviter l'affrontement ? Car non seulement l'affrontement a eu lieu, non seulement il y a eu de nombreuses victimes, toujours plus nombreuses que dans les déclarations officielles, mais notre « neutralité » a contribué au renforcement du ressentiment interethnique. Cela va peser gravement demain sur l'avenir du pays. Très dépolitisé, le Togo saura-t-il éviter en même temps le reflux de la démocratie et l'esprit de revanche entre ethnies ? En se gardant jusqu'à présent de s'engager dans cette voie, le Bénin voisin constitue heureusement un espoir.

En respectant « l'esprit de La Baule », la France aurait marqué, à peu de frais, sa volonté réelle d'engager sa coopération avec l'Afrique sur de nouvelles voies. Une grande occasion a été manquée.

► **Claude Bernard est consultant en Afrique de l'Ouest.**

La démocratie sans les baïonnettes

par François Roux

LE discours de La Baule, en 1990, a été la quatrième *manière d'intervenir dans* les affaires africaines depuis que l'Europe a décidé de s'ériger en protectrice-émancipatrice du continent « noir ». Dans un premier temps, ce fut la traite. Puis par souci d'organisation et pour faire moins désordre, les grandes puissances de l'époque se partagèrent le *gâteau. On voit ainsi* les tranches espagnoles, françaises, anglaises, allemandes, portugaises, alterner le long de la côte.

En 1960, le général de Gaulle, pour échapper à la fatalité des guerres post-coloniales (Indochine, Algérie, Cameroun) décide de reprendre la logique de la bienvenue loi-cadre de Gaston Defferre et annonce l'émancipation de toutes les colonies africaines : oui à la France ou rien.

Trente ans plus tard, à La Baule, une quatrième forme de relation est annoncée : démocratie ou rien (cette version a été récemment *atténuée lors du sommet de la* francophonie). Quand donc laissera-t-on l'Afrique trouver son rythme et son mode de gouvernement ?

Voyons les choses de plus près. L'idée de La Baule était bonne, bien sûr. *François Mitterrand sait* ce qu'il fait et le dit quand il faut. Les Africains sont aussi capables d'esprit démocratique que les Européens, les Togolais que les Français, les Bassars que les Bretons. Remplacer le parti unique qui a servi à forger l'unité nationale d'un pays qui n'existait pas *auparavant par une Assemblée* nationale représentative de toutes les sensibilités est dans l'ordre des choses. Encore faut-il mettre en place des partis et organiser des élections.

L'erreur, ce n'est pas La Baule, mais son suivi. On a vu un déferlement de révoltés au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Gabon, au Cameroun, au Togo, et j'en passe. La rue a pris ce discours pour un mot d'ordre. La mise en place à la va-vite de Conférences nationales composées de représentants de tous les « comités Théodules » plus ou moins connus a donné lieu à tous les excès.

L'époque coloniale est révolue !

Au Togo, la première erreur des gens issus de la Conférence a été de s'attribuer les pleins pouvoirs alors qu'ils n'étaient pas encore des élus du peuple. Leur deuxième erreur est d'avoir voulu devancer les résultats des élections en interdisant dans un premier temps à l'actuel chef de l'État de se présenter ; en supprimant son parti dans un deuxième temps, faisant la preuve qu'ils refusaient de l'affronter lors des élections à venir dont ils ont pourtant la charge de l'organisation.

Le résultat de ce gâchis, c'est la mort de plusieurs dizaines de citoyens, c'est le réveil de luttes ethniques ancestrales, c'est le discrédit pour des apprentis politiciens, c'est le retour à la case zéro.

Etait-il intelligent, en Afrique, où la notion de chef a encore tout son sens, de décréter que le chef de l'armée ne l'était plus ? Alors qu'il avait lui-même forgé cette armée avec l'aide de conseillers et de matériel français depuis vingt-cinq ans.

La France doit retirer ses soldats de la frontière béninoise. Ils n'ont rien à y faire. M. Joxe a raison. On n'impose pas la démocratie par les baïonnettes. L'époque coloniale est révolue, que diable ! S'il y a une aide à apporter au Togo, c'est dans la mise en place de ses partis politiques dans le calme. Il y faut un temps donné et de l'argent équitablement réparti. Et puis, allons aux élections. C'est ça la démocratie.

► **François Roux est ancien résident en Afrique.**

La France au pilori

A la suite des événements de Lomé, une trentaine de chercheurs et universitaires français, spécialistes des études africaines, *« s'inquiètent et s'indignent de l'attitude ambiguë du gouvernement français vis-à-vis du drame togolais ». « Est-il en effet admissible, que après avoir exercé une nette pression pour orienter le Togo vers la démocratie, il ne soit question désormais d'intervenir que pour protéger les intérêts français sans se soucier des démocrates qui se sont aventurés à défendre des valeurs qu'ils croyaient être également partagées par la France ? »* s'interrogent-ils, dans une déclaration signée par une trentaine de personnes – pour la plupart chercheurs au CNRS, – parmi lesquelles figurent Mme Calame-Griaule, M. Jean-François Bayart, Mme Françoise Heritier-Auge (Collège de France) et M. Emmanuel Terray (Ecole des hautes études en sciences sociales).

∴

Des Français du Togo ont également fait part de leur *« réelle perplexité au regard de l'attitude du gouvernement français lors des derniers événements survenus au Togo ». « La communauté française s'interroge sur la cohérence d'une politique qui* (...) *semble ne pas vouloir assumer dans ses actes les conséquences de ses engagements »,* affirment-ils, en évoquant la *« remise en cause d'une crédibilité patiemment acquise auprès des Togolais par les Français dans leurs relations quotidiennes, professionnelles et sociales »* et la *« dégradation très sensible de l'image de notre pays ».*

∴

La revue *Politique africaine* publie, dans son numéro de décembre 1991 (1), un éditorial selon lequel *« pour lever toute ambiguïté, une action ferme et énergique doit être conduite, par exemple la suppression immédiate de l'aide publique au Togo, son rétablissement ne devant avoir lieu qu'après un retour sans condition au processus démocratique mis en route par la Conférence nationale ». « Les tergiversations des puissances occidentales au Zaïre et à Madagascar n'ont pu qu'encourager certains militaires togolais* (...), note la revue, *dans tous les cas, la démocratisation au Togo est devenue un test essentiel pour la France, qui joue en Afrique sa crédibilité et son honneur. »*

(1) *Politique africaine*, Editions Karthala, 22-24, bd Arago, 75013 Paris.

Islam

Retour de Dieu ou retour du Sud

par François Burgat

François Burgat nous avait adressé ce texte avant le premier tour des élections législatives en Algérie.

AU premier rang du malentendu qui nous sépare des islamistes se trouve sans doute l'idée trop largement répandue que la poussée de ces « nouveaux riches » de la politique arabe est réductible à un simple prurit mystique, aussi également condamnable de ce fait – au nom d'un imparable *« refus de tous les intégrismes »* – qu'il serait, sur la planète, également réparti. Car, de fait, les musulmans ne sont pas les seuls à se tourner vers le Ciel pour y trouver les réponses que l'Etat séculier leur refuse : les juifs en font autant, les chrétiens aussi. Le phénomène est universel : c'est le retour du religieux, la *« revanche de Dieu ».*

De là à croire que, pour Khomeiny, Mgr Lefebvre et les héritiers du rabbin Meir Kahane, il n'est qu'un même combat et pour les « démocrates » de tous bords une même « résistance » à mener, il n'y a qu'un pas qui pourtant est peut-être un peu trop vite franchi. Si, au croisement du politique et du religieux, le Nord et le Sud se rencontrent bien, ils ne voyagent pas pour autant dans la même direction. Pour stimulante qu'elle soit, la mise en perspective des trois monothéismes occulte ainsi la perception du phénomène islamiste bien plus qu'elle ne l'éclaire.

Avant d'être celle du retour de Dieu, la dynamique la plus perceptible de cette fin de siècle est bien davantage en effet celle du retour, sur le devant de la scène mondiale, de ses fils un temps oubliés, du Sud. Or si ce Sud n'est pas – tant s'en faut – seulement musulman, le Nord, dans son écrasante majorité, est bel et bien, lui, « judéo-chrétien » ; et, par la force des choses, c'est le vocabulaire de sa culture « judéo-chrétienne » qui a servi à exprimer – sinon à fonder – la marginalisation dont ce « tiers-monde », notamment musulman, tente d'émerger aujourd'hui.

La « conscience longue »

Les formes d'appropriation politique d'une religion s'expliquent moins par l'essence dogmatique de celle-ci que par la sociologie de ceux qui la pratiquent. L'analyse des rôles que les individus ou les groupes d'une même société demandent à cette religion de jouer – et plus encore l'évaluation prospective de cette relation – ne peut donc se faire qu'en prenant étroitement en compte les dynamiques internes de chacun des environnements concernés. Dans des sociétés soumises à des sollicitations historiques radicalement différentes, on ne saurait mettre en parallèle des comportements religieux dont on sait qu'ils sont indissolublement liés à l'imaginaire individuel et collectif des acteurs.

Au Nord, la relation avec le Sud constitue un élément central de la formation de l'identité. Au Sud, l'épisode colonial constitue plus encore le noyau dur de la conscience politique de tout individu. On peut déplorer cette réalité ou s'en agacer. La méconnaître, ou paraître s'étonner que, de la part de ceux qui ne l'ont pas vécue, il puisse encore en être ainsi équivaut à considérer que l'imaginaire collectif d'une société se renouvelle complètement à chaque génération. Dans la patrie du « bicentenaire de la Révolution », ou *a fortiori* en terre d'Israël, qui oserait pourtant nier que cette « conscience longue » est intrinsèquement constitutive de toute appartenance nationale?

La reconquête identitaire

Au Sud comme au Nord, la résurgence du religieux dans le système de représentation manifeste bien le « mal-vivre » de sociétés en proie au questionnement vis-à-vis des valeurs et des catégories (perçues comme « occidentales ») qui ont dominé le siècle. Mais là s'arrête l'analogie.

Si, depuis quelques décennies, les mosquées connaissent un tel succès, c'est beaucoup moins parce qu'on y parle de Dieu que parce que le vocabulaire utilisé pour ce faire émane du seul enclos ayant résisté à la pression culturelle du Nord.

A l'opposé, si les cathédrales européennes commencent à connaitre un surcroît de fréquentation, c'est certes parce qu'on prend, en y entrant, ses distances à l'égard des valeurs séculières, mais c'est aussi – pour une part – parce que la protection qu'offrait la catégorie « nationale » est devenue partiellement inopérante et que, pour ne plus avoir à se sentir, par exemple, « français au même titre qu'un Arabe », certaines identités en déroute se replient ou s'apprêtent à le faire sur un bastion « religieux » moins systématiquement perméable à la remontée du Sud.

Reconquête identitaire pour ceux chez qui le doute s'atténue, *repli* identitaire pour ceux chez qui il s'instaure. C'est là plus qu'une différence. Une fois rappelée l'efficacité de la thématique islamiste, encore faut-il redire que, selon l'itinéraire, notamment socio-éducatif, des forces qui se l'approprient, selon aussi la nature plus ou moins « légaliste » de la réaction des régimes à son encontre, elle peut être mise au service de projets politiques très diversifiés. Les forces qui naissent de la poussée islamiste sont moins en effet l'expression de l'émergence d'une idéologie politique « achevée » et, comme inciterait à le croire son usage du vocabulaire religieux, « intangible », que le produit d'un vaste processus de réconciliation symbolique des sociétés de la périphérie occidentale avec l'univers de leur culture précoloniale.

Plus encore peut-être que les *échos de l'affrontement avec* les acteurs de la première vague du nationalisme arabe (dont l'identité idéologique est de moins en moins clairement perceptible), ce sont dès lors les débats internes aux diverses familles islamistes qui portent en eux les possibles équilibres maghrébins à naître.

Ni la fabrication de « complots » destinés à justifier – le silence complaisant de l'Occident aidant – une répression tous azimuts, ni la sollicitation sans réserve des règles du jeu électoral (selon qu'elle était présumée bonne ou mauvaise, le poids d'une voix pouvait varier en Algérie de... un à dix !) ne nous rapprochent vraiment de ces précieux équilibres-là.

► **François Burgat est chercheur au CNRS-CEDEJ Le Caire.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant, directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ÉTRANGER

CEI : après le sommet de Minsk

Les accords sur les armements stratégiques et conventionnels

La réunion des chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI), lundi 30 décembre à Minsk, a permis notamment de parachever le protocole d'accord des quatre puissances nucléaires d'Alma-Ata, et a consacré le démembrement partiel des forces conventionnelles de l'armée soviétique.

Voici les principaux extraits de ces accords. Dans le premier, en six points, les onze membres de la Communauté estiment qu' *«un commandement unifié des forces stratégiques* [terre, air, mer et structures de commandement de l'ex-URSS] *est indispensable ainsi que la préservation du contrôle unique sur les armes nucléaires et les autres armements de destruction massive (...)»*.

Les chefs d'Etat confirment l'obligation pour la CEI de respecter les traités internationaux de l'URSS et de poursuivre la politique de *«sécurité internationale, de désarmement et de contrôle»* sur les armes nucléaires.

La décision de l'utilisation de l'arme nucléaire *«est prise par le président de la Fédération de Russie sur accord avec les chefs des Républiques de Biélorussie, du Kazakhstan, de l'Ukraine, en concertation avec les chefs des autres Etats membres de la Communauté»*.

L'article rappelle toutefois que l'objectif de l'Ukraine est la destruction des armes tactiques qui se trouvent sur son territoire d'ici au 1er juillet 1992. La *«dénucléarisation»* doit être achevée avec le *«démantèlement»* complet des armes stratégiques d'ici à la fin de 1994, qui entraînera le retrait de l'Ukraine.

Le droit de créer ses «propres forces armées»

Le *«statut»* des forces stratégiques et leur fonctionnement, c'est-à-dire le *«déroulement du service militaire»*, doivent être définis par un *«accord spécial»*. L'accord *«entre en vigueur au moment de sa signature»* et cesse d'exister sur décision des *«Etats membres»* ou du *«conseil des chefs d'Etat»*, l'organe suprême de coordination de la CEI.

L'accord conventionnel, en quatre points, consacre dès le premier paragraphe la volonté de l'Ukraine, de la Moldavie et de l'Azerbaïdjan de quitter le giron militaire de la Communauté et réaffirme le *«droit légal»* des Etats membres à créer leurs *«propres forces armées»*.

La formation des *«forces armées de mission générale»*, héritières des forces conventionnelles soviétiques, est reportée de deux mois : ce délai doit permettre au commandement militaire et aux autorités des Républiques de s'entendre sur la *«direction»* de ces troupes *«en tenant compte de la législation des Etats»*. Ce délai doit également permettre aux Républiques de créer leurs propres forces armées *«par étapes»*. Toutefois, la CEI accepte que l'Ukraine crée sa propre armée dès le 3 janvier.

Le problème des troupes de gardes-frontières doit également être réglé d'ici deux mois. Le général Ilia Kalinintchenko se voit confirmé à son poste de commandant en chef des troupes de gardes-frontières pour mettre au point avec les Républiques un *«mécanisme d'activité»* de ces troupes, tenant compte des législations nationales. Toutefois, les Républiques qui contrôlent déjà leurs frontières ne dépendent d'ores et déjà plus de la mission du général Kalinintchenko. – *(AFP.)*

A la suite d'une déclaration favorable de la CEE

Plusieurs pays européens, dont la France reconnaissent huit des nouvelles Républiques

Dans un texte publié mardi 31 décembre par leur secrétariat politique à Bruxelles, les Douze se sont déclarés prêts à reconnaître huit des républiques issues de l'ancienne Union Soviétique et qui ont formé la Communauté des Etats Indépendants (CEI) : il s'agit de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie, du Kazakhstan, de la Moldavie, du Turkménistan, de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan (nos dernières éditions du 1er janvier).

Les Douze accueillent favorablement les assurances reçues de ces républiques qui se déclarent prêts à satisfaire aux exigences contenues dans les *«lignes de conduite pour la reconnaissance de nouveaux Etats en Europe de l'Est et en Union Soviétique»* adoptées le 17 décembre par la CEE. *«Les Douze sont donc «prêts à procéder à la reconnaissance de ces républiques»*, ajoute la déclaration, qui précise que les pays de la CEE sont prêts à reconnaître le Kirghizstan et le Tadjikistan, dès qu'ils auront reçu d'eux des assurances semblables.

A la suite de cette déclaration des Douze, le Quai d'Orsay a annoncé mardi que la France reconnaissait également les huit républiques issues de l'ex-URSS. La France est disposée à reconnaître également le Kirghizstan et le Tadjikistan, dès qu'elle aura les mêmes assurances de la part de ces républiques. La Géorgie est un cas à part puisqu'elle ne fait pas partie de la nouvelle Communauté des Etats indépendants (CEI). Le ministère des affaires étrangères rappelle que le problème de la reconnaissance de la Russie ne s'était pas posé puisqu'elle est l'héritière légale de l'URSS, dont elle assume les *«droits et obligations»*. Mardi matin, le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, avait indiqué que la France, comme les autres Etats membres, procéderait aux ajustements diplomatiques nécessaires à cette reconnaissance et qu' *«à terme»*, elle aurait des ambassades dans chacun de ces pays. Paris avait déjà engagé des démarches pour l'Arménie et l'Ukraine, qui, dès la fin de la semaine dernière, avaient fait part de leur intention de respecter les critères fixés par les Douze.

L'Allemagne, l'Italie et la Belgique ont adopté la même attitude à la suite de la déclaration des Douze, à la différence que Bonn et Rome avaient déja reconnu l'Ukraine. – *(AFP, TASS, AP.)*

YOUGOSLAVIE : alors que les combats s'intensifient

M. Cyrus Vance estime que les deux parties sont responsables de la violation du cessez-le-feu

Les combats se sont intensifiés, mardi 31 décembre, en Croatie, et une alerte aérienne a été déclenchée dans une vingtaine de villes, a annoncé la radio croate. L'armée fédérale a lancé une violente offensive contre les villages des environs de Zadar, sur la côte adriatique centrale, et dans l'après-midi des obus ont également commencé à tomber sur la ville.

L'infanterie fédérale, appuyée par les chars, a tenté d'autre part une percée vers les villages de Paljuv et Podgradina, au nord-est de Zadar, des points stratégiques de cette région. Toujours de source croate, l'aviation yougoslave a bombardé à quatre reprises la région d'Otocac, à 180 km au sud de Zagreb. Les combats dans les environs se sont poursuivis mardi après-midi, et l'armée fédérale amènerait des renforts dans cette région.

Pour la dixième journée consécutive, l'armée fédérale a aussi attaqué, à l'artillerie lourde, tous les quartiers de la ville de Karlovac, à 50 km au sud-ouest de Zagreb. Les forces croates *«ripostent violemment et maintiennent l'initiative»*, a affirmé la radio croate.

Par ailleurs, les combats se sont intensifiés en Slavonie occidentale, notamment autour de la ville de Pakrac, à 120 km à l'est de Zagreb, tandis que la ville de Daruvar, à 20 km au nord de Pakrac, a subi un raid aérien mardi matin. La ville d'Osijek, le chef-lieu de la Slavonie orientale, à 260 km à l'est de Zagreb, a été à nouveau attaquée par l'artillerie fédérale.

Si l'armée et la présidence yougoslave restreinte (Serbie et Montenegro) ont accepté, mardi, le plan de paix présenté à Belgrade par l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, l'arrivée des forces de l'ONU semble cependant toujours une perspective lointaine puisque M. Vance, a réaffirmé que les «casques bleus» ne pourront être déployés tant qu'un cessez-le-feu durable ne sera pas observé. Il a déploré que les combats en Croatie soient actuellement *«encore plus violents»* que lors de sa mission précédente et a estimé que *«les deux parties»* sont responsables des violations de la trêve.

Pas de «concessions territoriales»

Le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, a déclaré pour sa part que le déploiement d'une force de paix de l'ONU en Yougoslavie *«dépend entièrement de la Croatie»*. Le général s'est déclaré d'accord avec M. Vance pour estimer que le rétablissement de la paix en Croatie et, en conséquence, *«l'arrivée le plus rapidement possible»* de forces de paix sont la condition liminaire à une solution négociée de la crise yougoslave. Il a fait endosser à la Croatie la responsabilité des violations du cessez-le-feu du 23 novembre, signé à Genève sous les auspices de l'ONU.

Le président Milosevic, lors de ses entretiens avec M. Vance, avait lui aussi accusé *«l'autre partie»* de violer ce cessez-le-feu, *«contrariant»* ainsi la réalisation du plan de paix de l'ONU. La présidence souhaite, dans ce communiqué, que la force de paix de l'ONU séjourne en Yougoslavie *«aussi longtemps que la crise n'aura pas été résolue de manière concertée»*.

Il ne peut être question *«d'aucun marchandage concernant les territoires croates»*, a déclaré de son côté le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman. *«Nous n'avons pas l'intention de discuter de concessions territoriales*, a-t-il affirmé, *si l'ONU ne nous aide pas à libérer les territoires perdus, nous les libérerons de force.»* – *(AFP.)*

Danger : barrage

A la demande de l'Allemagne, le Conseil de sécurité a demandé, mercredi 1er janvier, au secrétaire général de l'ONU un compte rendu sur la situation d'un important barrage hydroélectrique dominant la ville de Split (Croatie).

Le danger existe que ce barrage puisse être *«endommagé ou détruit»* au cours des combats *qui se déroulent dans cette* zone, a précisé M. Youli Vorontsov, nouvel ambassadeur de Russie au Conseil de sécurité et président en exercice de cette instance. Si tel était le *cas, a expliqué M. Vorontsov*, s'appuyant sur la requête allemande, *«cela provoquerait un désastre écologique pour la région de Split»*.

Aussi, le secrétaire général, par l'intermédiaire de son émissaire spécial en Yougoslavie, M. Cyrus Vance, a été prié de mener, le plus rapidement possible, une enquête sur cette question afin que le Conseil puisse prendre une décision. – *(AFP.*

Barbara Hendricks à Dubrovnik

La nef du couvent des franciscains de Dubrovnik est comble. Au premier rang, *comme figés par une volonté* de discrétion, Simone Veil et Michel Piccoli, parmi d'autres. Après une courte présentation de Bernard Kouchner, sur le thème de la musique «goutte de paix», Barbara Hendricks, belle, déterminée, s'avance, dans une longue robe turquoise. Et chante, accompagnée par l'Orchestre national de chambre de Toulouse – les musiciens anglais prévus ayant, paraît-il, déclaré forfait.

Elle chante haut et clair des *Alleluia*, des *Jubilate* contradictoires. Elle ressemble à un rossignol furieux. Comme si une saine, une sainte colère contre la guerre, comme si Mozart peut-être, pouvaient éteindre un peu la violence si proche. A la fin, Barbara Hendricks parle. Elle reprend *«les mots d'un homme tellement plus grand qu'elle»*, Martin Luther King : *«I have a dream» (Je fais un rêve)*... Rêve de paix, bien sûr, et de compréhension.

Puis elle laisse la place à ce qui reste de la chorale d'enfants de Dubrovnik. Ils étaient deux cents. La plupart ont été évacués. Ils sont désormais une trentaine. Ils portent une bougie allumée à la main. L'assistance aussi laisse trembler ces petites flammes d'espérance. Les *enfants chantent quelque* chose de très gai. Une espèce de rock and roll dans une langue qui leur est commune...

D. H.

ITALIE

Ouverture d'une enquête sur un trafic de matériaux nucléaires de l'ex-URSS

Moins d'une semaine après la disparition de l'URSS, un juge de Côme a révélé mener une enquête sur un trafic présumé de matériaux nucléaires soviétiques à travers la Suisse et l'Italie, qui pourrait être destiné aux anciens alliés de Moscou au Proche-Orient. Bien que le magistrat, M. Romano Dolce, admette que tout reste à prouver, l'affaire alimente la crainte en Europe d'une contrebande de matériaux et de missiles de l'immense arsenal nucléaire soviétique, évoquée récemment avec inquiétude par la CIA et les experts militaires occidentaux.

ROME

de notre correspondant

M. Dolce, substitut au procureur de Côme, a convoqué sept personnes dont quatre seulement ont été entendues puis laissées en liberté. Leur identité, tenue secrète, lui aurait été donnée lors d'investigations sur une organisation internationale constituée par d'anciens membres du KGB et du GRU (renseignement militaire de l'ex-URSS) qui auraient lancé, dans les jours suivant le coup d'Etat manqué d'août à Moscou, un trafic de matériaux des centrales nucléaires soviétiques vers des pays commme l'Irak ou la Libye.

«Trafic de l'uranium prolétaire», a résumé le magistrat. Il s'agirait, assure-t-il, d'un uranium pauvre, pour lequel les Soviétiques disposent d'une technologie qui le rendrait utilisable pour la construction d'une bombe atomique. Seuls pourraient l'employer des pays disposant donc de cette technologie : les ex-alliés de l'ex-URSS.

On parle, dans le même trafic, d'un marché d'ogives nucléaires tactiques venant de la base militaire d'Irkoutsk, en Sibérie. Le nom de deux anciens officiers du renseignement soviétique ont été cités. L'état-major de la défense soviétique a démenti leur implication.

Un Suisse, M. Karl-Friederich Federer, s'est présenté en octobre au juge Dolce, lui avouant détenir un échantillon de 4 grammes de plutonium et déclarant avoir eu la mission de le remettre à un tiers en Italie. Il a aussi affirmé que quelque 30 kilogrammes d'uranium et 10 de plutonium seraient dissimulés en Suisse ou en Italie. La police helvétique, *avertie*, a saisi le 11 novembre, à Zurich, 29 kilos d'uranium dans la voiture d'un Suisse, consul honoraire du Honduras. Sept personnes – dont le consul, deux autres Suisses, un Autrichien, un Tchécoslovaque et deux Italiens – sont actuellement interrogées, qui devraient toutes être rapidement relâchées.

L'uranium saisi serait pour moitié à teneur normale, pour moitié faiblement enrichi. Parmi les personnes qui ne se sont pas présentées à la convocation du juge de Côme figurerait, selon le *Corriere della Sera*, un Irakien titulaire d'une entreprise d'import-export. D'autres révélations non confirmées, comme celles d'une livraison de plutonium en Croatie, ou d'arrestations et de saisies à Vienne et à Prague, sont apportées par la presse italienne. *«L'affaire est aux mains des services secrets* [occidentaux] *qui peuvent avoir intérêt à brouiller les pistes des enquêteurs»*, observe, prudent, le juge Dolce.

En Suisse, on est encore plus circonspect. Un porte-parole du parquet de Berne a affirmé que la saisie d'uranium en Suisse s'était révélée *«une grosse escroquerie* [plutôt] *qu'un vaste trafic nucléaire»*. Prudence également à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, dont un porte-parole, M. Hans Meyer, affirme que, *«jusqu'alors, l'Italie n'a rien notifié. Si la police avait saisi une quantité significative de plutonium, ils auraient eu à nous en prévenir afin que nous la mettions sous scellés»*. M. Meyer ramène à des *«rumeurs»* les informations sur une grosse quantité de plutonium provenant de l'ex-URSS, alors que la dose effective saisie serait *«un très petit échantillon utilisé en laboratoire pour des mesures»*.

Quant à l'uranium saisi à Zurich, selon lui, *«il s'agit d'un uranium normal qui n'est pas soumis à un contrôle»*. M. Meyer observe qu'il y a actuellement beaucoup de spéculations sur des trafics. A sa connaissance, *«nous n'avons pas de preuves que des matériaux nucléaires aient été sortis de l'ex-URSS»*.

(Intérim.)

OCÉAN INDIEN

□ **VANUATU : levée de l'interdiction de séjour de personnes expulsées en 1980.** – Le nouveau gouvernement de Port-Vila a décidé de *lever l'interdiction de séjour* décidée en 1980, lors de l'accession à l'indépendance de l'ancien condominium des Nouvelles-Hébrides, par le gouvernement anglophone de M. Walter Lini, à l'encontre d'opposants, en particulier des partisans du mouvement sécessionniste de l'île de Santo. Cette décision, annoncée par M. Serge Vohor, ministre des affaires étrangères, mardi 31 décembre, touche environ trois mille personnes. Elle a été prise *«pour oublier le passé»*, a-t-il annoncé à l'AFP. – *(AFP.)*

BELGIQUE : la guerre du Golfe trop cher payée

Les mécomptes de la marine

BRUXELLES

de notre correspondant

Dans la revue des événements de 1991, la guerre du Golfe laisse un goût amer à la marine belge, du moins à ceux de ses éléments pour lesquels la participation aux opérations avait été une occasion d'arrondir une maigre solde. Les voilà maintenant confrontés à un ennemi redoutable entre tous : l'Etat grippe-sou.

Alerté par un lecteur indigné des prétentions de l'administration, le quotidien *la Dernière Heure* a révélé l'affaire, samedi 28 décembre : les militaires de la force navale intervenue aux côtés des alliés se voient réclamer le remboursement d'*«indemnités pour frais»* considérées comme un trop-perçu en raison de la brièveté et de la *relative facilité de leur prestation.*

La «tempête du désert» trop courte

Interrogé par le journal *Dimanche matin*, dans son édition du 29, M. Guy Coëme, ministre de la défense, ne dément pas : *«Quand les militaires partent pour une période indéterminée, ils reçoivent leurs indemnités selon un système d'avances. Le commandant d'expédition reçoit une somme qu'il répartit entre les marins. De retour au quai, il fait ses comptes, en fonction du temps exact de la mission. En général, on constate qu'on n'a pas donné assez. Ici, on a donné trop. Il faut donc récupérer. C'est l'Etat !»*

La mesure est d'autant plus mal accueillie que la *«prime de danger»*, distincte des *«indemnités pour frais»*, créée par M. Coëme, n'a pas été versée longtemps, vu la rapidité de la *«tempête du désert»*. Le ministre avait pourtant fait son possible en faveur de ses administrés : *«Pour leur donner l'occasion de percevoir la prime le plus longtemps possible*, dit-il, *nous avons été au-delà de la fin des hostilités sur le terrain. Nous avons tiré la corde jusqu'à la déclaration officielle du cessez-le-feu.»*

Seule a subsisté une *«prime de déminage»* accordée bien après la paix aux marins au travail *«dans des eaux que nous considérions comme peu sûres»*. Les paras-commandos engagés cette année aux côtés des Français au Zaïre ont eu droit, eux aussi, à une éphémère *«prime de danger»*. Mais pour eux, évidemment, pas question de se rattraper avec le déminage.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

AFRIQUE

ALGÉRIE : confusion dans les rangs des adversaires du FIS

Le RCD demande l'annulation du second tour des élections

M. Saïd Sadi, chef de file de l'un des principaux partis opposés au courant islamiste, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) – qui a subi un échec retentissant au premier tour des élections législatives, n'ayant aucun élu, – vient de lancer un appel pour l'annulation du second tour du scrutin afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir du Front islamique du salut.

ALGER

de notre envoyé spécial

La nouvelle année a commencé sous de bien sombres auspices. Autour de la bûche traditionnelle – ou, plus généralement, hélas, autour de rien du tout, – les Algériens n'avaient pas le cœur à la fête. Aux douze coups de minuit, effusions et embrassades avaient quelque chose de contraint.

La confusion est telle, dans les rangs de ceux qui redoutent la prochaine accession des islamistes au pouvoir, que certains souhaitent, à demi-mot, l'intervention de l'armée. Un calme crispé prévaut du côté du Front islamique du salut (FIS), qui a appelé le peuple, mardi 31 décembre, *« à ne pas céder à la provocation, à fraterniser, à bannir tout sentiment de rancœur et de haine »*.

Confirmant des propos tenus la veille, le secrétaire général du RCD a demandé mardi, au cours d'une conférence de presse, l'annulation du second tour des élections législatives, prévu pour le 16 janvier. *« Refusant d'aller à l'enterrement de l'Algérie »*, M. Saïd Sadi a incité ses compatriotes à sortir du cadre de la légalité, pour éviter l'irréparable : *« Le RCD s'est mis en contact avec des partis politiques et des associations professionnelles pour paralyser le pays, dès la fin de la semaine prochaine »*, a-t-il précisé. Toutes sortes de moyens sont envisagés : grève, occupation des lieux publics, fermeture des aéroports, etc.

« Nous sommes prêts à assumer les débordements », a affirmé M. Sadi. Faisant appel au *« sens patriotique »* de MM. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre, et Hocine Aït Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), il leur a demandé de se dégager d'un processus démocratique, qu'il a, tout bonnement, qualifié de *« morbide »*.

Le RCD ne se joindra à la *« grande marche nationale pour la démocratie »*, organisée par le FFS, jeudi 2 janvier à Alger, que s'il s'agit de manifester pour obtenir l'annulation du second tour. *« Nous irons jusqu'au bout du processus électoral*, réplique-t-on dans l'entourage de M. Aït Ahmed. *Agir autrement, ce serait insulter le peuple algérien et considérer ceux qui ont voté pour le FIS comme des cibles. »*

Même écho négatif aux propos de M. Sadi de la part de M. Hamrouche. *« J'ai été choqué d'entendre quelqu'un qui se prétend démocrate parler de la sorte*, nous a-t-il déclaré. *Le FLN continuera de se battre jusqu'au bout, même s'il se retrouve minoritaire à l'Assemblée nationale. »* Et d'ajouter : *« Nos militants défileront jeudi, dans les rues d'Alger, sans pour autant avoir reçu des consignes d'en haut. »*

« L'UGTA se réveille... »

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ainsi que plusieurs organisations patronales des secteurs publics et privés, viennent de créer un comité national pour la sauvegarde de l'Algérie avec, pour mission, d'empêcher *« un véritable coup d'Etat constitutionnel contre la démocratie »*. Est-ce à dire que ce comité serait prêt à s'associer aux mots d'ordre de M. Sadi ? *« L'UGTA se réveille et se mobilise pour agir dans le cadre de la légalité »*, nous a assuré M. Hamrouche, à l'issue d'une réunion avec des dirigeants syndicalistes.

L'appel à la *« résistance »* lancé par M. Sadi – qui n'a pas hésité à comparer le président Chadli au maréchal Pétain – a nourri les rumeurs et les peurs. Cette menace, même si elle n'était pas suivie d'effet, semble annoncer des violences que tout le monde, ici, juge inévitables, et préparer ainsi le terrain, à plus ou moins long terme, à une intervention de l'armée, garante des lois de la démocratie.

JACQUES DE BARRIN

Faisant allusion à la situation dans le « pays frère »

Le président Ben Ali se félicite de la démocratisation « pondérée » et « tranquille » en Tunisie

TUNIS

de notre correspondant

En insistant, mardi 31 décembre, du haut de la tribune de la Chambre des députés, sur l'efficacité de la *« démarche pondérée »* et du *« changement tranquille »* qui ont épargné à la Tunisie *« les affres des bouleversements violents, dévastateurs et destructeurs »*, le président Ben Ali ne se référait pas directement à la situation dans laquelle risque de plonger l'Algérie mais, pour son auditoire, l'allusion était claire.

M. Ben Ali a souvent été critiqué pour l'extrême prudence avec laquelle il a engagé son pays dans un processus démocratique en rien comparable aux changements radicaux intervenus dans le pays voisin. Aussi, aujourd'hui a-t-il beau jeu de se féliciter de sa *« stratégie rationnelle »* pour l'édification d'une *« société civile »* qui *« bannit la violence, l'extrémisme et le despotisme intellectuel, quelle qu'en soit la forme »*.

Dans ce discours, prononcé à l'occasion de la clôture des débats budgétaires et du Nouvel An, le président tunisien n'a expressément évoqué les élections législatives en Algérie que dans une toute petite phrase très diplomatique en disant seulement qu'il suivait *« avec intérêt »* la situation et souhaitait qu'elle évolue *« dans le sens des intérêts du pays frère et de la poursuite de l'édification de l'union du Maghreb arabe »*.

Mais les préoccupations causées par ce scrutin et les enseignements que la Tunisie peut en tirer apparaissaient en filigrane dans les propos du président qui a insisté sur *« la confiance et le respect qui doivent régner entre les diverses composantes de la société et l'Etat »*, parce qu'elles constituent *« le meilleur bouclier pour protéger le pays de tout danger et soubresaut »*.

L'annonce par M. Ben Ali d'une révision du code électoral dans la perspective des futures élections législatives, certes encore lointaines – en principe pour 1994 – devrait, dans l'immédiat, contribuer à détendre quelque peu le climat plutôt morose qui caractérise depuis quelques mois les relations entre le pouvoir et l'opposition. Les partis politiques, a indiqué le président, seront associés à cette révision, qui portera sur le mode de scrutin, afin de leur donner *« plus de chance »* d'être représentés au sein du pouvoir législatif *« en fonction de leur assise populaire »*.

MICHEL DEURÉ

Le Conseil de sécurité a adopté une résolution de compromis sur le Sahara occidental

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Aprés des semaines de négociations, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité, mardi 31 décembre, une résolution de compromis sur le Sahara occidental. Portant le numéro 725, cette résolution *« approuve les efforts »* du secrétaire général en vue de l'organisation d'un référendum au Saraha occidental et *« accueille avec satisfaction »* le rapport de M. Perez de Cuellar publié le 19 décembre.

Dans ce rapport, le secrétaire général constatait les difficultés d'interprétation du plan de règlement, mais aussi, dans des annexes, M. Perez de Cuellar proposait des *« critères d'identification »* de l'électorat sahraoui, établissant les *« liens de naissance et du sang »*, tous ceux qui sont nés ou dont le père est né au Sahara occidental pouvant voter. Ces critères élargissent considérablement la base électorale du référendum d'autodétermination que les Nations unies devront organiser au Sahara occidental. La France a présenté un projet de résolution demandant l'approbation du rapport du secrétaire général. Mais tenant compte du mécontentement du Front Polisario, certains membres du Conseil, en particulier Cuba, la Chine et l'Autriche, ont refusé d'approuver le projet français. Un texte de compromis a donc été rédigé pour permettre *« à chacun d'y trouver son compte »*.

Le Maroc et le Polisario font une lecture radicalement différente de cette nouvelle résolution. Pour Rabat, il s'agit d'une approbation du rapport du secrétaire général et plus particulièrement de ses critères d'identification. Pour le mouvement indépendantiste, la résolution n'est en aucune façon une approbation du rapport dans la mesure où il appelle le nouveau secrétaire général à faire d'autres efforts pour sortir le plan de l'ONU de l'impasse actuelle. Le texte approuvé mardi soir *« invite »* M. Boutros-Ghali, qui prend ses fonctions jeudi 2 janvier, à présenter un nouveau rapport *« le plus tôt possible et en tout état de cause dans les deux mois à venir »*.

Un référendum au Sahara occidental, territoire que se disputent depuis 1976 le Maroc et le Front Polisario, devait être organisé par les Nations unies fin janvier 1992. Mais, vu les difficultés actuelles, les diplomates estiment que le référendum n'aura pas lieu *« avant six mois »*. Les deux parties ont tout de même accepté un cessez-le-feu le 6 septembre dernier.

AFSANÉ BASSIR POUR

□ **DJIBOUTI : quatorze députés ont démissionné du parti unique.** – Quatorze députés, membres de l'ethnie afar, ont annoncé, mardi 31 décembre, leur démission collective du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti au pouvoir). Ces députés ont expliqué leur décision, dans une lettre ouverte au président Gouled, par le refus de *« cautionner un régime de parti unique dont les dirigeants placent la défense de leurs privilèges avant celle de l'intérêt de la nation djiboutienne »*. – *(AFP.)*

□ **NIGER : nouvelle embuscade dans le nord.** – Des rebelles touaregs ont tué un gendarme et pris en otage deux personnes, lors d'un raid mené, lundi 30 décembre, dans le nord du pays, a déclaré, mardi, à Niamey, le ministère de l'intérieur. L'embuscade a eu lieu près du poste administratif d'Aderbissinat, à 100 kilomètres d'Agadès. – *(AFP.)*

□ **SÉNÉGAL : des habitants de Casamance se réfugient en Gambie.** – Selon des témoignages recueillis lundi 30 décembre en Gambie, au moins quatre cents personnes, notamment des Guinéens installés au Sénégal, ont fui la Casamance depuis une dizaine de jours pour chercher refuge en Gambie. Les réfugiés craignent une offensive des séparatistes du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) et affirment avoir fait l'objet de menaces de la part de membres de ce mouvement. – *(Reuter.)*

ASIE

La Mongolie de Frère Guillaume

Suite de la première page

Vingt ans avant la famille Polo, un franciscain, Guillaume de Rubrouck, originaire du village alors flamand dont il porte le nom, se rend, nanti d'une recommandation du roi Saint-Louis, auprès des Mongols, en vue de sonder leurs intentions. Un an de voyage pour atteindre Karakorum, où règne Mongke, petit-fils de Gengis Khan, dont la geste conquérante remonte à quelques décennies à peine.

Un premier ambassadeur européen ?

La première audience est décevante, mais bien mongole : le grand Khan est ivre, couché sur son lit avec une de ses femmes et joue avec ses faucons; devant ses propos incohérents, le moine flamand abrège l'entretien. Il n'en restera pas moins plusieurs mois à Karakorum avant de regagner l'Europe et d'adresser à Saint-Louis une missive décrivant la cour du souverain avec plus de précision (et moins d'enjolivements) que, plus tard, Marco Polo.

Désormais, Frère Guillaume a ses fans. A cheval, ceux-ci ont parcouru, six semaines en 1990, à partir de Bulgan, un trajet qui fut vraisemblablement celui du Franciscain à travers les passes de montagnes menant à Karakorum. Faut-il, comme eux, voir en l'intrépide moine un premier ambassadeur européen, porteur d'un message de paix auprès de ce qui n'était, en quelque sorte, qu'une variante de l'empire chinois (1)? Ce serait oublier le conseil du franciscain à Louis IX : *« S'il m'était permis de formuler une recommandation, ce serait, dans toute la mesure où je puis le suggérer, de leur faire la guerre partout à travers le monde. »*

Quoi qu'il en soit, M. Devulder, premier maire de l'Hexagone à se rendre dans la Mongolie décommunisée était le bienvenu. La lenteur de la France à relancer avec la Mongolie des relations quasi inexistantes depuis la fermeture, en 1984, de son ambassade à Oulan-Bator, contraste en effet avec l'arrivée massive d'autres Occidentaux depuis 1990. Il aura fallu attendre novembre 1991 pour que le premier membre du gouvernement français, M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, effectue, enfin, le voyage d'Oulan-Bator.

Rubrouck, dit M. Devulder, comptait quarante-deux cafés en 1900, et n'en a plus aujourd'hui que trois; mais c'est trois de plus que Bulgan, trou perdu pelotonné derrière ses barricades coupe-vent encerclant les tentes, tout juste équipé, pour l'hiver, de quelques bâtiments en dur. Dix mille habitants dispersés dans les environs, et pas une seule industrie. Quand le *somon* exporte quelques milliers de têtes de bétail vers l'URSS, à un bon millier de kilomètres de là, la *« marchandise »* s'y rend en marchant, à travers la montagne. L'avion qui fait, deux fois par semaine, la liaison avec le chef-lieu de la province, est bondé, au point que le maire, M. Tchulunbaatar, fils de l'ancien instituteur élu député en 1990, a du mal à y trouver place.

Echanges technologiques

Démocratisation, privatisation : ces mots d'ordre en vigueur à Oulan-Bator, on en parle à Bulgan. Mais on ne sait pas trop vers quel système on se dirige, à présent que le PC a décrété la fin du communisme. *« Qu'est-ce qu'un maire, chez vous ? »*, demande M. Tchulunbaatar à son homologue.

Mais le souci principal, c'est plutôt l'hiver, qui s'annonce rude, même si, généralement, il ne fait pas *« très froid »* ici : *« moins 35 la nuit, moins 25 le jour » !* Qu'attend le député maire d'un jumelage avec un village français? *« Eh! bien, si vous pouviez nous fournir de petites entreprises nous permettant de conserver les fruits que nous cultivons. »* L'idée serait même des conserves, objectif inaccessible faute d'infrastructure.

Comment empêcher les habitants de Bulgan de rêver? Comme ailleurs en Mongolie, l'ouverture politique et économique a apporté au village une antenne parabolique de réception de télévision par satellite. Les plus démunis des descendants de Genghis Khan peuvent maintenant se tenir informés, *via* une chaîne de Hongkong, des derniers soubresauts du cours du dollar.

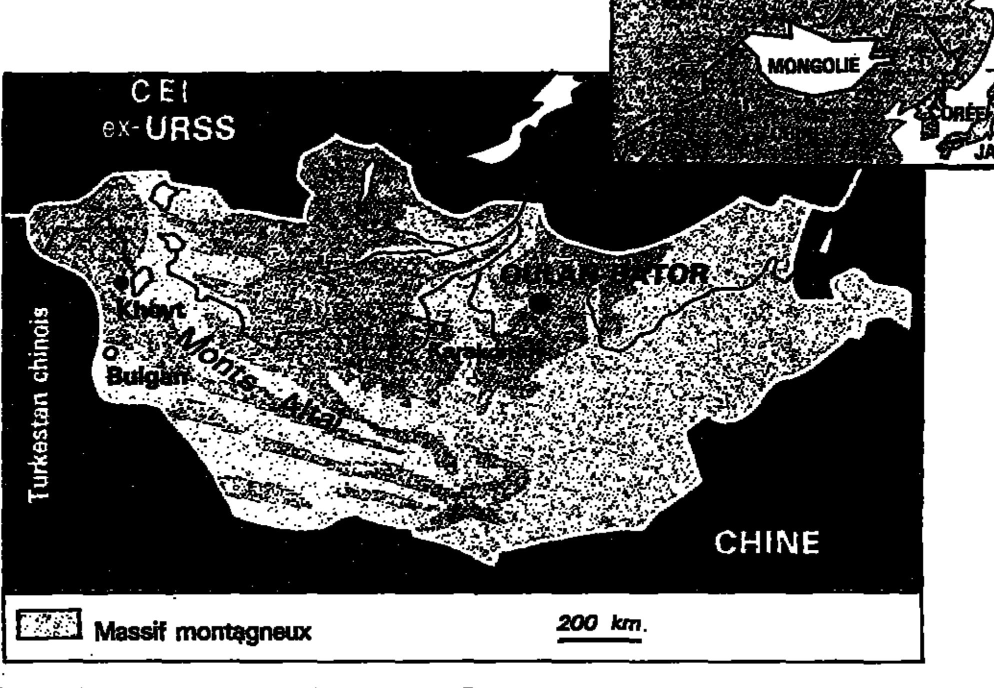
Durant tout son séjour, Frère Guillaume n'avait converti aucun Mongol, mais seulement un prêtre nestorien sur son lit de mort, selon les historiens anglo-saxons. En revanche, il se pourrait qu'il ait secrètement rapporté la formule de la poudre à canon, déjà connue des Chinois que les Mongols venaient d'assujettir. A sept siècles d'intervalle, l'introduction, ici, du petit écran peut faire penser à une réplique de ces premiers échanges technologiques entre Orient et Occident. L'Histoire continue!

FRANCIS DERON

(1) Le livre de Claude et René Kappler sur le moine flamand, *Voyage dans l'empire mongol*, sera réédité en 1992 par la Bibliothèque nationale. Le village de Rubrouck accueillera, à partir du 29 mai 1992, diverses manifestations à la mémoire du franciscain.

Oulan-Bator souhaite établir des relations diplomatiques avec le Vatican

La Mongolie souhaite établir des relations diplomatiques avec le Vatican et accueillir des missionnaires catholiques. Selon Eglises d'Asie, l'agence d'information des Missions étrangères de Paris, ces propositions ont été faites par le vice-premier ministre du nouveau gouvernement démocratique de ce pays qui fut longtemps un satellite soviétique, M. Dorligjav, lors d'un voyage à Rome l'an dernier. En décembre, le Vatican et le supérieur général des Pères de Scheut – société missionnaire d'origine belge qui avait déjà été choisie, en 1922, pour ouvrir, sans succès, une mission en Mongolie – ont demandé au Père Hendrikx, ancien supérieur de la province de Chine, de se rendre à Oulan-Bator. Une équipe de missionnaires devrait être dépêchée au cours de l'année en Mongolie, pays dont la population est essentiellement bouddhiste lamaïste.



BIBLIOGRAPHIE

« Se libérer de la peur »

La force tranquille d'Aung San Suu Kyi

Pour mieux connaître la personnalité d'Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix 1991, ce recueil de textes (1) est sans doute la meilleure des introductions. Il aura fallu la décision du jury d'Oslo pour éclairer d'un coup de projecteur une femme devenue en quelques mois le porte-flambeau du mouvement en faveur de la démocratie dans son pays, et qui fait tellement peur aux militaires de Rangoun qu'ils l'ont assignée à résidence depuis juillet 1989. Coupée du monde, elle n'a pu se rendre ni à Strasbourg recevoir le prix Sakharov, ni à Oslo pour le Nobel.

A la lecture des textes réunis par son mari, le tibétologue britannique Michael Aris, il se dégage une impression de force tranquille peu commune, nuancée d'une détermination à persévérer sur la voie choisie : celle de la non-violence chère à Gandhi, et qui avait attiré dans sa jeunesse l'attention du père de Suu Kyi, le général Aung San, à qui la Birmanie doit son indépendance arrachée aux Britanniques.

Un autre texte, *Se libérer de la peur*, qui donne son titre au recueil, révèle la finesse d'une analyse du pouvoir marquée par le bouddhisme. A disséquer ainsi minutieusement les mécanismes de la peur, la voie est tracée pour s'en libérer afin d'assumer pleinement ses responsabilités *au sein de la société*. La clarté du raisonnement et la connaissance profonde de la nature humaine perceptibles dans cet essai ont visiblement séduit le président Mitterrand, qui en parle dans son avant-propos, tandis que la préface de M. Vaclav Havel est un bel hommage de l'ancien dissident à une lointaine compagne d'un même combat.

J.-C. B.

(1) *Se libérer de la peur*, Editions des Femmes, 1991, 225 p., 90 F.

□ **BIRMANIE : Les Douze rappellent leurs attachés militaires.** – Les Douze ont décidé, mardi 31 décembre, de retirer leurs attachés militaires de Rangoun. *« Vu le climat politique en Birmanie, il n'y a aucune justification pour maintenir leur accréditation »*, déclare un communiqué publié à La Haye. Seule la Grande-Bretagne dispose d'une mission militaire en Birmanie, les attachés militaires français et allemand à Bangkok étant également accrédités à Rangoun. La Birmanie est soumise à une dictature militaire. – *(Reuter.)*



DIPLOMATIE

Le départ de M. Javier Perez de Cuellar du secrétariat général de l'ONU

L'homme qui a incarné la renaissance des Nations unies

M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies depuis le 1er janvier 1982, a quitté ses fonctions mardi 31 décembre. Avant de laisser sa place à M. Boutros Boutros-Ghali, ancien vice-premier ministre égyptien, M. Perez de Cuellar aura travaillé d'arrache-pied, jusqu'au dernier moment, pour faire aboutir les négociations, menées sous son égide, entre le gouvernement et la guérilla du Salvador, qui se sont finalement entendus sur les principes d'un accord de paix *(lire nos informations ci-dessous).*

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Pour Trygve Lie, premier secrétaire général (norvégien) de l'ONU au sortir de la seconde guerre mondiale, la fonction de «patron» des Nations unies était *«impossible».* Il est vrai que cet ancien syndicaliste, peu rompu aux joutes diplomatiques, avait rapidement vu son action paralysée *par le gel des relations Est-Ouest.*

Près de quarante ans plus tard, la situation est radicalement différente. En quittant ses fonctions le 31 décembre, à l'issue d'un second mandat de cinq ans et à l'âge de soixante et onze ans, le péruvien Javier Perez de Cuellar laisse à M. Boutros Boutros-Ghali un poste envié, si l'on en juge par le nombre de candidats à sa succession, à la tête d'une organisation largement réhabilitée par rapport à la situation dans laquelle il l'avait trouvée.

On doit à l'action personnelle du cinquième secrétaire général le redressement spectaculaire de l'image de l'ONU ; on le doit aussi à la «sainte alliance» apparue au sein du Conseil de sécurité pendant son second mandat entre les puissances occidentales et une Union soviétique qui vient de céder la place à la Russie.

Paradoxalement, cette solidarité, qui s'est notamment exprimée *pendant la crise du Golfe,* aura contribué aussi à un relatif effacement du secrétaire général, moins influent sur les dossiers ayant trait à la sécurité dans le monde, désormais traités directement par le Conseil, que sur les opérations de maintien de la paix où à caractère humanitaire, telle la récente libération d'otages détenus par des extrémistes libanais, obtenue après d'interminables pourparlers.

Patient et serein

Depuis la réactivation du Conseil de sécurité, la fonction de secrétaire général est redevenue celle d'un haut fonctionnaire, le premier en titre certes, mais au service des 166 pays membres et d'abord du Conseil. C'est conforme à la Charte. Mais, bien qu'il s'en défende, M. Perez de Cuellar a certainement souffert de cette évolution, même si sa longue carrière diplomatique et les années passées au sein de l'appareil ont renforcé en lui les deux qualités à ses yeux essentielles à la fonction : la sérénité et la patience.

Il fallait en effet avoir une bonne dose de sérénité lorsque, après avoir passé plus de quarante ans dans la diplomatie de son pays, cet ancien avocat né en 1920 à Lima voyait sa nomination d'ambassadeur à Moscou bloquée durant de longs mois en 1981 par un Congrès péruvien qui le soupçonnait de pro-soviétisme. Une accusation qui ferait sourire aujourd'hui à l'ONU, où ses rares détracteurs lui reprochent d'avoir été parfois *«à la botte de Washington»* à l'occasion du conflit irako-koweïtien.

En 1981, les membres du Conseil de sécurité ne parve*naient pas à s'entendre sur la* succession de Kurt Waldheim. Seize veto chinois avaient eu raison de sa candidature à un troisième mandat et l'opposition systématique des Etats-Unis au candidat présenté par l'Afrique, le Tanzanien Salim Ahmed Salim, aboutissait à un blocage total. C'est grâce à la médiation de M. Olara Otunu, représentant l'Ouganda, que le nom de M. Perez de Cuellar était sorti du chapeau. Sa candidature, officiel*lement présentée par le Pérou, fut* aussitôt approuvée par le Conseil de sécurité lors d'un vingtième tour de scrutin et entérinée par l'Assemblée générale.

Le nouveau secrétaire général n'était pas un inconnu. Certaines chancelleries avaient pu apprécier sa courtoisie et sa discrétion, son amour pour Schubert et sa passion des vins de Bordeaux lorsqu'il était ambassadeur en France, en Grande-Bretagne, en Bolivie et au Brésil et lorsqu'il avait occupé, à la fin des années soixante, le poste de vice-ministre des affaires étrangères du Pérou. Mais il était aussi connu dans le palais de verre des Nations unies où, de 1975 à 1977, il avait été désigné par M. Kurt Waldheim pour essayer de résoudre l'imbroglio chypriote. Nommé en 1979 sous-secrétaire général chargé des affaires politiques spéciales, il s'était occupé pendant quelques mois, en 1981, d'un autre dossier difficile, celui de l'Afghanistan, avant de se remettre au service de la diplomatie péruvienne.

1988 : l'année de la consécration

Au début des années quatre-vingt, les relations Est-Ouest sont glaciales. Les troupes soviétiques sont intervenues à Kaboul en décembre 1979 ; deux ans plus tard, l'état de guerre a été décrété en Pologne. La querelle des euromissiles bat son plein, et l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis promet huit ans de purgatoire pour l'ONU. Si l'on fait exception de la médiation de M. Perez de Cuellar dans la crise des Malouines, qui n'aura pu éviter la guerre entre Britanniques et Argentins, il aura fallu que l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev fasse sentir ses premiers effets sur le plan international pour que soit redoré le blason de l'ONU et que le secrétaire général puisse affirmer sa véritable stature.

L'année 1988 est celle du tournant et de la consécration. L'attribution en septembre du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix de l'ONU récompense non seulement les «casques bleus» mais le secrétaire général pour les succès *diplomatiques qu'il a remportés* dans l'année, au printemps à propos de l'Afghanistan d'où les troupes soviétiques commencent à se retirer, un peu plus tard en parvenant à force de ténacité à faire appliquer par l'Iran et l'Irak la résolution mettant fin au conflit sanglant qui les opposait, dans divers conflits régionaux enfin, notamment en jetant les bases d'un possible règlement de la question namibienne et de celle du Sahara occidental. *«Je profite des circonstances,* disait à l'époque M. Perez de Cuellar, *le climat général des relations internationales s'est amélioré, il faut foncer.»*

L'ONU est redevenue aussi une tribune prestigieuse pour les chefs d'Etat : c'est devant son assemblée générale que MM. Reagan et Mitterrand en cette fin d'année 1988 lancent la croisade en faveur du désarmement chimique. *C'est là que* Mikhaïl Gorbatchev, dans un discours marquant, en décembre, vient expliquer au monde le sens de la perestroïka en même temps qu'il annonce une réduction unilatérale de 10 % des effectifs de l'armée rouge.

L'ONU a véritablement recommencé à fonctionner. Le cessez-le-feu progressif en Amérique centrale, l'Angola, l'indépendance de la Namibie (l'affaire dont M. Perez de Cuellar est le plus fier), *les élections en Haïti et, tout* récemment, le remodelage politique du Cambodge, l'opération la plus ambitieuse que les Nations unies aient eu à organiser, sont autant de dossiers qu'il s'est employé à traiter avec succès, grâce au concours actif des cinq membres permanents. En revanche, Turcs et Grecs conti*nuent à s'affronter à propos de* Chypre, l'instauration d'un processus de référendum au Sahara occidental a du mal à se faire, et l'Afrique continue à sombrer, dans l'indifférence générale, sous le poids d'une dette effarante qui compromet sa lente mutation vers la démocratie et l'économie de marché.

Reproche «d'occidentalisation»

L'établissement d'un véritable dialogue Nord-Sud est l'une des entreprises où M. Perez de Cuellar admet avoir échoué et le regrette. Par ailleurs, sa mise à l'écart par le Conseil de sécurité durant la crise du Golfe a été vivement ressentie par une partie des pays membres qui lui reprochent d'avoir été trop timoré, d'avoir accepté que les Nations unies, traditionnellement messagers de paix, aient couvert en fait une opération de guerre.

Le fait que les Nations unies soient réduites au rôle d'observateur muet dans la conférence de la paix au Proche-Orient fut une autre déconvenue. Les tendances hégémoniques des Etats-Unis au sein de l'ONU sont maintenant de plus en plus ouvertement dénoncées, et l'organisation aura du mal à se défaire du reproche d'*«occidentalisation».*

Ce sera l'une des tâches de M. Boutros-Ghali, une autre étant *de porter remède à la très grave* crise financière qui va lourdement pénaliser les futures entreprises de l'ONU. Fin décembre, le déficit est de quelque 500 millions de dollars, soit la moitié du budget général annuel. M. Perez de Cuellar, lui, va prendre une retraite méritée. D'abord à Genève où un magnifique appartement l'attend pour commencer, au calme, la rédaction de ses Mémoires. Ensuite, peut-être, dans son Pérou natal, *«un petit pays»* qui, selon sa propre expression, *«sait ce que grande puissance veut dire».*

SERGE MARTI

En visite en Australie

M. Bush se déclare décidé à œuvrer pour «le bien-être des Américains» en 1992

Œuvrer pour la prospérité des Américains, susceptible de faciliter sa réélection, dont il dit ne pas douter : tels sont les vœux que le président George Bush a exprimés, mercredi *1er janvier, au lendemain de son arri*vée à Sydney, première étape d'une tournée de douze jours en Australie et en Asie. *«Nous entamons une année du diable où tout sera politisé et pas très plaisant»,* a-t-il déclaré lors d'une brève rencontre avec la presse, à l'issue d'une séance de jogging matinale.

Accusé, tout au long de la fin de l'année passée, de ne pas se préoccuper suffisamment des problèmes économiques et sociaux de ses concitoyens, le président a indiqué que sa première résolution pour 1992 serait *«le bien-être des Américains».* Par ailleurs, M. Bush a déclaré qu'il n'entendait pas modifier la politique américaine de ventes subventionnées de blé à l'étranger, en dépit des vigoureuses protestations des agriculteurs australiens. Outre le commerce, dont il a fait le thème majeur de sa tournée, M. Bush devait discuter, avec les dirigeants australiens, des questions de sécurité dans la région, dans le cadre de l'après-guerre froide. – *(AFP, Reuter.)*

Pékin vend au Pakistan une centrale nucléaire

La Chine et le Pakistan ont conclu, mardi 31 décembre, un accord sur la livraison d'une centrale nucléaire de 300 mégawatts, a indiqué l'agence Chine nouvelle. Selon celle-ci, l'accord est en conformité avec les directives de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique), et le chef de la délégation pakistanaise a assuré que la centrale serait utilisée à des fins pacifiques.

Le premier ministre Li Peng, qui assistait à la cérémonie de signature, a rappelé que le Parlement de Pékin avait approuvé, le 29 décembre, l'adhésion de la Chine au traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Ces propos ont pour objet de rassurer les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, qui soupçonnent la Chine – qui développe une coopération *nucléaire avec des pays comme le* Pakistan, l'Iran ou l'Algérie – de participer à la prolifération nucléaire en direction des pays du tiers-monde. – *(AFP, UPI.)*

AMÉRIQUES

SALVADOR : *sous l'égide de l'ONU*

Le gouvernement et la guérilla ont signé un «accord définitif» en vue d'un cessez-le-feu

Le gouvernement et la guérilla du Salvador ont conclu, dans la nuit du mardi 31 décembre au mercredi 1er janvier, un accord de cessez-le-feu, qui, s'il entre en vigueur le 1er février prochain comme prévu, mettra fin à près de douze années d'une guerre civile, dont le bilan s'élève à plus de 80 000 morts.

«C'est le plus beau cadeau de Noël que peut recevoir le peuple salvadorien», a déclaré M. Bernard Aronson, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis, chargé des affaires interaméricaines. Il a précisé que les négociateurs du gouvernement de M. Alfredo Cristiani et ceux du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) ont travaillé jusqu'à minuit, heure à laquelle se terminait officiellement le mandat du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui s'est beaucoup impliqué dans ces négociations de paix commencées en avril 1990 sous l'égide de son organisation. Il s'agissait notamment de surmonter des divergences de vues sur le rôle de l'armée ainsi que sur la réduction de ses forces et sur la réforme agraire, l'une des principales causes de ce long conflit.

Bien que les deux parties assurent qu'elles sont parvenues à *«des accords définitifs»,* tout ne semble pas totalement réglé : le gouvernement et la guérilla se retrouveront le 5 janvier *«pour négocier l'application de l'accord ainsi que ses modalités, en vue du démantèlement de la structure militaire du FMLN et de la réintégration de ses membres dans la vie civile, politique et institutionnelle du pays».*

Baptisé «Acte de New-York», le document, signé par les deux parties, en présence de M. Perez de Cuellar, précise en outre que la signature finale des accords aura lieu à Mexico le 16 janvier. Le contenu précis de cet acte, qui n'a pas été divulgué, sera, à n'en pas douter, examiné à la loupe par les secteurs les plus extrémistes de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir), qui reprochaient récemment au président Cristiani d'être tenté par de trop grandes concessions. – *(AFP, Reuter, AP.)*

COLOMBIE

L'attaque d'une ville andine par la guérilla a fait au moins six morts

Environ 200 guérilleros des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) ont lancé, *dans la nuit du lundi 30 au mardi* 31 décembre 1991, une violente attaque sur la ville andine de Chita (à 300 kilomètres de nord-est de Bogota), faisant au moins six morts et six blessés parmi les forces de l'ordre, selon la police. Les rebelles de gauche, puissamment armés, ont donné l'assaut au quartier général de la police, qui a été pratiquement rasé. Trois autres policiers ont été enlevés. Les assaillants ont par ailleurs attaqué la banque locale et un poste de santé, prolongeant les affrontements jusqu'à mardi matin. Un journaliste et treize autres personnes avaient été tués au cours de la fin de semaine dernière, au cours d'une série d'attentats attribués aux FARC. – *(AFP, Reuter.)*

□ **CUBA : un ancien compagnon d'armes de Fidel Castro arrêté.** – Ancien lieutenant de l'armée rebelle castriste victorieuse de la dictature de Batista, M. Eligio Rodriguez Leiva a été arrêté, avec ses deux fils, par la police cubaine, alors qu'ils tentaient de trouver refuge sur la base navale américaine de Guantanamo (au sud de La Havane), a annoncé, mercredi 1er janvier à Miami, le porte-parole du groupe Droits de l'Homme à Cuba, M. Jorge Valls. Ils ont été mis au secret après leur capture. – *(AFP.)*

□ **HAÏTI : fin de l'occupation de l'ambassade du Canada à Port-au-Prince.** – Dix-sept militants haïtiens d'extrême gauche, qui occupaient depuis six semaines des locaux de l'ambassade du Canada à Port-au-Prince dans l'espoir d'obtenir l'asile politique, se sont rendus à la police, mardi 31 décembre. Très affaiblis, les quatorze jeunes gens et leurs trois compagnes, membres du Front des militants réunis (groupe radical revendiquant des liens avec la Libye et Cuba), ont été hospitalisés. *«Les autorités nous ont assuré que la justice sera rendue de façon correcte et honorable»,* a indiqué l'ambassadeur canadien. – *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

ISRAËL

La coalition gouvernementale est menacée d'éclatement

Le gouvernement de M. Itzhak Shamir a évité de justesse une crise politique en différant, mardi soir 31 décembre, un vote crucial à la Knesset, report qui prive le pays de budget à l'aube de l'année nouvelle.

Certains s'attendaient que le premier ministre démissionne en cas de désaveu de la Knesset, ce qui aurait déclenché des élections anticipées et aurait, en conséquence, remis en cause les pourparlers de paix sur le Proche-Orient, qui doivent reprendre le 7 janvier à Washington.

Mais à moins d'une demi-heure de la limite assignée au débat, les représentants de la coalition ont profité d'une lacune de procédure pour faire reporter au lendemain le vote final sur le budget. M. Shamir n'est pas certain d'obtenir le soutien d'une majorité de députés en raison des exigences financières des formations ultra orthodoxes et de l'extrême droite, membres de la coalition.

Trois partis ultra orthodoxes, Agoudat Israël, Shass et Degel Hatora, veulent le maintien des fonds spéciaux de 30 millions de dollars pour financer leur système éducatif. Le Parti national religieux, également membre de la coalition, menace, de son côté, de ne pas voter le budget si ces fonds échap*pent à la supervision des ministères* de l'éducation et des cultes, qu'il dirige, ce que refusent les ultra orthodoxes. Par ailleurs, le parti ultra nationaliste Tehiya exige la construction de cinq mille logements dans les territoires occupés en 1992. – *(AFP, Reuter.)*

MAROC

Paris se félicite de la libération des frères Bouréquat

La France a accueilli, mardi 31 décembre, comme *«une très bonne nouvelle»,* l'annonce de la libération des trois frères Bouréquat, ressortissants français détenus sans jugement, au Maroc, depuis 1973. *«La France se réjouit des mesures de grâce qui ont été décidées par le roi du Maroc. Elle espère que d'autres situations seront examinées avec la même bienveillance»,* a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard.

Les trois frères Bouréquat, libérés lundi, ont affirmé n'avoir que la nationalité française – et non pas, également, la nationalité marocaine, comme l'indiquaient certaines informations (*le Monde* du 1er janvier). Ils ont exprimé le souhait de pouvoir se rendre *«le plus tôt possible»* en France.

Ils ont affirmé avoir été victimes d'un *«enlèvement»,* le 8 juillet 1973, après que deux d'entre eux eurent prévenu Hassan II, par écrit, d'un *«complot que tramait contre lui le colonel Ahmed Dlimi».* Promu général en 1980, ce dernier occupait, en 1973, les fonctions de directeur des aides de camp du roi. Il a été tué, selon la version officielle, *«dans un accident de la circulation»,* en janvier 1983. – *(AFP, Reuter.)*

VIETNAM

Le Parlement a adopté un nouveau projet de Constitution

L'Assemblée nationale vietnamienne a approuvé, mardi 31 décembre, un nouveau projet de Constitution qui devrait entrer en vigueur en mars prochain, a annoncé l'agence de presse VNA. Ce texte, qui avait été publié lundi par la presse vietnamienne, protège l'entreprise privée, renforce le rôle du Parlement, mais préserve la domination du Parti communiste sur le pays. Ce dernier demeure l'*«avant-garde des classes laborieuses vietnamiennes»* au sein d'une *«démocratie socialiste».* Selon un officiel, cette nouvelle Constitution, appelée à remplacer celle de 1980, tient compte de *l'effondrement du communisme en* URSS et en Europe de l'Est : *«Nous avons tiré la leçon de ces événements afin d'éviter le désordre et le chaos dans notre pays»,* a-t-il indiqué.

En ce qui concerne l'économie, la Constitution autorise l'entreprise privée dans le cadre d'une *«économie de marché multisectorielle à orientation socialiste».* La terre reste néanmoins propriété de l'Etat. Quant aux entreprises à capitaux étrangers, elles obtiennent la garantie de ne pas être nationalisées. Enfin, les droits sociaux comme le droit au travail, au logement, à l'éducation et aux soins gratuits ne figurent plus dans le texte. – *(UPI.)*

POLITIQUE

Les vœux du président de la République

« Dans le désordre général la France s'en tire mieux que les autres »

A la veille du Nouvel An, mardi soir 31 décembre, le président de la République, M. François Mitterrand, a présenté, comme chaque année, ses vœux aux Français en faisant, à la télévision et à la radio, la déclaration suivante :

« Mes chers compatriotes,

» L'année qui s'achève a été difficile. Nous l'avons commencée dans l'épreuve de la guerre du Golfe. Je vous ai demandé à l'époque de vous unir. Le courage de nos soldats et l'entente avec nos alliés ont fait le reste. Et nous avons, ensemble, rétabli le droit. Mais, entre Israël et les pays arabes, la paix reste en suspens tandis que, plus près de nous, l'Algérie se cherche. Là, comme ailleurs, l'histoire n'est jamais en repos.

» L'Europe, de son côté, a connu des bouleversements sans pareils. L'Union soviétique a perdu son empire et s'est écroulée sur elle-même, effaçant à la fois la trace de Staline et celle de Pierre le Grand. Le départ, ces derniers jours, de M. Gorbatchev, par qui tout fut possible – la fin de la guerre froide, le désarmement, l'approche de la démocratie sur cette terre brûlée par des siècles de despotisme, – laisse place à des Républiques souveraines à qui nous adressons nos vœux mais qui ont encore à trouver leur voie pour que reculent la misère et la faim et pour qu'on sache où siège la responsabilité nucléaire.

» Depuis quelques mois, nous avons dans les yeux les images terribles des combats que se livrent les peuples de Yougoslavie, hier encore associés sous un même drapeau. Comment arrêter cette guerre? La France soutient les efforts de négociation et d'arbitrage de la Communauté et des Nations unies. Elle reconnaît le principe de l'autodétermination, mais il lui paraît urgent que soient mises en place des structures intereuropéennes où le droit à l'indépendance ne se confondra pas avec l'anarchie des tribus d'autrefois. Ce sera, je le pense, l'un des enjeux majeurs de 1992.

» Car l'inquiétude gagne l'Europe de l'Est où l'on redoute la contagion. Comment cette inquiétude nous épargnerait-elle, nous qui, à l'Ouest, avons pourtant la chance de vivre en paix et d'avoir dépassé nos propres divisions? Raison de plus de se réjouir des récents accords de Maastricht. Une monnaie commune, l'amorce d'une diplomatie, d'une défense et d'une armée communes à l'Europe des Douze, une charte sociale, l'exemple de stabilité offert aux peuples qui se déchirent, bientôt de trois cent cinquante à trois cent soixante millions d'Européens solidaires sur la scène du monde – en attendant les autres, – bref, l'Europe qui se fait, voilà un grand dessein capable d'enthousiasmer, de rassembler et de justifier l'espérance.

» C'est au printemps prochain que la France aura à ratifier le traité auquel j'ai souscrit en son nom. Cinq siècles exactement après la découverte de l'Amérique, ce sera une autre manière de découvrir l'Europe, celle du troisième millénaire.

» Chez nous, nous subissons une crise de langueur, économique sans doute, psychologique aussi. On s'est lassé d'attendre la reprise. On espérait des Etats-Unis qu'ils donneraient le signal, mais le signal n'est pas venu. Je comprends que cette situation vous angoisse, qui se traduit de mois en mois par des milliers d'emplois perdus qui s'ajoutent à tant d'autres. Et puis, il y a encore trop de gens malheureux, trop de gens éprouvés. Tout cela, je le sais. J'ai besoin de vous pour continuer patiemment de combattre ce mal. Vous avez le droit de douter lorsqu'on vous dit que, dans le désordre général, la France s'en tire mieux que les autres, qu'elle maîtrise l'inflation mieux que l'Allemagne, mieux que l'Angleterre, mieux que les Etats-Unis, que sa croissance, trop faible encore, reste cependant supérieure à la leur.

» Et pourtant, c'est vrai ! La France travaille, la France agit. On sera surpris, quand les passions se seront apaisées, de la somme d'initiatives, de réalisations engagées par le gouvernement, notamment pour la formation des jeunes à la recherche d'un emploi. Interrogez les chefs d'entreprise, les ingénieurs, les producteurs présents sur les marchés internationaux, eux qui peuvent comparer, qui savent que la France demeure l'un des quatre premiers pays du monde, qui constatent qu'à l'étranger on nous considère comme l'un des pays les mieux préparés pour le retour de la prospérité. Ils vous diront ce qu'ils en pensent.

» Enfin, il nous restera à doter la République d'institutions mieux adaptées à notre vie démocratique. J'engagerai cette réforme avant la fin de l'année. Je veux rendre plus évident encore qu'il n'est pas de pays plus libre que le nôtre. Mais il ne dépend pas de moi, de moi seul, qu'il soit aussi le plus responsable. Que les élus, les syndicats, la presse, qui voudra, m'aident à faire comprendre que l'intérêt général doit l'emporter sur l'individualisme, la solidarité sur les corporatismes, le sens national sur l'esprit partisan, la justice sociale sur l'abus des profits.

» Mes chers compatriotes : vœux pour la paix, vœux pour l'Europe, vœux pour la France... C'est une façon pour moi, en cette veille de Nouvel An, de vous dire ce que je souhaite pour vous dans votre vie de tous les jours, que vous soyez seuls ou en famille, en France ou loin de chez nous : santé, sécurité, joie d'aimer, d'être aimé. A tous, bonne et heureuse année!

» Vive la République! Vive la France!»

S'il n'y avait le chômage...

	Produit national brut		Inflation		Chômage	
	1990 %	1991 %	1990 %	1991 %	1990 %	1991 %
Etats-Unis	+ 1	– 0,5	+ 4,1	+ 3,8	5,5	6,7
Japon	+ 5,6	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	2,1	2,2
Allemagne (ex-RFA)	+ 4,5	+ 3,2	+ 3,4	+ 4,4	5,1	4,6
France	+ 2,8	+ 1,4	+ 2,7	+ 2,8	8,9	9,4
Grande-Bretagne	+ 0,8	– 1,9	+ 6	+ 6,2	5,9	8,7
Total OCDE	+ 2,6	+ 1,1	+ 4,3	+ 4,2	6,3	7,1

Source : OCDE (Les chiffres concernant la croissance (PNB) sont des évolutions en volume et ceux du chômage représentent les taux par rapport à la population active.)

Le président de la République assure que la France est *« l'un des pays les mieux préparés pour le retour à la prospérité »*. Avec de solides arguments. Et quelques points noirs expliquant le scepticisme des Français. Le vrai motif de satisfaction réside dans un taux d'inflation supérieur aux prévisions de l'OCDE sans doute, mais qui classe la France parmi les meilleurs élèves de la communauté internationale. Devant l'Allemagne, qui paye aujourd'hui le coût de sa réunification, mais derrière le Japon. La France commence à recueillir les fruits de cette sagesse nouvelle, comme le prouve le lent – mais réel – rééquilibrage de ses échanges, ramenant le déficit du commerce extérieur de 49,5 milliards de francs en 1990 à moins de 35 milliards de francs en 1991 (*le Monde* du 25 décembre).

Moins satisfaisante, en revanche, la croissance du produit national brut a été, l'an dernier, largement distancée par les performances japonaise et allemande. Et si la France peut se targuer d'avoir échappé à la récession dans laquelle les Etats-Unis et, plus encore, la Grande-Bretagne ont sombré, il n'en reste pas moins vrai que ses performances sont demeurées insuffisantes pour éviter l'annonce, dans de nombreux secteurs, de suppressions d'emplois.

Les réactions

■ **Le RPR :** *« Le président Mitterrand, en présentant ses vœux aux Français, s'est une nouvelle fois bien gardé d'apporter des réponses aux questions qu'ils sont de plus en plus nombreux à se poser et à lui poser. Alors que le chômage a doublé pendant les dix années de sa présidence et frappe aujourd'hui trois millions de personnes, M. Mitterrand en appelle aux Français pour « combattre patiemment ce mal » ... La joie d'aimer et d'être aimé tient-elle lieu de politique contre le chômage? Aujourd'hui, un grand nombre de Français découvrent que le discours de M. Mitterrand ne tient pas lieu de politique, qu'il s'agisse de nos problèmes intérieurs ou des bouleversements qui se produisent à nos portes en Europe de l'Est, dans l'ex-URSS ou au Maghreb. »*

■ **M. Bruno Mégret, délégué général du Front national :** *« M. Mitterrand a occulté les problèmes de la France et des Français derrière les chimères de ses prétendus succès internationaux. Au fur et à mesure qu'il se rapproche de la fin de son mandat, le chef de l'Etat se révèle ainsi à l'image de M. Gorbatchev : obsédé par son impact international mais impuissant et impopulaire dans son propre pays. De même qu'ils n'ont pu sauver M. Gorbatchev, les appels aux bons sentiments, les projets de réforme institutionnelle et les perspectives internationales ne sauveront pas M. Mitterrand. »*

■ ***L'Humanité* : « l'année du rejet ».** – *« A la recherche d'une crédibilité perdue, François Mitterrand présente des vœux recyclés dans les vieilles recettes d'une politique dont les Français ne veulent plus. 1991 aura été l'année du rejet »*, écrit Jacques Coubard, l'éditorialiste de *l'Humanité*, organe quotidien du PCF, dans son édition du mercredi 1er janvier.

Complainte d'un autre temps

par Alain Rollat

LES chefs d'Etat sont des hommes seuls. Surtout dans les démocraties où ils ne sont que les délégataires du peuple souverain. Dès que le peuple leur exprime sa défiance, sous une forme ou sous une autre, dans les urnes, dans la rue ou par l'intermédiaire de ces instruments de torture politique que sont devenus les sondages, le caractère éphémère de leur pouvoir apparaît au grand jour parce que l'autorité que leur confère le suffrage universel devient aussitôt factice.

Il y avait quelque chose de douloureux dans la solitude tranquille exprimée, en cette soirée de réveillon, à la télévision, par M. François Mitterrand. En l'entendant appeler les Français au secours – *« J'ai besoin de vous... Que les élus, les syndicats, la presse, qui voudra, m'aident... »*, – on ne pouvait s'empêcher de penser au général de Gaulle des temps de grisaille : *« Il faut que les Français soient capables d'un effort collectif et, par conséquent, soient solidaires les uns des autres plus qu'ils ne l'ont jamais été. (...) Voilà ce qui est fait. (...) Les résultats sont évidents. Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas le reconnaître. Mais le monde, lui, en convient. Alors, il faut continuer. (...) Il est indispensable que la République (...) ne se disperse pas comme hier, dans les divisions, les passions multiples et les fantaisies des uns et des autres. (...) Aidez-moi, Français et Françaises! »*

C'était en 1965. Revenu au pouvoir depuis sept ans, Charles de Gaulle était confronté à une crise de confiance qu'on camouflait alors sous le vocable abstrait de *« morosité »*, mais dont les conséquences concrètes se traduisaient de façon explicite, de la part des manifestants en tout genre, par un slogan irrévencieux : *« Charlot, des sous! »*

De Gaulle, à l'époque, n'avait sans doute pas tort de voir la France moins sinistre que ne la voyait M. Mitterrand lui-même. L'histoire, qui enseigne la relativité, lui a rendu justice et, comme elle donne aussi des leçons de boomerang, elle fera peut-être de même, demain, avec son successeur. Mais qu'il s'agisse de *« morosité »* ou de *« crise de langueur »*, selon le nouveau diagnostic formulé par M. Mitterrand, les états d'âme des peuples ne se guérissent pas seulement à force d'incantations. C'est vrai, il suffit de se départir du nombrilisme ambiant, de regarder un peu autour de soi, pour constater, en effet, que la France de l'an 1992 constitue l'un des havres de paix, de liberté et de prospérité d'une Europe en éruption. Et si on les interroge, comme il le souhaite, *« les chefs d'entreprise, les ingénieurs, les producteurs présents sur les marchés internationaux »* ne démentiront certainement pas le président de la République. Mais interrogez les agriculteurs en détresse, les infirmières qui campent encore devant le ministère de la santé, les jeunes paumés des banlieues, les chômeurs étiquetés de « longue durée » et les demandeurs de droit d'asile matraqués à Marseille et vous obtiendrez en réponse de quoi alimenter les sarcasmes croisés de *l'Humanité*, disant qu' *« ainsi jouait l'orchestre au moment du naufrage du Titanic »*, et du délégué général du Front national, discernant, derrière M. Mitterrand, *« l'image de M. Gorbatchev : obsédé par son impact international mais impuissant et impopulaire dans son propre pays »*.

Comme de Gaulle...

Par une étonnante coïncidence, la référence faite par le président de la République, à propos des accords de Maastricht et de l'avènement de *« l'Europe du troisième millénaire »*, à la découverte de l'Amérique, il y a cinq cents ans, renvoyait, elle aussi, à une réflexion de Charles de Gaulle : *« On raconte que les marins qui, aux côtés de Christophe Colomb, naviguaient longuement et durement vers l'Amérique inconnue se laissaient troubler parfois par les épreuves du voyage. Alors, pour reprendre courage, ils évoquaient le monde nouveau où les portaient leurs navires. Et c'est au pire moment de leur angoisse et de leurs fatigues qu'ils aperçurent la terre à l'horizon. (...) Regardez! Au-delà des peines et des brumes du présent, un magnifique avenir s'ouvre, une fois de plus, devant la France! »* Mais ce propos date de 1945. La France était à reconstruire.

Pour la France mitterrandienne de 1991, la terre promise a été si souvent annoncée *« à l'horizon »* depuis dix ans que le nouvel appel à la nécessité vitale de faire prévaloir *« l'intérêt général sur l'individualisme, la solidarité sur les corporatismes, le sens national sur l'esprit partisan »*, pour justifié qu'il soit, ressemblait fort à une litanie. Il sonnait, en tout cas, comme un terrible aveu d'échec au regard de la volonté de transformation de la société française proclamée par M. Mitterrand, à l'unisson de la majorité du corps électoral, lors de ses premiers vœux présidentiels, le 31 décembre 1981 : *« Le changement que la France a voulu et que son peuple m'a chargé de conduire... »*

Les soirs de réveillon ne se prêtant guère aux grandes annonces, M. Mitterrand n'a précisé en rien ses projets de réforme constitutionnelle. Sous la bourrasque, fidèle à ses habitudes, il préfère attendre d'y voir plus clair. Sans être dupe, sans doute, de ses propres efforts. Il ne peut ignorer que le soutien des *« syndicats »* et de *« la presse »*, qu'il sollicite pour *« faire comprendre »* aux Français que leur mélancolie est excessive, ne lui sera pas plus acquis, cet hiver, qu'il ne l'a été au plus beau de son printemps. Il sait aussi que ce n'est pas demain que *« les passions seront apaisées »* et que pourront être reconnus les mérites du gouvernement de Mme Edith Cresson. La campagne des élections cantonales et des régionales de mars prochain, qui va commencer à battre son plein, fait de cette éventualité un vœu pieux.

Quant à *« la joie d'aimer, d'être aimé »*, évoquée par le président de la République en conclusion de sa complainte, elle faisait irrésistiblement songer, au-delà de sa dimension freudienne, à ce que disait Voltaire, par la voix de son Candide, à propos de la recherche du bonheur : *« Cela est bien dit, mais il faut cultiver notre jardin »*...

CARNET DU Monde

Naissances

– Patricia et Alain VAUVY

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Atahualpa,

le 22 décembre 1991, à Paris.

34, avenue Carnot,
94240 Cachan.

Décès

– Mme Denise Brabant,
son épouse,
Janine Canope,
née Brabant,
sa fille aînée,
Pierre et Jacques,
ses fils,
Et leurs familles,
Isidore Canope,
son gendre,
Emmanuelle, Frédérique, Mireille, Isabelle et Caroline Canope,
Fabienne, Anne et Serge Brabant,
ses petits-enfants,
Jessica, Stéphane, Ivan et Anouck,
ses arrière-petits-enfants,
Robert Boussaguet,
son beau-frère,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRABANT,
inspecteur (retraité)
de la Mutualité sociale agricole
de Rodez (Aveyron),

survenu le 29 décembre 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La messe de funérailles a eu lieu le mardi 31 décembre, à 14 heures, en l'église du *Sacré-Cœur* de Rodez.

Inhumation au cimetière de Rodez.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue du Gez,
12000 Rodez.
Tél. : 65-67-14-96.

– M. et Mme Bernard Guet,
M. et Mme Henri Raymond Dussol,
M. et Mme Louis Dussol,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Edouard DUSSOL,

survenu le *29 décembre 1991*, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

La messe sera célébrée le 3 janvier *1992, à 9 h 30*, en la chapelle de Charles-Richet, à Villiers-le-Bel.

– La section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études a le regret de faire part du décès de

M. Jean ORCIBAL,
directeur d'études honoraire
en histoire du catholicisme.

– Bertrand Rosenau,
Liliane Rosenau,
Ariane et Laurent Rosenau,
Agnès et Saïd Ilias,
Nathalie et Benoît Pastisson,
Toute sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Denise ROSENAU,

survenu le 31 décembre 1991, à l'âge de soixante-huit ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 2 janvier 1992, à 16 h 15, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

Selon votre choix, fleurs ou dons aux *organismes de lutte contre le cancer.*

8, rue Scheffer,
75116 Paris.

– Mme Arlette Saïer,
M. Alfred Saïer,
ses enfants,
Michel, Dominique, Eric et Isabelle,
ses petits-enfants,
Mme Odette Lyon,
Mme Marguerite Yung,
M. et Mme Georges Tanzy,
ses frères et sœurs,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Edouard SAÏER,
née *Julie* Paule Tanzy,

survenu le 31 décembre 1991, à Ennery (Val-d'Oise), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, rue Victor-Noir, aura lieu le vendredi 3 janvier 1992, à 11 h 45.

2, rue de Sanguinet,
95100 Argenteuil.

– Mme Robert Pétin,
son épouse,
M. et Mme Jérôme Pétin
et leurs enfants,
M. et Mme Laurent Pétin
et leurs enfants,
M. et Mme Antoine Pétin
et leur enfant,
M. Roger Pétin,
M. et Mme Vadim Cotlenko
et leurs enfants,
M. Patrick André
et ses enfants,
La comtesse Desgarets
et ses enfants,
Mme Hippolyte Martel
et ses enfants,
La famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert PÉTIN,

survenu le 30 décembre 1991, à Orgeval.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église d'Orgeval, le vendredi 3 janvier 1992, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue des Bouillons,
78630 Orgeval.

Anniversaires

– Le 1er janvier 1987, nous a quittés

Jean BARTOLI,

Pour ceux qui l'aimaient, il est infiniment présent.

– 2 janvier 1991

Edmond JABÈS.

« L'aurore n'est pas l'adieu, avait-il noté, *mais tout adieu est l'éblouissante audace d'une aurore. »*

Remerciements

– Mme France Burnand,
Les familles Lamy, Pinelli et Nalpas,
profondément touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. André SANSON,

adressent leurs très sincères remerciements.

Communications diverses

– Une conférence publique à la Sorbonne. – « Le préfet et la décentralisation (la décentralisation dix ans après) », par André Terrazzoni, ancien préfet, chargé de mission à la direction générale des collectivités locales, mercredi 8 janvier 1992, à 9 h 30, amphithéâtre Turgot, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5e.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

Particulièrement féconde, l'année écoulée aurait dû être l'année des premiers films. Mais à quelques prometteuses exceptions près, ils ont eu du mal à imposer le renouveau qu'ils incarnent. Plus « assistée » que stimulée, la vitalité du cinéma français risque de se perdre dans un système attrape-tout.



« DELICATESSEN ». D.R.

1991, ANNÉE CINÉMATOGRAPHIQUE DIFFICILE EN FRANCE

Premiers films, derniers espoirs

DEUX pour le 8, deux pour le 15. Ce n'est pas une commande de bistrot, c'est le décompte des premiers films français à sortir dans les prochaines semaines (*Août*, d'Henri Herré, et *Bar des rails*, de Cédric Kahn, le 8 janvier, *le Ciel de Paris*, de Michel Béna et *la Dernière Saison*, de Pierre Béccu, le 15). Ce n'est qu'un début. La liste sera aussi aussi longue qu'en 1991, où pas moins de trente-six premières œuvres (sur quatre-vingt-onze films français) ont été distribuées. Plus étonnant, ces quatre-là sont de bons films, ils ne se ressemblent pas, ils ont été correctement produits et devraient être correctement distribués. On n'en dira pas autant de ceux de l'année qui vient de s'écouler.

La capacité d'une cinématographie à se renouveler, à faire apparaître de nouveaux auteurs, est un indice majeur de sa vitalité. Aussi l'ensemble des mécanismes de soutien au cinéma, qui permettent cette émergence, est-il évidemment positif. Mais il n'empêche ni les dérapages ni les effets pervers, et que 40 % des films produits uniquement ou majoritairement en France soient des premières œuvres représente à l'évidence une proportion exagérée.

1991 aurait dû être une année faste pour les jeunes réalisateurs, puisqu'ils étaient neuf de plus que l'année précédente à se présenter sur la ligne de départ (1). 1991 commença en fanfare, avec une rareté, un premier film-superproduction : *le Brasier*; il consuma les espoirs des spectateurs par sa grandiloquence et sa confusion, et les ambitions de son producteur, Jean-François Lepetit, par son échec commercial cinglant.

En l'occurrence, les risques pris par Lepetit (ces mêmes risques qu'on reproche fréquemment aux producteurs de ne pas prendre) avaient déraillé sous la pression de l'énorme reconstitution historique dans un pays aussi désorganisé que la Pologne, et sous l'égo du réalisateur, Eric Barbier. Le talent, révélé par son court-métrage qui avait servi d'«échantillon» au grand film, fut-il étouffé sous l'ampleur de la machine productive, ou est-ce le cinéaste qui abusa de sa soudaine puissance? Insoluble histoire de poule et d'œuf.

Encore *le Brasier* était-il sous la responsabilité principale de son producteur et de son réalisateur, même si les systèmes d'aide – avance sur recettes ou soutien aux films à gros budget (aujourd'hui supprimé) – avaient apporté leur renfort. Ce n'est pas le cas de la plupart des autres premiers films, aux visées et aux moyens plus modestes.

La construction défensive à laquelle le cinéma français doit sa survie l'alimente automatiquement en sommes considérables, et fait des chaînes de télévision des partenaires obligés de la production (2) et de la diffusion de films. Mais aucune directive n'oblige ni n'obligera jamais les producteurs et leurs partenaires financiers à choisir avec discernement un scénario ou à le faire réécrire autant de fois que nécessaire, aucun «mécanisme» ne viendra rappeler aux réalisateurs en herbe que si Truffaut ou Godard, Costa-Gavras ou Rappeneau, Beineix ou Carax firent en leur temps de leur coup d'essai des réussites, leur exemple ne prouve rien, ne garantit rien.

Cela n'est pas nouveau? Si. Jusqu'à une date récente, la sanction du box-office venait tirer les oreilles des auteurs de brouillons. L'organisation de plus en plus performante des flux financiers vers le cinéma a rendu moins périlleuse la mise en chantier de film insuffisamment préparés. Surtout les «débouchés secondaires» qui sont désormais financièrement les principaux (aujourd'hui la télévision, en attendant l'essor incertain du câble, et celui très certain de la vidéo) ont amoindri la sanction du public en salle. Et – effet mécanique des quotas – les télévisions ont besoin de films français pour remplir leurs grilles de programmes. Les ayants droit d'un film, même bâclé, même sorti à la sauvette, trouveront presque toujours à le caser sur une chaîne.

Ainsi ont été distribués cette année (qui s'en souvient?) des films intitulés *la Contre-allée*, *Villa Beausoleil*, *Lola Zipper*, *Jalousie*, *Mima*, *la Valse des pigeons*, *Cheb*, *le Secret de Sarah Tombelaine*, *Cherokee*, *Oostende*... ou encore *Farendj*, qui malgré ses imperfections ne méritait pas le suaire d'indifférence dans lequel il a été enseveli. Ainsi ont été flanqués sur un écran comme on flanque un importun à la porte des titres tels que *l'Homme imaginé*, *Annabelle partagée*, *la Fuite au paradis*...

Ainsi, mis en place avec une coupable désinvolture, un film d'aventures et de grands espaces (avec Kirk Douglas), *Veraz*, a disparu dans le néant; malgré l'omniprésence médiatique de Bernard Giraudeau, *l'Autre*, n'a pas tenu l'affiche un mois; les émois du Festival de Cannes pour les excentricités de *Lune froide* se sont rafraîchis aussitôt le film entré en contact avec un écran public.

Pas une note guillerette dans cette partition de sonnerie aux morts? Si, et même deux, plus une autre avec un bémol, et une dernière émettant un son tellement singulier qu'on ne sait à quelle portée l'accrocher. D'abord, ce vrai succès public, au troisième rang des recettes de films français, récompensé dans une flopée de festivals internationaux et qui présente, qu'on la goûte ou non, une originalité esthétique certaine : *Delicatessen*, de Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro. Le second, objet atypique (un moyen-métrage), n'a pas suscité pareil engouement du public mais a effectué une carrière honorable. Et surtout révélé le nom du cinéaste le plus prometteur apparu cette année, Arnaud Desplechin avec *la Vie des morts*.

Le bémol est pour *les Arcandiers*, qui démarre si bien et se perd en chemin : un début «sympa», ce n'est pas assez quand le public ne réagit plus qu'à coup sûr. La déception vient aussi de ce que, de *Monde sans pitié* en *Discrète*, on avait pris l'habitude de voir en son producteur, Alain Rocca, un pépiniériste de révélations irréfutables...

L'inclassable, enfin, n'est autre qu'Alain Cuny, qu'on rangerait difficilement parmi les débutants, même si *l'Annonce faite à Marie* est sa première mise en scène de cinéma. L'aboutissement de son projet, après bien des aléas, est dû à un nouveau venu, le jeune producteur Hugues Desmichelle qui est sorti de l'anonymat pour sauver un tournage sinistré.

Au terme de ce tour d'horizon, on repasse par le pont-aux-ânes du cinéma, à la fois art et industrie. En matière d'art, un succès public, la découverte d'un auteur, une chance à confirmer et un projet singulier ne feraient pas un si mauvais bilan. S'agissant d'industrie, même de «prototypes» comme le cinéma, pareille proportion d'échecs est franchement déraisonnable et débouche sur une morne statistique : trois cents treize réalisateurs ont tourné leur premier film durant les années 80, soixante-seize seulement en ont réalisé un deuxième.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le nombre de premiers films produits en 1991 est légèrement supérieur à la moyenne des années 80 : trois cent treize premières œuvres ont été tournées en dix ans (période durant laquelle le cinéma a perdu 67,2 millions de spectateurs soit 35,5 % des entrées, les films français ont, eux, perdu 12,45 millions de spectateurs, soit 25 %, entre 1981 et 1990).

(2) 626 millions de francs en 1990 (dont 297 millions de Canal Plus), soit le tiers du total des investissements dans le cinéma.

1992 rendez-vous

Si 1991 s'achève sur de moroses constats, 1992 s'ouvre sur d'alléchantes promesses. Outre les premiers films français déjà cités des 8 et 15 janvier *(lire ci-dessus)*, le nouveau film de Pedro Almodovar, *Talons aiguilles*, s'en viendra cliqueter au milieu du mois, après avoir triomphé en Espagne. La semaine suivante viendra le tour du très attendu *l'Amant*, adaptation de Marguerite Duras signée Jean-Jacques Annaud. Et, plus confidentiel, *le Passager*, nouveau film d'un auteur révélé en 1991, l'Iranien Abbas Kiarostami. La fin du mois de janvier sera marquée par un étrange choc culturel : d'un côté l'énorme *JFK* qui a fait scandale aux Etats-Unis, de l'autre la nouvelle œuvre du très fin Eric Rohmer, *Conte d'hiver*.

Le 12 février proposera deux sourires contrastés, humour juif new-yorkais et angoisses germaniques mêlées dans *Ombres et brouillard* de Woody Allen, comique bien de chez nous avec *le Bal des casse-pieds* ouvert par Yves Robert. Triplé français le 19 où Jacques Doillon *(l'Amoureuse)*, Claude Chabrol *(Betty)* et Bertrand Tavernier (*la Guerre sans nom*, documentaire sur les séquelles de la guerre d'Algérie) se partageront une affiche qui risque, du coup, de devenir trop étroite. D'autant qu'il faudra aussi compter avec *la Vie de bohême* d'Aki Kaurismaki.

Mars débute aux accents martiaux et spectaculaires de *Dien-Bien-Phu* de Pierre Schoendoerffer, mais on guette également le deuxième film du réalisateur de *Henry V*, Kenneth Brannagh, après le bon accueil réservé par les Etats-Unis à *Dead Again*. Et aussi l'adaptation par Hector Babenco (et Jean-Claude Carrière) de *En liberté dans les champs du seigneur*. Le 18, si les distributeurs ne trouvent pas moyen d'éviter cette dommageable confrontation, sortiront en même temps le nouveau Scorsese, *Cape Fear*, et *Kafka*, deuxième film du jeune auteur de *Sexe, mensonges et vidéo*, Stephen Soderbergh. Une semaine plus tard nous sera contée *la Belle Histoire*, de Claude Lelouch.

Aucun risque d'embouteillage, en revanche, le 1er avril : qui osera se mesurer à *Hook*, la superproduction de Spielberg ? Le 8 sera le jour du verdict pour *Toutes peines confondues* de Michel Deville, suivi la semaine suivante d'un des récents triomphes américains, *la Famille Adams*. Et le 22, revoici Tavernier, mais avec une fiction, *Voie publique*. C'est également en avril que devrait sortir le troisième film «vietnamien» du cinéma français (après *l'Amant* et *Dien-Bien-Phu*), *Indochine* de Régis Wargnier, avec Catherine Deneuve.

Mai, c'est le mois du Festival de Cannes, dont la sélection pourrait d'ailleurs modifier quelques dates de sortie. A ce jour, on ne prévoit que *le Retour de Casanova* d'Edouard Niermans avec Alain Delon. Tandis que *Lune de fiel*, de Polanski, *Cité de la joie*, de Roland Joffé d'après Dominique Lapierre et *la Peste*, adapté de Camus par Luis Puenzo, attendraient juin ou juillet.

Ni le *Damage* de Louis Malle, ni *Un rêve américain* d'Emir Kusturica, ni le film de Beineix connu sous le nom de code *IP5* n'ont annoncé le jour où ils se présenteront devant le public. Pas plus qu'on ne sait quand Claude Sautet mettra sur le tapis *Femme de cœur et valet de pique*.

J.- M. F.

1991, UNE ANNÉE DIFFICILE

L'écran rétréci

368 films sont sortis en France en 1991. Beaucoup d'entre eux étaient de bons films. Mais tandis que la plupart des titres français destinés à un vaste public connaissaient un échec cinglant, les cinématographies étrangères continuaient de s'effondrer. Un paysage inquiétant se dessine, plus que jamais dominé par l'ombre d'Hollywood.

UN clignotement discret, une petite chose sympathique, assez courageuse pour exister, et pour tenter, solitaire, d'apparaître sur quelques écrans le 1er janvier 1991. Cela s'appelle *Cœur brisé*, en anglais : *Broken Heart*. C'est le premier film de 1992, et il est néerlandais. Néerlandais? Oui. Il y a encore un cinéma aux Pays-Bas? Non. *Broken Heart* est juste un petit film comme il en existera de moins en moins, si on en croit ce qui s'est passé dans les salles de cinéma durant l'année écoulée.

Grisâtre et pourtant traversée de beaux éclairs, ainsi aura été 1991. L'année précédente avait été dominée par un film brandi comme le drapeau de l'espoir, *Cyrano de Bergerac*. Le 9 mars dernier, le film de Jean-Paul Rappeneau recevait dix Césars, égalant le record du *Dernier Métro*. Ainsi s'achevait une décennie inaugurée par le triomphe symbolique de Truffaut, qui avait semblé sceller une certaine réunification du cinéma d'auteur et du cinéma commercial. Il n'y a pas eu de *Cyrano* en 1991. Encore moins de *Dernier métro*.

En conclure que les films commerciaux ne marchent plus et que les films d'auteur sont redevenus confidentiels serait précipité. Les «gros» films demandent du temps, et beaucoup de metteurs en scène pouvant prétendre à de vastes audiences étaient en tournage en 1991 (Annaud, Beineix, Polanski, Lelouch, Sautet, Tavernier...) ou le seront en 1992 (Berri, Miller, Besson). Mais, en attendant, la liste des films français sortis et leurs résultats en salle dessinent un paysage en noir et blanc. Noir comme le cafard les résultats commerciaux; blanc comme le bonheur les succès artistiques.

Depuis quand a-t-on vu, en une si courte période, naître autant de beaux films, le *Van Gogh* de Pialat, *la Belle Noiseuse* de Rivette, *Tous les matins du monde* de Corneau, *Merci la vie* de Blier, *J'embrasse pas* de Téchiné, *Jacquot de Nantes* de Varda, *les Amants du Pont-Neuf* de Carax (sans oublier *Allemagne 90 neuf zéro* de Godard, pour l'heure uniquement diffusé à la télévision)? Et encore *Paris s'éveille* d'Assayas, *J'entends plus la guitare* de Garrel ou *la Vie des morts* de Desplechin...

Hormis l'onéreux demi-échec des *Amants*, tous ces films ont d'ailleurs reçu bon accueil de «leur» public – qui n'est évidemment pas le «grand public», cette entité vague et vaguement méprisée, mais dont l'absence demeure bien regrettable à l'heure des bilans chiffrés. Les auteurs, globalement, n'ont pas démérité du box-office; même si le film de Pialat, à cause de son coût élevé, requiert un afflux de spectateurs énorme pour être remboursé; même si Blier avait pris l'habitude de scores sensiblement plus élevés.

Ce sont les autres, les «commerciaux», qui ont failli. Echec pour *la Reine blanche*, rejet de *Mayrig*, défaite sans gloire de *la Neige et le feu*, fausse note de *la Note bleue*, réveil difficile d'*On peut toujours rêver* (mais si, souvenez-vous, Pierre Richard, Smaïn, il y a à peine neuf mois). Et *les Clés du paradis* aux objets trouvés, et l'extinction du *Brasier*, et *Atlantis* envoyé par le fond... Moins sinistrés, mais sensiblement en dessous de leurs espérances. Pour *Sacha* ou *Madame Bovary*, *Opération corned-beef* et *Mon père ce héros*.

Il n'émergera cette année qu'un seul – brave – succès commercial français, *Une époque formidable* de Gérard Jugnot, et une bonne surprise, *Delicatessen*. Encore huit films français sortis en 1990 avaient-ils fait mieux au box-office que les tribulations de Jugnot en nouveau pauvre. Au palmarès des trois dernières années, *Une époque formidable* avec 1,6 million de spectateurs en France n'arriverait qu'en... trente-cinquième position.



De gauche à droite et de haut en bas : Arnold Schwarzenegger dans *Terminator 2*, Emmanuelle Béart dans *la Belle Noiseuse*, Jacques Dutronc et Alexandra London dans *Van Gogh*, Denis Lavant et Juliette Binoche dans *les Amants du Pont-Neuf*, Gérard Jugnot et Richard Bohringer dans *Une époque formidable*.







Les résultats globaux sont à nouveau, après la relative embellie de l'an passé, en baisse sur l'ensemble du pays où on pourrait bien, pour la première fois, ne pas atteindre les 120 millions d'entrées. Bilan contrasté entre une création bien portante et un commerce malade, bilan pessimiste : nul ne peut croire que, sans une industrie prospère, les artistes, les francs-tireurs pourront indéfiniment explorer leurs chemins buissonniers.

De nouveau, la part de marché des films français décroît, pour atteindre environ 31 %, face aux américains qui approchent de la barre symbolique des 60 %. Les Indiens à la mode d'Hollywood et les robots ont, cette année, imposé leur loi, avec le triomphe de *Danse avec les loups* et de *Terminator 2*. Les films *made in USA* s'adjugent les six premières places du box-office et classent vingt-deux titres parmi les trente premiers – malgré quelques «fours» retentissants : *le Bûcher des vanités*, *le Parrain III*, *Havana*, *Arachnophobia*, *la Maison Russie*, *Fievel*...

L'engouement pour les manipulations téchnologiques sans scrupule du *Terminator* lobotomisé ne rend pas très optimiste. Mais, parfait exemple de la maîtrise du cinéma «grands espaces-grands sentiments-grand public», *Danse avec les loups* incarne exactement la réussite du genre hollywoodien classique. Et, en imperturbable bonne forme, Woody Allen a obtenu en France, grâce à *Alice*, le succès que ses compatriotes lui mesurent chichement.

Les deux frères Coen, avec leurs deux films tournés en tandem, confirment qu'ils incarnent la plus prometteuse des relèves, même si éloges critiques et razzia de récompenses à Cannes n'ont pas fait de *Barton Fink*, et surtout de *Miller's Crossing*, de gros succès commerciaux. Spike Lee, inventif et dérangeant, a continué de marquer son territoire avec *Jungle Fever*. Et l'impressionnant *Silence des agneaux* a attiré sur Jonathan Demme l'attention qu'il mérite, tandis que *Thelma et Louise* traçaient leur chemin et qu'avec *le Mystère von Bulow*, Barbet Schroeder réussissait la délicate implantation d'un réalisateur français aux Etats-Unis – côté acteur, Depardieu a fait de même avec *Greencard*.

Mais pour ces quelques films dignes d'attention, combien de produits interchangeables, usinés à la chaîne, et qui composent les rouages du bulldozer hollywoodien chaque année plus efficace (1)?

Reste... le reste du monde. Quel reste du monde? Vu à travers les lunettes du box-office, un planisphère comporterait un gigantesque continent anglo-saxon, un territoire français érodé par les courants contraires, et, en cherchant bien quelques minuscules îlots perdus dans un océan d'indifférence.

La plupart sont devenus stériles, même l'Italie jadis terre d'abondance, dont on ne retiendra que le sympathique mais mineur *Porteur de serviette*, même la riche Allemagne dont le fils le plus prodigue, Wim Wenders, a préféré aller courir *Jusqu'au bout du monde* et s'y est un peu perdu. De l'immense ex-URSS, on ne vit guère se dessiner que la petite silhouette d'une résistante dans l'âme, Kira Mouratova, cultivant au fond du désespoir et de la générosité son bien nommé *Syndrome asthénique*.

Comme elle, sur leur lopin de terre, quelques solitaires ont continué pourtant de cultiver leur jardin. L'opiniâtre Angelopoulos avec *le Pas suspendu de la cigogne*; deux infatigables vétérans, Akira Kurosawa avec *Rhapsodie en août* et Satyajit Ray avec *les Branches de l'arbre*; l'inclassable, irrécupérable et inénarrable finlandais Aki Kaurismaki qui aura poussé sa rengaine grinçante avec *J'ai engagé un tueur*.

Surtout, deux cinéastes majeurs seront apparus en 1991 : le Portugais Joao Cesar Monteiro avec *Souvenirs de la maison jaune* et l'Iranien Abbas Kiarostami (*Close-up* et *Devoirs du soir*). Cela aurait suffi à illuminer l'année si davantage qu'une poignée de cinéphiles fanatiques s'en était aperçu.

Mais l'Amérique latine tout entière a fait figure de continent englouti, la quasi-totalité de l'Asie a pris l'allure d'un désert, l'Afrique n'a qu'à peine émergé, et l'Europe ne se sent pas bien. Un seul auteur, finalement, a pu y faire entendre sa petite note singulière, un Belge, Jaco Van Dormael avec *Toto le héros*. C'est tant mieux, et c'est peu.

C'est, surtout, inquiétant : le cinéma n'est pas en voie de disparition, mais de nivellement, d'aplatissement dans un moule de plus en plus normalisé. Les industriels fortunés, de Sony à Bouygues, en passant par Canal plus, Matsushita et Polygram, qui ont commencé d'investir à Hollywood, ont anticipé le mouvement : celui qui mène vers un monopole mondial des images et des histoires, implanté en Californie. Un mouvement face auquel les Français font figure de dernier carré de résistants, en mauvaise posture.

J.-M. F.

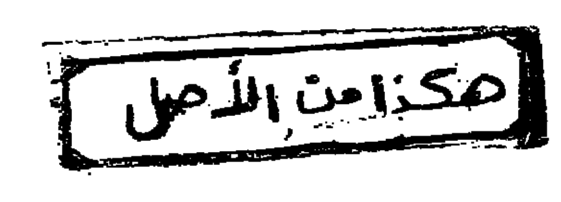
(1) C'est pourtant un distributeur français, AMLF, qui se classe en tête cette année, pour avoir diffusé, outre *Une époque formidable* et *Mon père ce héros*, les deux films avec Kevin Costner, *Danse avec les loups* et *Robin des Bois*, qui à eux seuls ont totalisé près de onze millions et demi de spectateurs en France.

Champions 1991 du box-office

Danse avec les loups* (E.-U.) : 1 410 129
Terminator 2* (E.-U.) : 1 149 876
Robin des bois prince des voleurs* (E.-U.) : 925 515
Le Silence des agneaux* (E.-U.) : 657 958
Alice (E.-U.) : 565 189
Une époque formidable* (France) : 457 116
Croc-Blanc* (E.-U.) : 541 164
Hot Shots* (E.-U.) : 419 047
Thelma et Louise* (E.-U.) : 409 646
Green Card (E.-U.) : 409 401
Opération Corned Beef (France) : 405 995
Delicatessen* (France) : 362 751
Mon père ce héros* (France) : 362 168
L'Expérience interdite (E.-U.) : 360 765
Highlander le retour (E.-U.) : 345 090
Merci la vie (France) : 326 783
Un flic à la maternelle (E.-U.) : 326 310
Madame Bovary (France) : 312 326
Allô maman c'est encore moi (E.-U.) : 311 523
Bernard et Bianca au pays des kangourous (E.-U.) : 307 071
Double impact (E.-U.) : 298 687
Jamais sans ma fille (E.-U.) : 296 637
Y a-t-il un flic pour sauver le président? (E.-U.) : 295 555
Van Gogh* (France) : 294 662
Les Doors (E.-U.) : 287 159
Cendrillon (E.-U.) : 279 763
Point Break-Extrême limite (E.-U.) : 273 114
Fisher King* (E.-U.) : 271 273
Backdraft (E.-U.) : 269 288
Pour Sacha (France) : 264 638

Ces chiffres représentent le nombre d'entrées enregistrées à Paris avant le 25 décembre par les trente films sortis depuis le 2 janvier 1991 qui ont obtenu les meilleurs résultats. Les chiffres concernant la France entière ne sont pas tous disponibles, mais la multiplication par 3,5 des résultats de la capitale donne une approximation de leur score. Les titres marqués * sont toujours en exploitation.

★ Source : *le Film français*.



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Livres

La machine à rêves

C'est une étude historique, sociologique, financière. Le prologue de Mike Davis, *Hollywood et Los Angeles : un mariage difficile* est un peu confus. Mais au *chapitre de l'industrie*, le texte de Pascal Morand, *le Capitalisme hollywoodien et les Mogols* donne le ton. On peut suivre ensuite, selon une construction logique et à travers les articles d'Alain Masson, Rick Altman, Jean-Pierre Berthomé et Patrick Brion, les rituels des studios, l'avènement du son, l'importance du décor et l'aventure exemplaire de la MGM, la compagnie du prestige financier.

Trois chapitres suivent (*la Colonie, le Rêve* et *la Propagande*), qui permettent de cerner le monde d'Hollywood comme « machine de diffusion », à travers ses divers aspects économiques et idéologiques. Chacun y trouvera selon ses besoins, les anecdotes ne manquent pas, non plus que ce « glamour » qui fit, pour une bonne part, le succès de ce cinéma pour lequel on ne peut pas s'empêcher d'éprouver de la nostalgie. Nostalgie qui est, aussi, au cœur de l'étude...

***Hollywood 1927-1941, la propagande par les rêves ou le triomphe du modèle américain*, dirigé par Alain Masson. Ed. Autrement, série « Mémoires », 264 p.**

Brillants objets du désir

Frédéric Mitterrand, intarissable *sur les stars en tout* genre (voir les deux volumes *Destins d'étoiles* reproduisant les commentaires de ses émissions de télévision, récemment publiés aux Editions Fixot) a mis son grain de sel dans la préface de cet album. Un avant-propos pas très long *mais très élégant*, très épinglé comme on le dit d'un modèle haute couture.

Mais je préfère le regard et la passion de Jean-Pierre Léonardini, l'auteur du livre. Il semble avoir une attirance particulière pour Ava Gardner. Il l'appelle *« la statue molestée »*. A ses côtés, il a réuni Lana Turner, Gene Tierney, Nathalie Wood, Vivien Leigh, Marlene Dietrich, Rita Hayworth, Mae West, Greta Garbo, Elisabeth Taylor, Jane Mansfield, Kim Novak, Judy Garland, Katharine Hepburn, *Bette Davis, Joan* Crawford, Ingrid Bergman, Jean Harlow, Louise Brooks, Marilyn Monroe. Chacune a droit à une définition.

Vingt stars, vingt portraits, un choix de photographies caractéristiques..On se retrouverait, donc, en terrain connu. Mais Léonardini se demande à quoi cela rime d'écrire aujourd'hui le énième livre sur les stars féminines de Hollywood, de repartir en arrière et se laisser aller au plaisir de la confrontation avec les rêves et les amours nés de la fréquentation de l'écran.

L'ordre dans lequel ces figures apparaissent surprendrait, si ces stars toutes mythiques n'étaient autant de thèmes d'inspiration pour le monde intérieur de Léonardini, pour le cinéma qu'il a dans sa tête. En nous racontant Ava, Lana, Gene, Nathalie, Vivien, Marlene et les autres, d'une certaine manière, il se raconte. Sur une base critique solide, ces textes sont des jeux *de miroirs entre l'auteur et ses* « modèles », des confessions sentimentales et des célébrations sur lesquelles passe le souffle d'un désir absolu.

***Hollywood, désirs de stars*, de Jean-Pierre Léonardini. Ed. Messidor-Beaux Livres, 160 p., illus., 155 F.**

Sam Goldwyn, le nabab

Les vies des grands producteurs de Hollywood, des pères fondateurs surtout, ressemblent à la fois à des romans-feuilletons et à des épopées. *Ainsi* le destin de Samuel Goldwyn. D'emblée, son très sérieux biographe nous apprend qu'il a toujours déformé la vérité, « *pour en tirer toutes sortes d'effets spectaculaires* ».

Schmuel Gelbfisz, né à Varsovie dans une famille de juifs hassidiques, probablement en 1879, prétendait être né le 27 août 1882. Son enfance est marquée par les persécutions des pogroms russes et par plusieurs tentatives de voyages – à pied – pour s'éloigner de Varsovie, jusqu'au jour de la fin janvier 1899 où il arrive à Manhattan, *« la tête pleine de rêves américains »*. Et cela ne constitue que le premier chapitre d'un ouvrage dans lequel A. Scott Berg a reconstitué toute une vie et toute une carrière comme s'il y avait assisté.

L'émigrant se fait alors appeler Samuel Goldfisch, découvre le cinéma dans les petites salles pas chères dites « *nickelodeons* » et, après avoir gagné de l'argent dans une affaire de gants, se lance dans l'industrie cinématographique en produisant, en 1913, *The Squaw Man*, de Cecil B. DeMille. D'autres émigrés sont là, qui se comportent de la même façon. La naissance de Hollywood est un prodigieux phénomène de compétition, de flair et de risques. On retrouve tout cela au passage mais Samuel Goldwyn (il l'est devenu, de façon officielle, le 2 décembre 1918), même s'il lui arriva de prendre des associés (ainsi la fusion dont sortit la Metro Goldwyn Mayer), tint à faire son chemin tout seul.

Producteur indépendant et nabab, il opte, au cours des années 20, pour les grands films romantiques avec Ronald Colman et Vilma Banky. Dans les années 30, il se distingue par une « politique culturelle » d'adaptations de romans et de pièces de théâtre. Goldwyn engage Lillian Hellman pour écrire des scénarios, confie de nombreuses mises en scène à William Wyler, qui sera le représentant le plus créatif de la « *Goldwyn touch* » : *Dodsworth, Ils étaient trois, Rue sans issue, les Hauts de Hurlevent, le Cavalier du désert, la Vipère, les Plus Belles Années de notre vie.* Il fait aussi tourner King Vidor (*Nuit de noces, Stella Dallas*, extraordinaire mélodrame avec Barbara Stanwyck). Mais il ne parvient pas à créer une « *nouvelle Marlene Dietrich* » avec l'étrange actrice russe Anna Sten.

Goldwyn n'a pas été un grand découvreur, mais en défendant, avec autorité, sa propre conception du cinéma, il a néanmoins imposé sa marque. S'il ne dissimule pas les défauts du personnage, A. Scott Berg semble souvent fasciné par le mouvement même de la machine hollywoodienne, ce monde de la production, des réalisateurs, des stars. Au-delà du portrait de son nabab, la description du *« sérail » rend encore plus passionnant* ce gros volume, qui se lit comme un roman.

***Sam Goldwyn, la légende d'Hollywood*, de A. Scott Berg. Ed. Calmann-Lévy, 458 p., illus., 149 F.**

Agee, l'indépendant

Né en 1910, James Agee est mort en 1955. On savait qu'il avait été poète, romancier, journaliste et scénariste, qu'il avait écrit *African Queen* pour John Huston et *la Nuit du chasseur* pour Charles Laughton. C'est le critique de cinéma qu'on peut découvrir aujourd'hui, chez cet homme qui n'a pas vraiment vieilli et que l'on considérait, aux Etats-Unis, comme le plus grand de sa génération dans cette activité.

James Agee commença d'écrire sur le cinéma dans *The Nation*, le 26 décembre 1942. Il fit, pour ses débuts, l'éloge de l'amateur. « *J'aimerais*, écrivit-il, *que cette chronique de cinéma serve à faire honneur aux films qui le méritent tout en intéressant le lecteur et en lui étant utile. Que je sois qualifié ou pas pour cette tâche est une question à laquelle je ne saurais répondre.* » Il donna des chroniques jusqu'en 1950 à divers journaux : *The Nation, Time, Life*, etc. Signe particulier : *The Nation* était le journal de la gauche américaine.

Sous la direction de Patrice Rollet, le livre édité par les *Cahiers du cinéma* offre une importante sélection de ces articles. *La Grande Epoque du burlesque* est une véritable étude sur le genre. *Pourquoi nous combattons* est une suite d'analyses de films consacrés à l'effort de guerre des alliés. Or en 1943, James Agee s'élevait violemment contre un film prosoviétique de circonstance, *commandé par Roosevelt*, produit par Warner Bros et réalisé par Michael Curtiz : *Mission to Moscow*. Il en dénonçait les falsifications historiques sur la dictature stalinienne. En 1944, il ne sera pas plus tendre pour *l'Arc-en-ciel* de Donskoi, *film qu'on portait aux nues pour* son antinazisme et dont il ne supportait pas le préjugé anti-allemand.

Tout le recueil témoigne d'une indépendance d'esprit, d'une liberté de jugement que soutient, parfois, la lucidité politique. James Agee n'a jamais pratiqué la « politique des auteurs », même s'il eut de grandes admirations, pour Jean Vigo et Charlie Chaplin en particulier. Mais on ne saurait le considérer, quoi qu'il en ait dit, comme un amateur. Il aimait le cinéma depuis sa jeunesse. Cet amour lui a donné une intelligence aiguë et une perception des films dans lesquelles on reconnaît un maître.

***Sur le cinéma*, de James Agee. Ed. Cahiers du cinéma, collection « Essais », 192 p., 118 F.**

Voyage au bout de l'enfer

Jeune journaliste pendant la deuxième guerre *mondiale*, Samuel Fuller servit dans la 1re division d'infanterie américaine, surnommée « *the Big Red One* ». De cette expérience vécue, il voulut tirer un film à la fin des années 50. C'est seulement en 1980 que le projet fut réalisé. *The Big Red One* (platement intitulé en français *Au-delà de la gloire)* fut présenté, cette année-là, en compétition au Festival de Cannes.

C'était aussi un livre dont l'édition française, sortie fin août, onze ans après l'édition américaine, a valu *à Samuel Fuller le* Prix littéraire de la ville de Deauville décerné pendant le Festival du cinéma américain. Un livre écrit avec concision, réalisme, horreur de la violence, de la guerre et des massacres. Il retrace, de cette manière puis*sante et directe qu'on connaît* au cinéaste, les débarquements d'Afrique du Nord et de Sicile, les campagnes d'Italie, de France et de Belgique, l'avancée en Allemagne et, pour finir, la découverte d'un camp de concentration en Tchécoslovaquie. Passionnant, *terrifiant* voyage.

***The Big Red One*, de Samuel Fuller. Ed. Christian Bourgois, 542 p., 180 F.**

JACQUES SICLIER

Photos d'un cinéaste

« Nemai Ghosh est le photo-biographe de Satyajit Ray », note Henri Cartier-Bresson en guise d'introduction. Et effectivement, les portraits du grand cinéaste bengali choisis parmi les innombrables clichés réalisés par Ghosh depuis vingt-cinq ans qu'il assiste assidûment aux tournages de Ray ne sont pas seulement très réussis, parfois émouvants, parfois drôles, parfois surprenants. Ils racontent une histoire. Et même deux.

Qui n'aurait jamais entendu parler de l'auteur du *Monde d'Apu*, de *Charulata* et de *la Maison et le monde* découvrirait, avec cette succession de *visages et de* postures, *une étonnante* « étude de caractère », à la manière d'un essai de définition totale d'un personnage peut-être imaginaire, tel qu'aurait pu le tenter un romancier, tel que le pratiquèrent les photographes anthropométriques de la fin du siècle dernier. C'est très beau, et assez fidèle au cinéma de Satyajit Ray, qui procède par indices et suggestions, comme si une caméra documentaire se glissait dans le cadre romanesque de ses scénarios.

Et ces photos sont passionnantes si on a été un jour touché par l'un des chefs-d'œuvre qui jalonnent la carrière du grand metteur en scène, du *Salon de musique* aux *Branches de l'arbre*. Ray le poète, Ray le patron, Ray le musicien, Ray l'homme qui doute, Ray le graphiste, Ray le technicien impeccable, Ray le sage et Ray l'enfant, Ray des villages, des grandes cités et de la terre entière, ils sont tous là, tous les aspects qui composent cette œuvre où le sentiment se mêle à la morale et l'esthétique au document.

Pour compléter cet ouvrage en forme de cadeau d'anniversaire *des soixante-dix ans du réalisateur*, de *nombreux* admirateurs, parmi lesquels Antonioni, Carrière, Coppola, Huston, Kurosawa, Naipaul, Polanski, Riboud, Rostropovitch, Rushdie, Scorsese, disent en quelques mots ce qu'ils doivent au metteur en scène de *Pather Panchali*.

J.-M. F.

★ *Satyajit Ray*, photos de Nemai Ghosh. Eiffel Editions, 126 pages, 275 F.

NEMAI GHOSH

Satyajit Ray sur le tournage de « Tonnerres lointains ». 1973.

ARTS

Paris

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées de Sri-Lanka prêtent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents du treizième siècle.

Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 23 F.

Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critiquant le musée d'art. Une rétrospective.

Galeries nationales du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi, de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1er mars 1992. 30 F.

Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Age à la Renaissance. Martin Schongauer (dont le Musée du Petit Palais, de son côté, expose les gravures) et Dürer en sont les figures principales.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard, côté jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi, de 9 heures à 17 h 15. Le musée sera fermé le 1er janvier. Jusqu'au 20 janvier 1992. 35 F (ticket d'entrée au musée).

Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie ironique, scandaleuse ou visionnaire. Tout y est, sauf le moins bon. Et c'est très bien ainsi.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Gisèle Freund

Colette, Joyce, bien sûr Aragon, Malraux, durant plus de quarante ans, Virginia Woolf, Sartre et Simone de Beauvoir, le jour du prix Goncourt, mais aussi le nord de l'Angleterre en crise et Evita Peron. La rétrospective d'une ancienne sociologue qui a parcouru le globe et traversé l'histoire de son siècle.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retracent sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : *le Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.- Churchill, pl. Clemenceau, av. Général-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

Alberto Giacometti

Revoir ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse , à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période arts déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé le 15 janvier. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'eut lieu, grâce à François Mathey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs, Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondants en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroir. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 8 mars 1992.

Mozart à Paris

Plus de trois cents documents, lettres, manuscrits, gravures et portraits retracent les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, hélas! éclairée trop faiblement parfois.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes, de 10 heures à 17 h 40, mercredi et vendredi jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statues, bas-reliefs, bustes, installations ou corps humains, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril 1992. 25 F (entrée du musée).

Rops et la modernité

On connaît Félicien Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits inavouables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, •127-129, rue Saint-Martin, Paris 4e. Tél. : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992. 20 F.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la picturalité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi, de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin 1992.

Galeries

Boltanski, Collin-Thiébaut, Lavier, Tosani, Verjux

Un mur de boites rouillées de Boltanski, un confessionnal comme on n'en fait plus de Collin-Thiébaut, des tableaux construits de Lavier, une suite en rose de photographies d'ongles rongés, grossis, à peine identifiables, de Tosani, des ronds de lumière bien orientés de Verjux : les cinq artistes n'ont pas grand chose en commun. C'est, cependant, une bonne exposition.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 janvier 1992.

Daniel Dezeuze

Au temps de Supports-Surfaces, Daniel Dezeuze, qui était l'un des membres fondateurs du groupe, donnait, avec ses échelles de tulle et ses pièces de tarlatane, dans la fragilité et l'ombre de la peinture. Depuis ce repli stratégique, l'artiste a changé : désormais il ne pense plus qu'à déployer des armes, tendre des pièges, monter des boucliers.

Galerie Yvon-Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1992.

Maillol

Dina Vierny fut le modèle de Maillol. Depuis des années, elle lutte pour défendre l'œuvre et la mémoire de ce sculpteur victime sans doute de ses apparences de classicisme. Il fut cependant l'un des disciples de Gauguin, se posa en rival de Rodin et incarna durant l'entre-deux-guerres la sculpture française.

Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6e. Tél. : 42-60-23-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1992.

Arnulf Rainer

Cette grande figure de l'art contemporain autrichien ne cesse de dire un mal être, en prenant le corps comme corps du délit, qu'il ensanglante et crucifie. En s'acharnant aussi sur le visage humain, qu'il brime, déforme, déchire, biffe rageusement.

Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6e. Tél. : 43-26-91-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1992.

Antoni Tapiès

Tapiès, depuis quelques années, s'adonne volontiers à la sculpture, sortant les uns après les autres les objets et les signes de sa peinture pour les modeler en terre : ici un pied, là une baignoire, et là un crâne renversé.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 29 janvier 1992.

Régions

Alès

Michel Seuphor

« La traversée du siècle » d'un écrivain, romancier, poète et critique d'art né à Anvers en 1901. Qui, dès le début des anées 20, a milité pour l'art abstrait, le Stijl et le constructivisme en particulier. Mondrian, le « moine », et Arp, le « joueur », les deux principaux amis de Seuphor, figurent évidemment dans l'exposition.

Musée-bibliothèque Pierre-André Benoît, 52, montée des Lauriers, Rochebelle, 30107. Tél. : 66-86-98-69. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 heures à 19 heures. Et tlj pendant les vacances scolaires de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1992.

Bordeaux

Peter Halley

Un New-Yorkais à la mode, figure principale du mouvement des « néo-géos », pour qui l'ordre géométrique, utopique, des constructivistes, des néo-plasticiens et même des minimalistes, n'a plus sa raison d'être aujourd'hui. Et il le dit, tout en faisant de la géométrie.

Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 février 1992. 20 F.

Grenoble

Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projecteurs.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992.

Labège-Innopole

Sam Francis

Sam Francis est, de tous les abstraits américains apparus dans les années 50, celui dont la peinture atteint le plus facilement une sorte de splendeur aérienne. Les couleurs dansent et s'entrelacent sur fond blanc. Il passe dans ses toiles comme un air de liesse.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 61-39-29-29. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 1er février 1992. 10 F.

La Roche-sur-Yon

Michel Verjux

Son matériau, c'est la lumière. Il en fait des ronds, des demi-lunes, très simplement, à coups de projeteurs, bien ciblés, dans l'architecture. C'est peu, mais le plus souvent c'est bien.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1992.

Marseille

Marseille au XIXe siècle

Au XIXe siècle, la « jolie ville » dont parlait Stendhal devient une grande métropole moderne. Saisir, de grands chantiers en monuments, entre docks et Palais Longchamp, les étapes de cette transformation spectaculaire ; en montrer l'arrière-plan économique, social, politique : tel était le projet de cet ensemble d'expositions éclaté dans les musées marseillais.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 février 1992. 12 F.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Ancienne Douane quelques 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Un main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breerette
Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

MUSIQUE

Jazz

Maurice Vander
Pierre Michelot
Francis Lassus

Soyons net : Pierre Michelot est un des grands bassistes du jazz moderne. Carrière exemplaire, discrète, encore en devenir (il suffit d'écouter ses récents enregistrements avec Christian Escoudé ou Richard Galliano). Francis Lassus est le batteur (dans l'air du temps) que l'on retrouve aux côtés d'un certain type de groupes, de musiciens. Quant à Maurice Vander, pianiste, génération bop, il ne cultive rien, il joue du piano, avec volubilité, ardeur et désir de jouer. Depuis longtemps, sans relâche. *La Villa* est exactement le cadre qui convient.

Du 1 au 7. La Villa, 22 heures. Tél. : 43-26-60-00.

Thomas Savy
Christopher Cody

Ca tourne. Le jazz, c'est avoir vingt ans, galérer, se glisser, essayer de jouer, se faufiler, rencontrer, jouer contre, être accepté, faire le bœuf, se faire jeter, traîner dans Paris la clarinette à la main, ou ailleurs, rêver, espérer, être déçu, se faire appeler, accepter, et un jour, un soir, être programmé au Bar du potager. Ca commence toujours comme ça. La vie d'un musicien a toujours cette entrée, à Paris, New-York ou Vladivostok (ça existe encore, sous ce nom-là, Vladivostok ?). Pour Thomas Savy, clarinettiste, frais émoulu, plein de musiques et d'avenir, c'est au Bar du potager. Bonne année.

Les 1er et 2. Bar du potager, 22 heures. Tél. : 40-26-50-96.

Chanson

Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre, prêt à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour, de sentiments passagers. Pour que la chanson française vive.

Les 1er, 2, 3, 4 et 7. Théâtre de Dix-Heures, 20 h 30. Tél. : 46-06-10-17. De 80 F à 100 F.

Henri Dès

Excellente séance d'acclimatation des tout-petits aux salles de spectacle même si, hélas !, il faut leur expliquer que l'artiste, aussi sympathique soit-il, n'a pas raison d'utiliser le play-back orchestral pendant la moitié de son tour de chant.

Du 2 au 5. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. Location FNAC, Virgin. 100 F.

Amalia Rodrigues

Amalia Rodrigues, une des dernières grandes voix d'Europe, fille du Portugal pauvre, propulsée par la gloire dans un monde qui ne fut jamais le sien, vit son fado jusqu'au bout, avec le même art, entre lyrisme et pathétique, dénuement et sincérité.

Le 7. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 240 F.

« Jazz » : Francis Marmande.
« Chanson » : Véronique Mortaigne.

Retenez vos places

Orchestre de Paris

– **15 et 16 janvier**, *Concerto pour violon* de Glazounov ; *Cinquième Symphonie* de Mahler, avec Raphaël Oleg, Gunther Herbig (direction).

– **22 et 23 janvier**, *Ouverture tragique* de Brahms, *Concerto pour piano* de Schumann, *Quinzième Symphonie* de Chostakovitch, avec Brigitte Engerer, Gunther Herbig (direction).

– **29 et 30 janvier, (1er février, à 16 h 30)**, *Requiem* de Verdi, avec Cheryl Studer, Florence Quivar, Gösta Winbergh, Roberto Scadiuzzi, le Chœur de l'Orchestre de Paris, Carlo-Maria Giulini (direction).

– **5 et 6 février**, *Rapsodie espagnole* de Ravel, *Concerto pour violon* de Barber, *Quatrième Symphonie* de Tchaïkovski, avec Anne Akiko-Meyers, Semyon Bychkov (direction).

– **12 et 13 février**, *Symphonie* de Haydn, *Métaboles* de Dutilleux, *Troisième Concerto* de Rachmaninov, avec Evgeny Kissin, Semyon Bychkov (direction).

– **14 février**, *Métaboles* de Dutilleux, *Concerto pour piano n° 1* de Liszt, *Quatrième Symphonie* de Tchaïkovski, Georges Pludermacher, Semyon Bychkov (direction).

– **11 mars**, *Rendering* de Schubert-Berio, *Symphonie fantastique*, Semyon Bychkov (direction).

★ Salle Pleyel, à 20 h 30. La location est ouverte 14 jours avant le premier concert de chaque série : par téléphone au (1) 45-63-07-96, de 13 heures à 17 heures (sauf dimanche et jours fériés); aux caisses de la salle Pleyel, tous les jours de 11 heures à 18 heures (sauf dimanche et jours fériés). De 40 F à 230 F, de 100 F à 400 F pour le *Requiem* de Verdi, par Giulini.

Orchestre de Bordeaux-Aquitaine

– **12 janvier**, *Ouverture d'Egmont* de Beethoven, *Concerto pour piano n° 21* de Mozart, *Ma Vlast* (extraits) de Smetana, avec Mikhaïl Rudy, Zdenek Kosler (direction).

– **1er mars**, *Wozzeck* (extraits) de Berg, *Concerto pour violon n° 2* de Prokofiev, *Symphonie « Inachevée »* de Schubert, avec Eiddwen Harrhy, Dmitry Sitkovetsky, Michael Boder (direction).

– **22 mars**, *Requiem* de Verdi, avec Leona Michell, Stefania Toczyska, Lando Bartolini, Barseg Tumanyan, le Chœur de la Philharmonie slovaque, Alain Lombard (direction).

★ Théâtre national de Chaillot, à 15 heures. La location est ouverte 14 jours avant le concert choisi. Par téléphone au (1) 47-27-81-15, de 9 heures à 19 heures. Aux caisses du Théâtre national de Chaillot, tous les jours de 11 heures à 19 heures, le dimanche entre 11 heures et 17 heures. 80 F et 100 F.

Philippe Herreweghe

– **17 janvier**, *les Noces, Cantata on a Medieval Verse, Introitus T. S. Eliot* de Stravinsky, avec Lorna Anderson, Marie Kobayashi, Scot Weir, David Thomas, Christopher Purves, Collegium Vocale de Gand, La Chapelle Royale, l'Ensemble Musique Oblique, Philippe Herreweghe (direction).

– **14 avril**, *Passion selon saint Matthieu* de Bach, avec Monika Frimmer, Charles Brett, Howard Crook, Peter Harvey, Johannes Mannov, le Collegium Vocale de Gand, La Chapelle Royale, Philippe Herreweghe (direction).

– **26 mai**, *Berliner Requiem, Cantate Vom Tod im Wald, Concerto pour violon et instruments à vent*, avec Peter Kooy, Elisabeth Glab, l'Ensemble Musique Oblique, Philippe Herreweghe (direction).

★ Théâtre des Champs-Elysées, à 20 h 30. La location par téléphone est ouverte 21 jours avant la date de chaque concert, de 14 heures à 18 heures, du lundi au vendredi (chaque demande est majorée de 10 F pour frais de réservation (!). La location aux caisses est ouverte 14 jours avant la date de chaque concert, tous les jours de 11 heures à 19 heures. De 40 F à 280 F.

Saison musicale de Radio-France

– **12 janvier, à 11 heures, Salle Gaveau**, *Sonate pour cordes* de Rossini, *Airs de concert* de Mozart, *Sérénade pour cordes* de Tchaïkovski, avec Nathalie Dessay (1er prix du Concours international de chant Mozart) et le Goldberg Ensemble.

– **17 janvier, à 20 heures, Opéra-Bastille**, *Concerto pour piano n° 1* de Beethoven, *Quatrième Symphonie* de Bruckner, avec Catherine Collard, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).

– **18 janvier, à 15 heures, Théâtre des Champs-Elysées**, *Troisième Suite pour violoncelle seul* de Bach, *Fantasiestücke pour piano op. 116 pour piano, Première Sonate pour violoncelle et piano* de Brahms, *Sonate pour violoncelle et piano* de Schnittke, *Sonate pour violoncelle et piano* de Debussy, avec Natalia Gutman et Vassili Lobanov.

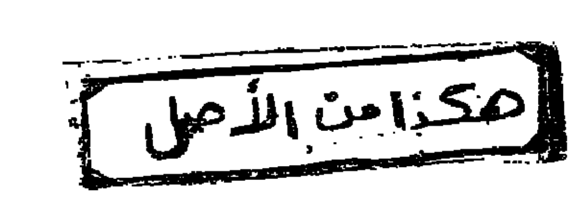
– **23 janvier, 20 h 30, Théâtre des Champs-Elysées**, *Passacaille* de Webern, *Premier Concerto pour violon et orchestre* de Mozart, *Première Symphonie* de Mahler, avec Frank-Peter Zimmermann, l'Orchestre national de France, Georges Prête (direction) .

– **31 janvier, 20 heures, Opéra-Bastille**, *Concerto pour piano et orchestre n° 2, Symphonie n° 7* de Beethoven, avec Jean-Marc Luisada, Marek Janowski (direction).

– **9 février, 11 heures, Salle Gaveau**, *Divertimento KV 138, Quatuor à cordes op. 59 n° 1* de Beethoven, *Miroir 2, cinq pièces pour quatuor à cordes* de Boucourechliev (création, commande de Radio-France), par le Quatuor Ysaye.

★ Location par téléphone ouverte 21 jours avant la date des concerts, au (1) 42-30-23-08, de 11 heures à 18 heures (sauf dimanche et jours fériés). Location aux caisses de Radio-France ouverte 14 jours avant la date des concerts (sauf dimanche et jours fériés). Ou directement aux caisses des salles où sont donnés les concerts.

A. Lo.



THEATRE

Spectacles nouveaux

A présent, adieu

de Heinrich von Kleist,
mise en scène
d'Yveline Nadard
et Micheline Zederman,
avec Fernando Becerril, Olivia Kryger, Dominique Péju, Marie Réséda, Max Twangue et Martine Vinet.

Entre lyrisme furieux et dérision grinçante, Kleist trouve difficilement sa place sur les scènes françaises. Mais voici une pièce pratiquement inconnue, qui raconte « les troubles d'une société que l'auteur cherche à séduire tout en la rejetant ».

Fondation Deutsch-de-la-Meurthe, 37, bd Jourdan, 14e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-80-05-09. 60 F et 90 F.

L'Arbre de vie

de Geneviève Bigueure
et Christian Le Gall,
mise en scène
de Geneviève Bigueure,
avec Geneviève Bigueure, Christian Le Gall, Marie-Rose Diebold et Velléda Pelpel.

Un puzzle de répertoire et de rêverie, le duo d'une comédienne et d'un haute-contre.

Arcane, 168, rue Saint-Maur, 11e. A partir du 6 janvier. Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 (et le 8 fév). Tél. : 43-38-19-70. 70 F et 100 F.

Biaboya, alors ?

de Jean-Pol Fargeau,
mise en scène
d'Alain Milianti,
avec Jean-Pierre Atangana Meesi, Jean Bédiébé et Isabelle Habiague.

Un Africain à Marseille. Chant d'amour pour une mère patrie.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Les Bonnes

de Jean Genet,
mise en scène
de Telmo Herrera,
avec Brigitte Deneck, Jacques Delpi et José Guillois.

Genet avait envisagé de faire jouer les sœurs maléfiques par des comédiens travestis. C'est ce qui arrive.

Salle Brasilia (Galerie Brasil Inter Art, 8, pass. Thiéré, 11e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-46-01-28. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

Britannicus

de Jean Racine,
mise en scène
d'Alain Françon,
avec Hélène Alexandridis, Anne Benoit, Yann Collette, Clovis Cornillac, Laurent Grevill, Nada Strancar et Wladimir Yordanoff.

Dans un décor de palais chamboulé, s'affrontent les passions. Amour et pouvoir. L'une des pièces les plus jouées de Racine, parce qu'inépuisable. La mise en scène est d'une acuité fascinante, la distribution est exceptionnelle.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 95 F à 125 F.

La Dernière Nuit de Socrate

de Stéphane Tsanev,
mise en scène
de Bruno Carlucci,
avec Jacques Dacqmine, Alain Mottet et Judith Becle.

Affrontement d'un maton et de son prisonnier, qui sont peut-être deux fous jouant à être autre chose, ou deux anges qui font les clowns.

Théâtre, 1, rue Simon-Dereure, 94000 Ivry. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-70-21-55. De 20 F à 80 F.

L'Evasion

Cavale délirante d'un évadé malgré lui. Il rencontre une belle rousse au teint laiteux qui fantasme et qui l'aime.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 90 F à 180 F.

L'Ile des esclaves ; Entretien d'un philosophe

de Marivaux et Diderot.

Une allégorie et une réflexion philosophique, sceptique, ironique : le Siècle des Lumières n'a pas fini de nous charmer.

Bouffons-Théâtre du XIXe, 28, rue de Meaux, 19e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-38-35-53. 50 F et 70 F.

Jérusalem photo

de Selim Nassib,
mise en scène
de Jean-Claude Montheil,
avec Nabil Messadi, Christine Couillaud, Fatima Chaib, Bernadette Hebert, Jean-Yves Leclerc, Nathalie Charrier, Evelyne Gavard et Isabelle Jegen.

Le mot « Jérusalem » évoque une ville-symbole, ville de religion et de guerre, ville mystique et touristique, ville d'absolu et de quotidien.

Aktéon-Théâtre, 11, rue du Général-Blaise, 11e. A partir du 2 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-38-74-62. De 60 F à 110 F.

Mimi Barthélemy

Les contes et les récits des arbres, des animaux, des diables, de Haïti dans sa splendeur délabrée.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14e. A partir du 6 janvier. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 15. De 50 F à 100 F.

Le Naufrage du « Titanic »

de Hans-Magnus Enzensberger,
mise en scène
de Bruno Carlucci,
avec Judith Becle et Bruno Carlucci.

Le « Titanic », c'est le monde qui chavire, l'homme qui se noie dans la mort, la lente agonie d'une vie submergée. C'est le naufrage souriant de tous et de chacun.

Théâtre, 1, rue Simon-Dereure, 94000 Ivry. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-70-21-55. De 20 F à 80 F.

One for the road ; Love Scene

mise en scène
de Barbara Bray,
avec les Clack, Peter Hudson,
Karen Holladay et Patricia Kessler.

Pour les anglophones ou ceux qui veulent perfectionner leur anglais, deux courtes pièces très british.

Marie-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2e. A partir du 7 janvier. Du mardi au jeudi à 18 heures, les vendredi et samedi à 22 heures. Tél. : 45-08-17-80. De 48 F à 110 F.

Peer Gynt

d'après Henrik Ibsen,
mise en scène
de Markus Kupferblum,
avec Marie-Elisabeth Cornet, Odile Matthieu, Sophie Millon, Alain Belfond, Laurent Dubost et François Michel Van Der Rest.

Il y a des œuvres culte, dont on dit qu'elles sont immontables – à moins d'un génie particulier et de moyens considérables. Sinon, on raconte l'histoire d'une troupe pauvre qui s'attaque tout de même à la pièce. C'est le parti choisi ici.

Berry, 63, bd de Belleville, 11e. A partir du 7 janvier (et le 25 jan.). Tél. : 43-57-51-55. Durée : 2 heures. 50 F et 80 F.

Phèdre

de Jean Racine,
mise en scène
de Stéphane Auvray-Nauroy,
avec Yveline Ailhaud, Armande Altaï, Catherine Pietri, Marie-Hélène Lentini, Nathalie Feyt, Michel Fau, Stéphane Andrieu-Deille et Frédéric Constant.

Une nouvelle mise en scène qui proclame sa recherche de l'artifice. Avec une distribution pour le moins insolite.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, 18e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-26-47-47. 70 F et 100 F.



Michel Bouquet.

FRANÇOIS DARRAS

Loges d'acteurs

Dernier regard dans son miroir, premier contact avec cet autre qui va dans un instant le dévorer, amorce du duel entre lui et son image. Moment de vérité. Et d'angoisse. Une vraie angoisse existentielle. Ce n'est pas « miroir, mon beau miroir... » mais plutôt, « qui suis-je et qu'est-ce que je fais là ». C'est le creux dans l'estomac, le vide à l'intérieur d'un corps qui attend d'être habité. Paradoxe du comédien.

François Darras a pris son appareil photo et s'est promené dans des loges de théâtre. Ambiance dans laquelle il baigne depuis sa naissance, endroits qu'il connaît depuis toujours, par son père, Jean-Pierre Darras. Difficile, donc, de lui mentir. Il a traqué les visages, les regards, la façon dont chacun négocie sa peur. Daniel Auteuil, Jacqueline Maillan, Michel Bouquet, Jean-Paul Belmondo, Grâce de Capitani et quelques autres, pleine page, noir et blanc. Les commentaires deviennent inutiles.

Sans doute, François Darras leur a parlé – beaucoup l'ont connu tout petit, – mais il n'a pas fait d'interviews. Il leur a demandé d'écrire, de décrire leur état d'esprit en une phrase. C'est curieux, drôle parfois, rarement prétentieux – mais ça arrive, – ça arrive comme le complément de la photo, une signature en décalage, en harmonie le plus souvent. Brève intrusion dans l'intimité de nos monstres préférés.

C. G.

★ Editions Plein Cadre, 90 photos, préface d'Edwige Feuillère. 112 pages, 198 F.

Pontormo

de Denis Belanger
et Michel Ouimet,
mise en scène
de Bernard Anberree,
avec Michel Ouimet et Catherine Lagarde.

Pendant deux ans, Jacopo da Pontormo, peintre maniériste du quinzième siècle, écrit son journal : son état de santé, ses repas, son travail – il est attelé depuis huit ans à la décoration de l'église San Lorenzo, – tout est noté. Au-delà de la froideur, se discerne un mystère, une angoisse.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18e. A partir du 3 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. 60 F et 90 F.

Quincailleries

de Jacques Gamblin,
mise en scène
d'Yves Babin,
avec Jacques Gamblin et Maurice Dalle.

Voici venir la nouvelle génération des gens de théâtre, avec le sens de l'absurde et le goût de la poésie.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 20. De 50 F à 110 F.

Sur la côte et l'autre bord

de Jean B. Torrent,
d'après Arthur Rimbaud,
mise en scène
de Patrick Haggiag,
avec Jean-Guillaume Le Dantec, Joëlle Miquel, Danièle Van Bercheycke et Abdel Soufi.

L'année Rimbaud est terminée, vive Arthur.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6e. A partir du 3 janvier. Du mardi au samedi à 18 h 30, le dimanche à 18 heures et 21 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 h 10. 47 F et 67 F.

La Valse des toréadors

de Jean Anouilh,
mise en scène
de Régis Santon,
avec Marc Donge, Marie-France Santon, Jean Lescot, Anne-Marie Philipe, Eric Boucher, Jane Val, Jacques Serizier, Agathe Teyssier, Marie Sauvaneix, Béatrice Costantini et Raphaëlle Jans.

Silvia Monfort est morte avant de voir son rêve réalisé : enfin un vrai théâtre à sa disposition. Régis Santon qui en a pris la direction l'inaugure avec une pièce d'Anouilh, une histoire d'amour forcément aigre. Il serait bien étonnant que Régis Santon n'en remue pas tout le vitriol.

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, 15e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-33-66-70.

Paris

Après l'amour

de Daniel Soulier,
mise en scène
de Jean-Christian Grinevald,
avec Fred Personne et Antoinette Moya.

Il a toujours été communiste, il a toujours lu *l'Huma*, il y croit toujours. Elle non.

Théâtre de la Main-d'Or-Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11e. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. De 70 F à 100 F.

Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclan,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blancher, Maria Casarès, J.-Q. Châtelain, M. Chevit, M. Couturier, L.-A. Diquero, D. Gence, I. Gonzalez Jaïro, P. Joiris, G. Juarez, I. Karajan, M. Laborit, P. de Oliveira, S. Quentin, G. Ser et E. Suarez.

La folle équipée d'un grand d'Espagne et de sa famille. Ils ne sont peut-être pas recommandables, mais ils sont irrésistibles.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Les mardi, vendredi, samedi et dimanche à 20 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

Grand'Peur et misère du IIIe Reich

de Bertolt Brecht,
mise en scène
de Jean-François Prévand,
avec Sarah Sanders, Rémy Kirch, Gérard Maro et Jean-François Prévand.

Les démons éternels de l'être humain, à travers quelques épisodes de la vie allemande, et l'humour sarcastique de Brecht.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9e. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-00-11. De 120 F à 240 F.

Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary,
mise en scène
de l'auteur,
avec Diane Tell, Idriss Badarou, Françoise Borysse, Bruno Bompart, Michel Dusserat, Nanou Garcia, Hélène Halévy, Christian Hillion, Allen Hoïst, Franck Jaccad, Marc Irace, Maurice Lamy, Jean-Pierre Loustau et Ralph Zaiser.

La gosse de Montreuil qui rêve de Marilyn et croit rencontrer l'amour. Un rêve à la Savary avec des tonnes d'émotion et du rire en pagaille.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 50 F à 140 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil
et Claude Michel Schönberg,
d'après Victor Hugo,
mise en scène
de John Caird
et Trevor Nunn,
avec Robert Marien, Patrick Rocca, Louise Pitre, Stéphanie Martin, Jérôme Pradon, Marie Zamora, Julien Combey, Laurent Gendron et Marie-France Roussel.

Jean Valjean et Cosette, les époux Thénardier, Marius et Gavroche, le peuple de Paris, les barricades, et la musique.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 100 F à 350 F.

Peter Pan

Pour les enfants sages et leurs parents méritants.

Casino de Paris, 16, rue de Clichy, 9e. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et dimanche à 14 h 15, le mardi à 20 h 30, les mercredi et dimanche à 17 h 15, le samedi à 17 heures. Tél. : 49-95-99-99. De 80 F à 150 F.

Les Possédés

de Dostoïevski,
mise en scène
de Jean Gillibert,
avec Eric Auvray, Claudine Baschet, Daniel Besse, Josette Boulva, Alain Carel, Serge Callier et Karim Bouziane.

Adaptation scénique d'un roman foudroyant, visionnaire, éternel, par un homme de théâtre également psychiatre et de toute façon unique.

Collège néerlandais, 61, bd Jourdan-Cité universitaire, 14e. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-78-50-00. 80 F.

Les Vœux du président

de Jean-Louis Benoît,
mise en scène
de l'auteur,
avec Louis Mérino, Christine Pignet, Malika Labrume, Philippe Bombled, Frédéric Leconte et Jean-Marie Frin.

Une famille de braves râleurs à la parole malaisée écoute avec componction chaque 31 décembre, depuis 1981, les vœux du président Mitterrand, qui, lui, sait parler. Les extraits utilisés ici sont parfaitement authentiques.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-74-99-61. 80 F et 100 F.
Dernière représentation le 4 janvier.

DANSE

La Maison du Bûto blanc

La Voix de l'âme des héros

Une création de Masaki Iwana, tirée d'une très ancienne pièce de kabuki, *Sakura Himé*, que Mishima avait lui aussi adaptée. Masaki Iwana en est aussi l'interprète, en solo dans la première partie, « La voix de l'âme des héros », avec sept danseurs dans la seconde, « Princesse aux fleurs de cerisier ».

Théâtre des Amandiers de Paris, du 7 au 11 janvier, 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 90 F et 70 F.

Premier Festival de danse de Marseille

Soirée Jeunes chorégraphes

Entre *Charlot danse avec nous*, le dernier ballet de Roland Petit, et les Ballets de Monte-Carlo, le Festival consacre une soirée à quatre jeunes chorégraphes, qui sont aussi danseurs dans diverses compagnies : Jean-Pierre Aviotte, du Ballet national de Marseille (son *Birdy*, en février 1991, fut un succès), Mauro Bigonzetti, de l'Aterballetto, Yann Boudreaux et Nicolas Musin, des Ballets de Monte-Carlo.

Théâtre du Gymnase, le 6 janvier, 20 h 30. Tél. : 91-42-43-43.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard. « Danse » : Sylvie de Nussac



Le malaise allemand

LE 1er décembre, la remise des Félix, prix du cinéma européen – créés il y a quatre ans et décernés à Berlin – a eu lieu à la DEFA, pour affirmer l'espoir de faire revivre ces studios légendaires. Ils ont vu naître, entre autres, la Marlène de l'*Ange bleu* et *Metropolis* avant de devenir le centre du cinéma nazi, celui de la RDA, puis de respirer au ralenti l'air de la réunification. On y a tourné et on y tourne quelques films pour la télévision, dont celui de Jean-Luc Godard, *Allemagne 90 neuf zéro*. Pour les touristes, quelque cent cinquante employés – parmi les neuf cents encore en activité sur les deux mille cinq cents salariés qui, du temps de la RDA, travaillaient là régulièrement – composent une sorte de circuit Disneyland-live-cinéphilique sur les grandes heures des studios, mimant dans des amorces de décors des images mythiques.

A la cérémonie des Félix, plusieurs étaient là, figés sur de petites estrades autour du public, composant des tableaux vivants un peu comme des affiches de films célèbres, allemands ou non, tous d'avant 1933. Les discours se sont chargés d'un optimisme mêlé de nostalgie. Nostalgie d'une gloire berlinoise – et européenne. En ce temps-là, Hollywood cherchait sa voie, et s'apprêtait à accueillir les artistes qui salissaient la pureté aryenne. Dans le studio voisin, où se dressait le buffet, était aménagé un bar portant une enseigne de néon vert : «Exil».

Et puis le lendemain 2 décembre, changement de décor et d'ambiance. Décor austère, ambiance tendue. Dans la salle, des jeunes en parka et sur le podium des hommes en chemise ouverte sous leur pull ras-du-cou. A l'Académie Humboldt, du côté ex-communiste de Berlin, Heiner Müller avait rassemblé quelques intellectuels pour discuter des menaces qui pèsent sur l'Académie des arts dont il est directeur (*le Monde* du 4 juillet 1991) et dont les subventions doivent être supprimées au mois d'avril.

La soirée a commencé avec la projection du film de Jean-Luc Godard, mais le sort de la DEFA n'était pas à l'ordre du jour. Sur le podium, il y avait le Dr Fink, recteur de l'université d'Humboldt. Accusé d'avoir collaboré avec la Stasi, il avait été prié de démissionner. Puis son innocence a été reconnue et sa présence, ce soir-là, saluée d'une ovation, apparaissait comme une victoire.



Souvenir des temps de gloire à la DEFA.

JEAN-PIERRE PLISSON

Quand on est étranger, quand on arrive à Berlin, on est saisi par le climat de méfiance qui va jusqu'à la délation, par voie de presse le plus souvent. Quelques justiciers de l'Ouest voudraient voir hors circuit les intellectuels de la RDA – comme Heiner Müller ou Christa Wolf par exemple – accusés de complaisance envers un régime qui leur accordait des privilèges. Dont celui de pouvoir voyager, de publier leurs œuvres à l'Ouest où ils étaient encensés, ce qui leur a permis d'établir un rapport de force avec le système en place, et de rester, alors que d'autres ont dû s'exiler.

Wolf Biermann, poète contestataire, «faiseur de chansons», comme il se qualifie lui-même, expulsé en 1976 de la RDA où il avait choisi de vivre en 1953, a lancé avec la même hargne pamphlétaire que dans ses chansons – Günther Grass l'a publiquement traité de «grand inquisiteur» – une polémique qui secoue les milieux intellectuels. Il accuse les membres de l'Académie Humboldt de lâcheté et de compromissions, mais surtout dénonce le poète berlinois Sacha Anderson, comme collaborateur de la Stasi (*le Monde* du 25 décembre 1991).

Qui dit vrai, et comment juger? Après une dictature, les conflits entre les exilés et les autres sont habituels. La chasse aux sorcières qui suit les bouleversements politiques paraît malheureusement inévitable – la France a connu l'épuration. Et la situation allemande est plus complexe encore, face à une unification parfois qualifiée d'annexion.

COLETTE GODARD

Wolf Biermann, multiples vérités

EN octobre dernier, Wolf Biermann reçoit le prix Georg Büchner, puis le prix Mörike, et pendant son discours de remerciements, dénonce Sacha Anderson, figure importante de Prenzlauer Berg – la scène alternative de Berlin-Est – cofondateur de la maison d'édition Galrev, et qui vit à Berlin-Ouest depuis 1986, comme collaborateur de la Stasi. Biermann ne porte pas dans son cœur ces artistes qui se réclament du structuralisme, du dadaïsme, et se veulent apolitiques – *«Ils se contentent*, dit-il, *de fuir les réalités, y compris celle de la Stasi, qui leur collent à la peau.»* De passage à Paris où il a donné trois concerts entre le 7 et le 10 décembre, il a réaffirmé ses positions.

Wolf Biermann estime que les Allemands ne se souviennent pas assez de leur histoire, et que les anciens de la Stasi ont su tirer leur épingle du jeu, autant que les nazis en 1945 : *«Il y a des gens influents, à l'Est et à l'Ouest, qui voudraient enterrer les dossiers comme un réacteur de Tchernobyl, mais le poison sort par toutes les fissures.»* Quant à l'Académie des arts, il y voit *«une assemblée d'imbéciles corrompus* (...). *Les intellectuels de la RDA entretenaient une liaison dangereuse avec le pouvoir* (...). *Leur plus grande bêtise serait d'ailleurs de ne pas dire la vérité alors qu'ils ne sont plus forcés de mentir»*.

Rainer Schedlinski, poète, ami de Sacha Anderson, manager de la maison d'édition Galrev (*Verlag*, c'est-à-dire «édition», lu à l'envers) reconnaît : *«Nous avons tous été contactés, parfois interrogés, c'était courant, ce n'est pas pour autant que nous sommes devenus les instruments de la Stasi.»* L'appareil d'État était donc omniprésent dans ces milieux marginalisés, parmi ces artistes qui avaient refusé d'appartenir aux organismes officiels – comme l'Association des écrivains – créés pour les contrôler et les encadrer. Et s'ils avaient recours à une littérature hermétique, codifiée, c'était peut-être aussi pour se protéger de cette emprise. Difficile de trouver un fil d'Ariane, dans ces structures expérimentales, imaginées pour se protéger, dissimuler et non communiquer.

Ariadnefabrik, c'est d'ailleurs le titre de la revue clandestine fondée par Rainer Schedlinski en 1986, ouverte aux formes littéraires en rupture avec le réalisme, et qui utilisent calembours, allusions, orthographes singulières. Les écrivains se réunissaient à Prenzlauer Berg, dans des appartements d'arrière-cour. Ainsi s'est formé un esprit de corps qui se manifeste lorsqu'un agresseur extérieur – et Biermann est considéré comme tel – s'attaque à l'un des leurs. Ils ont cru occuper un espace de liberté, ont voulu s'aménager une identité hors des normes officielles. Au moment où cette identité est menacée de disparition par la disparition des structures qui l'ont fait naître, solidaires, ils se rebiffent contre l'agresseur venu de l'Ouest. Sacha Anderson est demeuré fort apprécié de ses amis. Il a su leur organiser des voyages, les faire connaître et publier en République fédérale. Il est à l'origine de la SARL comprenant les éditions Galrev, une imprimerie et un café, le Kiryl (*Lyrik*, c'est-à-dire poésie, lu à l'envers), structure autogestionnaire qui fait paraître une douzaine de livres chaque année, plus deux ou trois traductions. L'équipement en matériel moderne serait dû en grande partie à la débrouillardise de Sacha Anderson. *«Pourquoi nous aurait-il aidés, si par ailleurs il cherchait à nous trahir»*, interroge Rainer Schedlinski.



STIEBING/ZENIT

Mais les documents publiés par *Der Spiegel* paraissent accablants. De plus en plus nombreux sont ceux qui prennent leurs distances. Parmi eux Stefan Richter, journaliste, familier de Prenzlauer Berg, où il habite. Il n'en accuse pas moins Biermann de terrorisme intellectuel, soutient qu'il le fait penser à Billy Graham, *«la mitraillette de Dieu»*, l'accuse de vouloir imposer ses vues simplistes sur une situation complexe. Mais au moins *«il a eu le mérite d'avoir déclenché un processus de communication, ici, parmi les artistes de Prenzlauer Berg»*. Quant à Sacha Anderson, il se tait.

BRIGITTE PATZOLD

Volker Braun, contre les préjugés



JEAN-PIERRE PLISSON

Volker Braun, romancier, philosophe et auteur dramatique (1), *membre de l'Académie des Arts, se détache des polémiques, que ce soit à propos des «collaborateurs» de la Stasi, ou de la RDA, de ses artistes, de la réunification. Mais il y réfléchit.*

«ON aurait pu imaginer l'union des deux académies. Imaginer une occasion offerte aux artistes de montrer qu'il est possible, ensemble, de trouver une solution. Mais comme dans les autres domaines, une seule partie avance son droit absolu. L'autre doit se soumettre, disparaître. C'est humiliant pour les artistes de l'Est. S'il n'y a pas égalité des droits, on peut effectivement parler d'annexion. Ce sont d'ailleurs les écrivains de l'Ouest qui emploient ce terme. Ils se pensent comme «les vainqueurs» et parfois le disent. Naturellement, nous le pensons également. Prenons l'exemple de la télévision : il ne reste plus qu'une seule chaîne de l'Est, et bientôt ce sera fini. Il n'y aura plus que des chaînes régionales, où, sur dix directeurs, neuf viennent de l'Ouest. Faute d'argent, un vaste champ de culture est en train de se dissoudre. Plutôt que de stigmatiser ce phénomène, mieux vaut essayer d'en comprendre le fonctionnement.

» Ainsi, après la chute du mur, nos journalistes se sentaient absolument libres, traitaient avec enthousiasme des problèmes sociaux. De plus, nous recevions normalement les programmes de l'Ouest. Nous étions très bien informés. A présent, nous ne le sommes plus sur les événements les plus durs, sur les problèmes des travailleurs, sur les actions de la Treuhand (2)... S'il ne nous reste plus aucune chaîne de l'Est, toute une gamme d'éléments vont nous manquer, d'autant que les journaux disparaissent. Ainsi, notre revue *Neue Berliner Illustrate* a été achetée par un groupe de l'Ouest, qui l'a rebaptisée *Das Extramagazin* et, après neuf mois, en a interrompu la publication pour cause de non-rentabilité. La publicité étant répartie dans les journaux du groupe depuis la centrale de Hambourg, les annonces qui arrivent ici demeurent insuffisantes. La stratégie du groupe Springer et des autres, qui ont du mal à s'implanter à l'Est, consiste à acheter quotidiens et magazines, puis à les abandonner. Il faut dire aussi qu'ils imposent leurs rédacteurs en chef venus de l'Ouest avec leurs méthodes, et qui décident quoi faire et avec qui.

» Pourquoi dans les pages culturelles de *Die Welt* ou de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ceux qui savent s'adapter sont bien traités, alors que des gens comme Christa Wolf voient leur travail remis en question, bafoué? Pour moi, il s'agit là du désir plus ou moins conscient de nier la réalité d'une culture. Alors oui, si on voit tout en noir, on peut parler d'une «chasse aux sorcières». Les préjugés – anticommunisme d'un côté, anticapitalisme de l'autre – ne sont pas morts. Chaque partie de l'Allemagne met en question l'histoire d'en face. Les uns et les autres s'accusent mutuellement d'avoir accepté des nazis, d'avoir collaboré avec la Stasi... C'est la tendance actuelle, mais, de toute façon, on ne fera accroire à personne que l'après-guerre en RFA est un exemple de démocratie et que notre société a été édifiée par un régime de malfaiteurs, de criminels.

» Peut-on enrayer le processus? Les gens de ce pays sont harassés par toutes sortes de formalités. Nous devons refaire tous les papiers d'identité, y compris les permis de conduire, les cartes d'assurance pour la voiture, nous adresser à de nouvelles caisses de maladie, nous adapter à une autre bureaucratie, établir et envoyer des centaines de *curriculum vitae* pour essayer de retrouver du travail... Qui a le temps de se préoccuper de ce que vont devenir les biens communaux, de réfléchir à ce qui est en train de se passer avec les associations de quartier surchargées par la chasse aux agents de la Stasi? Il y a tant d'exemples...

» Le capitalisme est maître des événements, nous le vivons en direct, c'est lui qui mène la danse – c'est formidable de savoir que nos enfants pourront voyager librement. Nous avions rêvé des libertés bourgeoises. Nous pourrions aussi dépasser le marasme actuel, penser à ce que pourrait être l'unité de l'Allemagne. La proximité des deux types de société a permis à la RFA de s'éloigner du modèle américain. Nous pourrions rêver de mettre nos expériences en commun et d'aller plus loin. Je cite le *Zeit* : *«Le capitalisme sans une contre-utopie socialiste est impensable.»* Bien que l'univers intellectuel se réduise, le moment est fantastique, et pourrait devenir productif.

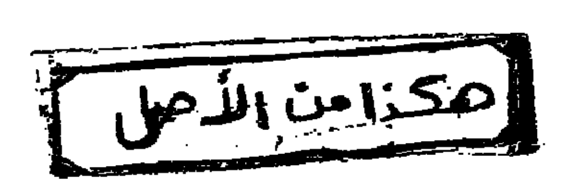
» *Je voudrais dire aussi que la disparition du socialisme* me touche moins que le destin de la gauche en France, ou en Italie, deux pays qui, dans les années 70, ont fait naître l'espoir. Je pensais que nos équipes de mal-appris semi-colonialistes apparaîtraient un jour comme une bande de personnages archaïques, lorsque chez vous, une autre réalité aurait vu le jour. Notre façon de construire le socialisme a été brutale, trop proche d'un modèle soviétique qui ne nous convenait pas, entachée d'erreurs, à cause de l'immensité de la société industrielle. Mal adaptée, mal acceptée, elle a abouti à un système pratiquement monarchiste qui entravait plus qu'il ne libérait. Certes, le vieux problème de la lutte des classes n'est pas enterré, mais il s'agit aujourd'hui, dans un autre système de production, de la survie d'une communauté.»

C. G.

(Traduction Nicole Rothel)

(1) *La Vie sans contrainte de Kaste*, *Contre le monde symétrique*, aux Éditions EFR. *Les Rêves du manœuvre Paul Bauche*, créée en français au Théâtre de Gennevilliers. *La Société de transition*, paraphrase des *Trois Sœurs*, présenté en 1990 aux Rencontres théâtrales de Berlin, par Thomas Langhoff, avec le Deutsches Theater.

(2) Organisme chargé de la privatisation des entreprises d'Etat en Allemagne de l'Est.



SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Dans son message de paix du 1er janvier

Le pape critique le développement des fanatismes religieux

Le pape a rendu public son traditionnel message de paix du 1er janvier. La première Journée mondiale de la paix, voulue par l'Eglise catholique, remonte à vingt-cinq ans. L'initiative venait de Paul VI, et Jean-Paul II rend hommage à l'*« intuition pédagogique »* de son prédécesseur. Il appelle tous les croyants à *« rechercher, avec humilité et persévérance, les réponses adéquates aux attentes de sécurité et de liberté, de solidarité et de partage, qui rapprochent les hommes en ce monde devenu plus petit »*.

Pour faire progresser la paix, le pape mise sur le dialogue avec les autres confessions chrétiennes et avec les religions non chrétiennes : *« Les contacts interreligieux*, écrit-il, *semblent désormais une voie obligée pour que les nombreux et douloureux déchirements survenus au cours des siècles ne se reproduisent plus et que les blessures qui demeurent soient bientôt guéries. »*

A ce propos, et sans citer un seul pays, Jean-Paul II juge sévèrement le développement des intégrismes : *« Si les religions ou des groupes de leurs disciples se laissent aller à une sorte de fondamentalisme et de fanatisme dans l'interprétation et la pratique de leur foi respective, en justifiant par des motifs religieux les luttes et les conflits avec autrui, c'est aberrant »*, dit-il.

Mais si les religions jouent un rôle capital dans la guerre ou la paix, la responsabilité des hommes politiques n'en est pas moins décisive. Jean-Paul II se réjouit de *« l'affermissement progressif des nouvelles démocraties »* et des progrès réalisés dans le monde en matière de désarmement, mais il insiste pour que les ressources économiques et financières *« jusqu'alors employées à la production et au commerce de tant d'instruments de mort puissent être utilisées, désormais, en faveur de l'homme, et non plus contre l'homme. »*

IMMIGRATION

Dans le Limousin

Une « intégrée » indésirable

LIMOGES

de notre correspondant

Dominga Garcia Torrès, une Mexicaine de vingt-deux ans, vient d'être mise en demeure par arrêté préfectoral de quitter le territoire français d'ici le 19 janvier où elle est en situation irrégulière. Or, elle est *« parfaitement intégrée »*, de l'avis unanime de la population du bourg de Saint-Martin-de-Jussac (Haute-Vienne), où elle réside depuis deux ans. Le conseil municipal s'est réuni pour demander l'interruption immédiate de la procédure d'expulsion.

A l'origine de cette affaire, une complexe situation familiale. Dominga est la benjamine d'une famille de paysans mexicains de treize enfants. Une de ses sœurs aînées a épousé là-bas un Français, M. Gabriel Wachmann, parti en 1973 à Mexico pour créer un atelier de confection. Dès le mariage, le couple avait pris en charge Dominga, alors âgée de quatre ans. Ruiné par le tremblement de terre de 1988 et frappé de graves troubles cardiaques, Gabriel Wachmann revient en France et s'installa en Limousin, près de sa sœur retraitée, avec son épouse, ses enfants et avec Dominga, qu'il a toujours *« considérée comme sa propre fille »*.

Mais la loi française a d'autres exigences et Dominga se retrouva immigrée clandestine. Selon M. Ratier, maire (PCF) de Saint-Martin-de-Lussac, *« la jeune fille est maintenant prisonnière d'un cercle vicieux ; elle s'entend dire qu'elle ne peut pas avoir de carte de séjour parce qu'elle n'a pas de travail ; mais plusieurs commerçants des environs lui ont proposé un emploi, et chaque fois, la direction départementale du travail leur a interdit d'employer un étranger non titulaire d'une carte de séjour »*. C'est la vieille dialectique de l'œuf et la poule. *« Toute la famille est rassemblée là,* conclut M. Ravier, *et il serait aberrant qu'elle soit disloquée pour une stupide obstination des textes. »*

Le conseil municipal de Saint-Martin-de-Jussac a demandé rendez-vous à la préfecture de région et pris contact avec diverses associations. Il se dit prêt à *« susciter la mobilisation »* pour garder Dominga.

GEORGES CHATAIN

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrte-Le Cap

A l'ombre d'« Epervier »

Les concurrents du Paris-Syrte-Le Cap ont passé le réveillon du Jour de l'an à N'Guigmi (Niger), où le Français Thierry Magnaldi (Yamaha) à moto et les Allemands Erwin Weber et Manfred Hiemer (Mitsubishi Pajero) en auto, ont remporté la sixième étape. La septième, prévue le 1er janvier entre N'Guigmi et N'Djamena, a été neutralisée à la suite de la prise par des rebelles de la ville tchadienne de Liwa. Les véhicules du rallye devaient rejoindre la capitale tchadienne en convoi, sous la protection de l'armée tchadienne et des avions du dispositif français « Epervier », dont les composantes ont été placées en « alerte opérationnelle ».

N'DJAMENA (TCHAD)

de notre envoyé spécial

Des jeeps et des camionnettes sillonnant les rues remplies de militaires en armes, des factionnaires tout aussi armés devant les ambassades, les bâtiments officiels et même les hôtels. En cette veille du Jour de l'an, N'Djamena n'est pas parvenue à oublier la guerre civile qui déchire le pays depuis plus de vingt ans. Sur les pistes de l'aéroport, l'arrivée des premiers avions accompagnateurs du Paris-Syrte-Le Cap alterne avec l'envol ou l'atterrissage de Mirage du dispositif francais « Epervier », dont les quelque mille membres ont été placés en *« alerte opérationnelle »*.

Les critiques et les craintes suscitées par l'annonce du passage du Paris-Syrte-Le Cap au Tchad se sont avérées justifiées. Dès le 24 décembre, de violents accrochages avaient opposé les forces tchadiennes à des bandes armées, probablement des partisans de l'ancien président Hissène Habré, à Liwa, au nord du lac Tchad, sur le parcours que devait emprunter le rallye. Ces accrochages auraient fait des blessés et peut-être même des morts dans l'armée régulière, mais aucun bilan n'avait été publié.

Il y a deux mois, le gouvernement nigérien avait signalé la présence aux environs de N'Gguigmi de quelque trois mille exilés tchadiens avec leurs familles. Les autorités nigériennes avaient alors demandé qu'ils soient pris en charge par le Haut Commissariat aux réfugiés. Mais si certains ont accepté de se rendre au Cameroun ou au Nigéria, il semblerait que quelques centaines de ces combattants soient revenus dans leur pays au nord du lac Tchad.

Cette situation incertaine et mal contrôlée avait incité Gilbert Sabine à annoncer, mardi 31 décembre à Dirkou, que l'étape du 1er janvier, entre N'Guigmi et N'Djamena serait neutralisée. Les 483 kilomètres devaient être effectués en convoi. C'est pendant que M. Roger Kalmanovitz, responsable de la sécurité de l'épreuve, discutait en fin de matinée à N'Djamena des modalités de ce convoi avec MM. Yves Aubin de la Messuzière, ambassadeur de France, Torri, consul de France, et le colonel Mariani, intérim de l'attaché militaire, que la présidence de la République du Tchad a prévenu l'ambassadeur de la prise de Liwa par les rebelles en demandant à ce dernier de prévoir un autre itinéraire pour le passage du rallye.

La protection des ressortissants français

Des dispositions exceptionnelles ont aussitôt été prises. Quatre cents militaires tchadiens attendront le convoi à Daboua à la frontière avec le Niger. Afin d'éviter les rives du lac Tchad, où la présence des rebelles est la plus importante, le convoi devrait contourner Liwa par le nord, puis l'est en passant par Rig-Rig, Nokou, Massakori, Massaguet, avant d'arriver à N'Djamena. Les hélicoptères de la télévision et de la direction de course ne devront pas voler au-dessous de 200 pieds. Le convoi devrait être régulièrement survolé par les avions de la force « Epervier » afin de renforcer les mesures de sécurité. L'organisation d'un deuxième convoi pourrait être rendue nécessaire pour tous les attardés de la tempête de sable qui rejoindraient tardivement N'Guigmi sans connaître l'évolution de la situation au Tchad.

Pour le moment, l' *« alerte opérationnelle »* de la force « Epervier » est seulement justifiée par la protection des ressortissants français qui traversent le Tchad et non par les récents événements dans le nord-est du pays. *« Ce sont des survols dissuasifs,* indique l'ambassadeur de France. *Nous n'avons pas d'accord de défense ni même de coopération militaire avec le Tchad (1). Nous n'avons fait que répondre à la demande de l'ancien président Hissène Habré de protection de l'espace aérien tchadien lorsqu'il était menacé par les Libyens, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies. »*

GÉRARD ALBOUY

(1) Contrairement à ce qu'affirme l'ambassadeur français à N'Djamena, la France a conclu avec le Tchad un accord de coopération militaire technique et une convention fixant les règles et conditions du concours au soutien logistique des forces armées (en date du 6 mars 1976), une annexe relative au fonctionnement de l'hôpital militaire de N'Djamena (en date du 16 juin 1976), une convention spéciale (restée secrète) relative au maintien de l'ordre (en date du 6 mars 1961) et une convention relative à l'emploi des équipages français sur des hélicoptères tchadiens (en date du 30 avril 1978). Il n'existe pas, en revanche, d'accord formel de défense. – *(NDLR).*

CLASSEMENT

Sixième étape : Dirkou-N'Guigmi
(601 km chronométrés)

Autos. – 1. Weber-Hiemer (All., Mitsubishi Pajero), 1 h 58 min 47 s au-delà du temps imparti ; 2. Servia-Puig (Esp., Lada Samara), à 1 min 29 s ; 3. Auriol-Monnet (Fra., Mitsubishi Pajero), à 3 min 39 s ; 4. Waldegard-Gallagar (Suè.-G.-B., Citroën ZX), à 6 min 23 s.

Motos. – 1. Magnaldi (Fra., Yamaha), 6 h 32 min 16 s ; 2. Picard (Fra., Yamaha), à 42 s ; 3. Peterhansel (Fra., Yamaha), à 3 min 56 s ; 4. Wagner (Fra., Suzuki), à 6 min 59 s.

Classements généraux

Autos. – 1. Auriol-Monnet, 11 h 45 min 38 s ; 2. Weber-Hiemer, à 34 min 52 s ; 3. Shinozuka-Magne, à 37 min 50 s ; 4. Servia-Puig, à 1 h 17 min 24 s.

Motos. – 1. Peterhansel, 31 h 12 min 39 s ; 2. LaPorte, à 5 min 55 s, 3. Arcarons (Esp., Cagiva), à 23 min 36 s.

JUSTICE

L'enquête sur le meurtre de Chapour Bakhtiar

La demande d'extradition de Zeyal Sarhadi a été envoyée à la Suisse

La demande officielle d'extradition vers la France de l'Iranien Zeyal Sarhadi, arrêté le 23 décembre à Berne dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Chapour Bakhtiar (*le Monde* du 26 décembre), a été transmise, mardi 31 décembre, au département fédéral suisse.

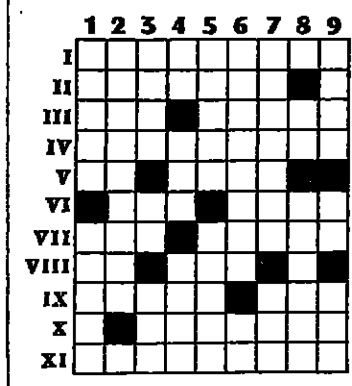
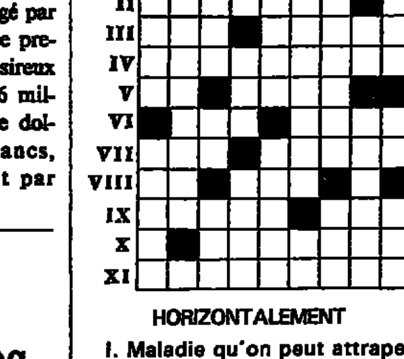
A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, a précisé que les autorités françaises avaient jusqu'au 10 janvier pour transmettre leur demande d'extradition de Sarhadi, soupconné d'avoir participé à l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, le 6 août dernier à Suresnes (Hauts-de-Seine). *« Il n'y a eu ni atermoiement, ni délai »*, a-t-il souligné.

□ **Une équipe de FR 3 agressée lors de l'arrivée de la flamme olympique à Lille.** – Lors de la retransmission en direct de l'arrivée de la flamme olympique à Lille, une équipe de FR 3 Nord Pas-de-Calais a été molestée, mardi 31 décembre, par les organisateurs de la manifestation parce que l'un de ses projecteurs semblait gêner la tenue du spectacle. L'un des membres de l'équipe de FR 3, Gérard Delescluse, sérieusement blessé à la tête, a été admis à l'hôpital de Lille. Une grande partie du matériel de retransmission a été saccagé.

□ **Rectificatif.** – Dans l'article consacré au « marché » des sportifs de l'Est (*le Monde* du 31 décembre), le « tarif minimum » exigé par l'Ukraine pour tout joueur de première division de football désireux de s'expatrier est d'environ 6 millions de francs (1 million de dollars) et non de 60 000 francs, comme nous l'avons écrit par erreur.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5685

HORIZONTALEMENT

I. Maladie qu'on peut attraper avec une veuve. – II. Comme un pigeon oriental. – III. Un parasite qu'on accueille volontiers pour les fêtes. Prophète de l'espérance messianique. – IV. Utile pour le *chef*. – V. Préposition. Fis disparaître. – VI. Un constituant des chromosomes. Son eau n'est pas appréciée en littérature. – VII. Se lance dans les retranchements. Qui ont bon pied. – VIII. Vieille ville. Ce qu'il y a de moins dur dans le boulot. – IX. Où il y a de l'espace. Canton. – X. Pas sensés. – XI. D'où l'on a chassé les moutons.

VERTICALEMENT

1. Un instrument à « moudre » quand il est mécanique. Est vraiment coton. – 2. Qu'on peut classer avec les fauves. – 3. Celle des temps nous ramène loin. Protège une phalange. Ancienne capitale. – 4. Pronom. Fut chargé de missions. Pas épais. – 5. Quand il est grand, c'est détachable. Quand on les prend, on ne se gêne pas. – 6. Evoque une façon d'agir vraiment pas délicate. Lettres pour réparer un oubli. – 7. Discours tenu devant une bière. Un Indien. – 8. Pronom. Ne se garde que quand on l'ouvre. – 9. Un homme à la mer. Préposition. Finalement maîtrisé.

Solution du problème n° 5684

Horizontalement

I. Pompiers. – II. Epéiste. – III. Ramée. Der. – IV. Clé. Raide. – V. Hé ! Cartes. – VI. Content. – VII. Star. Est. – VIII. Tester. Et. – IX. Entêtés. – X. Toge. Pic. – XI. Gare. Gant.

Verticalement

1. Perchiste. – 2. Opale. Tenta. – 3. Même. Castor. – 4. Pie. Cortège. – 5. Iseran. Eté. – 6. Et. Artère. – 7. Redites. S.P.A. – 8. Edenté. In. – 9. Brest. Tact.

GUY BROUTY

EN BREF

□ **Déboutés du droit d'asile : protestations après les incidents de Marseille.** – Le MRAP élève *« une énergique protestation contre le recours à la violence »* dont ont été victimes à Marseille, dans la nuit du 30 au 31 décembre, plusieurs réfugiés kurdes *« aspergés d'eau et matraqués à l'intérieur de l'église des Réformés »* alors qu'ils observaient une grève de la faim pour faire reconnaître leur droit d'asile. Une délégation du MRAP a été reçue le 31 décembre par le préfet de région. Pour sa part, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) a protesté contre *« les méthodes expéditives et violentes »* de la police et des pompiers de Marseille et appelle les déboutés du droit d'asile à se joindre *« au grand rassemblement de tous ceux qui subissent les inégalités, les injustices et les exclusions »* organisé à Paris le 25 janvier.

□ **Rejet de la demande de mise en liberté du docteur Rossignol.** – La chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse a rejeté, mardi 31 décembre, la demande de mise en liberté du docteur Georges Rossignol, l'un des deux urologues toulousains inculpés de *« faux et usage de faux, escroquerie et coups et blessures volontaires avec préméditation ayant entraîné une mutilation »*, et écroué depuis le 20 décembre. Son confrère, le docteur Pierre Léandri, avait été laissé en liberté.

Les conclusions d'un groupe d'experts

L'OCDE souligne que le travail des femmes est « une ressource sous-exploitée »

Les femmes jouent un rôle essentiel dans les mutations et la croissance de l'économie. Aussi est-il indispensable que les responsables prennent les mesures nécessaires pour mieux les accueillir sur le marché du travail. Telle est la conclusion d'un groupe d'experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), chargé d'étudier *« l'intégration des femmes dans l'économie dans la perspective des années 90 »*, qui vient de publier son rapport (1).

« La mise en place d'une société active oblige à reconsidérer le rôle des femmes dans l'économie (...). Les rapporteurs s'opposent à la conception traditionnelle selon laquelle l'égalité et l'efficacité économique sont des résultats qui s'excluent l'un l'autre et entre lesquels il faut choisir. Les femmes constituent une ressource essentielle pour l'économie ; cette ressource reste sous-exploitée, en termes à la fois qualitatif et quantitatif », affirment les experts de l'OCDE.

Jusqu'à présent, le discours en faveur du travail des femmes reposait sur des arguments égalitaristes. Les experts de l'organisation soulignent les limites de cette politique et préconisent une approche plus globale, visant à réduire les contradictions et les tensions qui s'accumulent dans la chaîne famille-collectivité-emploi et ralentissent le plein accès des femmes à l'emploi. A leurs yeux, il est urgent de parvenir à concilier la vie familiale et la vie professionnelle et de permettre aux hommes et aux femmes de partager les mêmes fonctions, de casser la ségrégation professionnelle, d'assurer la flexibilité de l'emploi et de permettre aux femmes de participer aux décisions.

La mixité des emplois

« De plus en plus d'hommes et de femmes répugnent à sacrifier leur vie de famille et la qualité de leur vie à un emploi qui prend une place démesurée », écrivent encore les experts de l'OCDE. Plutôt que d'interpréter cette évolution comme un signe de désaffection pour le travail, leur rapport invite le patronat à la considérer comme un signe d'ouverture et recommande une réévaluation des temps d'activité professionnelle. Plus généralement, les périodes consacrées à la famille, aux voyages, aux études, à la vie civique ou associative devraient être interprétées comme des moments d'enrichissement pour l'entreprise, non comme des pertes de temps.

Cette approche doit être cependant accompagnée d'une politique sociale appropriée, menée principalement par l'Etat, mais aussi par l'entreprise : création de crèches ou de garderies sur les lieux de travail, programme de vacances scolaires, services de soins à domicile... Et, d'un dépoussiérage de certaines mesures sociales ou fiscales qui découragent le partage des responsabilités dans le couple, comme la prise en compte du reveau du ménage pour le calcul des prestations de Sécurité sociale ou des déductions fiscales accordées pour conjoint à charge par exemple.

Le cloisonnement étroit des métiers, la ségrégation des filières empêchent l'utilisation maximum des ressources, freine la mobilité, décourage les femmes qui n'ont ni perspective de carrières, ni possibilité de conversion et sont enfermées dans des professions subalternes et mal payées. Pour favoriser la mixité de l'emploi, il faudrait réévaluer les métiers dits féminins et repenser les enseignements techniques et scientifiques, dont les méthodes et les programmes semblent avoir été conçus pour les seuls garçons.

Une autre façon de rendre l'entreprise plus attractive pour les femmes serait d'y introduire de nouvelles modalités d'organisation de travail. Les femmes travaillent mieux dans des entreprises modernes, organisées de façon flexible, que dans un environnement traditionnel marqué par la concurrence et les rapports hiérarchiques.

Les experts de l'OCDE disent combien les femmes sont indispensables à la croissance économique, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Mais ils esquissent aussi les contours d'une entreprise paternaliste, pour qui l'employé serait un « tout » (travailleur-parent) dont elle essaierait de tirer le meilleur en lui apportant les soutiens sociaux nécessaires.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Rapport disponible à l'OCDE, 19, rue de Franqueville. 75016 Paris.

PARIS EN VISITES

JEUDI 2 JANVIER

« L'Opéra Bastille, salles et coulisses, avec un aperçu du faubourg Saint-Antoine », 9 h 40, devant le café les Grandes Marches (C. Merle).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Exposition : Mozart à Paris », 11 heures, entrée du musée Carnavalet (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M.-C . Lasnier).

« Exposition Munch au musée d'Orsay », 11 h 15, 1, rue de Bellechasse, sous la verrière (M. Hager).

« L'impressionnisme au musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse (Arts et caetera).

« Le Louvre, de Philippe Auguste à la pyramide de Peï », 14 heures, 2, place du Palais-Royal (Mme Cazes).

« Le palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Au musée de Cluny, la vie seigneuriale au Moyen Age » (limité à trente personnes), 14 h 30, 6, place Paul- Painlevé (Visite pour les jeunes-Monuments historiques).

« Exposition Paris-Haussmann au pavillon de l'Arsenal » (limité à vingt-cinq personnes), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland, côté boulevard Henri-IV.

« L'hôtel Mercy d'Argenteau et le boulevard Montmartre » (limité à trente personnes), 15 heures, 16, boulevard Montmartre (Monuments historiques).

« Mystères des Templiers et rois maudits, leurs influences dans le quartier », 14 h 30, métro Temple (Art et histoire).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Visite exceptionnelle de l'hôtel de Rohan », 15 heures, 87, rue Vieille-du- Temple (P.-Y. Jaslet).

« Charme et chic des héroïnes de Boldini au musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Boilly (M. Hager).

« Exposition Les amours des dieux, de Watteau à David », 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

ÉCONOMIE

Champagne...

Née et noyée dans le champagne... La Cinq était née comme une « télévision-champagne » que Silvio Berlusconi opposait en 1986 aux détracteurs de la télé-Coca-Cola ou de la télé-spaghetti. Elle a pétillé dans le paysage audiovisuel, avec une équipe jeune qui secouait les habitudes, quitte à ce que ses programmes fassent parfois déborder la coupe en matière de violence, de sexe ou de chasse au scoop. Elle meurt dans le seul vacarme des bouchons qui sautent pour célébrer l'année nouvelle.

L'échec est d'abord celui de Hachette : jamais remis de sa défaite face à Bouygues, en 1987, pour la conquête de TF 1, le groupe n'a eu de cesse de mettre la main sur une télévision pour assouvir ses ambitions multimédiatiques. Il était prêt pour cela à sauver Robert Hersant de la banqueroute, à braver les ministres qui proclamaient que la France avait *« une chaîne de trop »*, à ne pas écouter les économistes ou le CSA qui mettaient en garde contre les dangers de l'aventure.

A cause peut-être de ces prédictions pessimistes, mais, hélas, vérifiées, l'échec est aussi celui du CSA. Pourquoi l'autorité de régulation a-t-elle autorisé Hachette à prendre les rênes de la chaîne, sans appel à candidatures, tout en soulignant que les prévisions de sa direction étaient irréalistes ? Un an après, voici le CSA ramené à la case départ, 1 milliard de francs et beaucoup de crédibilité s'étant envolés entre temps.

« Nos interlocuteurs politiques n'ont à aucun moment compris les problèmes de l'audiovisuel (...) ; ils portent une lourde responsabilité » : ce constat d'Yves Sabouret n'exonère pas sa propre responsabilité, mais souligne que cet échec est aussi celui de politiques audiovisuelles successives et incohérentes, et qu'il touche l'ensemble du secteur.

La privatisation de TF 1, la baisse de la redevance, la valse des dirigeants de chaînes publiques, les contrôles parfois tatillons sur des cahiers des charges byzantins, ont abouti à une concurrence fondée sur le seul Audimat, et à cette *« télévision française sinistrée »* dont parle Yves Sabouret, une télévision qui a supprimé cette année plus de 1 500 emplois sur 8 000.

Curieusement, le débat qu'appellerait cette crise ne s'est pas ouvert avec le vote récent de la loi sur les quotas. Comme si un curieux consensus incitait chacun au mutisme : la droite n'attend que d'être au pouvoir pour concocter une nouvelle loi (les précédentes sont de 1982, 1986, 1990...) et la gauche s'abrite derrière l'indépendance du CSA pour ne pas rouvrir un dossier qu'elle sait piégé. Champagne pour La Cinq : c'est en tout cas celui que peut sabler TF 1, grand bénéficiaire de cet échec.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Lire également page 15 la chronique de Pierre Georges

Après le dépôt de bilan de la chaîne de télévision

Les salariés de La Cinq continuent à « faire vivre l'antenne »

Le tribunal de commerce de Paris devrait nommer, vendredi 3 janvier, un administrateur judiciaire pour La Cinq, en état de cessation de paiement. Les salariés de la chaîne de télévision sont encore sous le choc de l'annonce du dépôt de bilan.

« La mutuelle a été payée, les salaires, congés payés et indemnités sont garantis, de même que la couverture du Paris-Le Cap. » Le social et le sport, c'est ainsi, La Cinq a souvent mélangé les genres, et l'allocution funèbre de son président Yves Sabouret reconnaissant, mardi 31 décembre, une *« défaite »* devant les salariés n'échappe pas à la règle.

Dans le hall luxueux de l'immeuble où leur direction s'est installée il y a tout juste deux mois, stars et soutiers de la chaîne, en costume ou en pull-over, sont amers et calmes. Ils écoutent les explications du PDG, sur l'intransigeance du CSA qui ne laissait d'autre issue que le dépôt de bilan, sur la procédure qui va être suivie, sur la prochaine nomination d'un administrateur judiciaire. Ils grincent un peu à l'évocation de la *« responsabilité sociale »* que s'attribue Yves Sabouret en ce jour *« particulièrement triste et douloureux pour La Cinq et pour tout le monde »*. Ils veulent savoir s'ils auront demain les moyens de continuer leur travail, alors qu'une équipe n'a pu partir à Tours faute d'argent. Mais ils veulent surtout comprendre, donner une cause à ce gâchis, mettre des noms sur cette disparition.

Ils questionnent : *« Hachette dans La Cinq, est-ce du cynisme ou une immense incompétence ? » « Ni l'un ni l'autre, un immense enthousiasme au départ, beaucoup d'amertume à l'arrivée »*, répond Yves Sabouret qui aura au passage largement égratigné une classe politique qui n'a *« à aucun moment compris les problèmes de l'audiovisuel »*. Quant aux déclarations de son « associé » italien, le groupe Berlusconi, *mettant en cause* la gestion Hachette, le président failli les attribue à la plume d'un avocat.

Les responsabilités

Il n'y a rien à ajouter, personne ne reprend la parole dans cette assemblée pourtant habituée à manier le micro. Par petits groupes, chacun va commentant le futur ou, comme dans les vieux couples qui n'arrivent pas à se faire à l'idée du veuvage, ressassant le passé. Car ils en ont tous plein la bouche, de « leur » chaîne, ses bons et ses mauvais moments, les engueulades et les coups durs. La mémoire des disparus, et la fierté d'avoir insufflé un ton nouveau dans les grand-messes de l'information.

« On regrettera cette rédaction qu'on a créée ensemble, ce côté basse-cour, famille juive ou provençale qui parle haut mais se ressoude dans l'adversité. » Le groupe d'individualistes a colmaté ses divisions pour affronter les « beignes » successives, les rumeurs depuis quelques mois, les 150, puis 250, puis 576 licenciements annoncés avant ce dépôt de bilan-coup de massue. La Société des journalistes et les syndicats, réunis dans un comité de défense, s'activent auprès du CSA et de partenaires potentiels pour susciter des solutions de reprise. Chacun met un point d'honneur à ce que l'antenne vive, que les journaux soient presque comme si de rien n'était.

« On continue à bosser, la tête vide », résume ce journaliste qui veut s'accrocher à toutes les chances de survie, *« même s'il n'y en a que deux sur dix »*. Il sera toujours temps plus tard de disséquer les responsabilités, de regretter que *« la direction Hachette ne nous ait jamais écouté quand on leur disait qu'ils aseptisaient La Cinq »*. Pour l'heure, la Cinq émet, La Cinq existe, La Cinq persiste.

M. C. I.

Les copains et les « charognards »

La Cinq est morte, bonne année ! Le temps d'un détour obligé par l'Elysée et des inévitables commentaires à chaud des vœux présidentiels, l'agonie de La Cinq version Hachette fait les premiers titres de tous les journaux télévisés de 20 heures. Nombrilisme vaguement triomphant ou sollicitude navrée, les télés ont voulu faire à leur consœur condamnée le cadeau d'une belle mort.

Est-ce son droit de préemption possible sur le futur canal libéré ? C'est le service public qui s'est intéressé le plus longuement au dépôt de bilan, en traitant, sur les deux chaînes, des conséquences du retrait de Hachette. Sur Antenne 2, en quatre minutes, les images ont simulé une mort en direct : une télé en état de semi-implosion qui, d'un coup, affiche un écran noir. La veille, Bruno Masure avait confraternellement diffusé le « rap » concocté par la partie « activiste » de la rédaction de La Cinq, le soir du fameux *« mardi noir »*, lorsqu'Yves Sabouret avait annoncé son plan de licenciements. A FR3, on a refusé de passer le clip à l'antenne.

En face, sur TF 1, le ton est à la modération. On ouvre sur La Cinq, mais on glisse assez vite. Les jours précédents, quand on spéculait encore sur un « reformatage », TF 1 avait déjà beaucoup donné. Avec même quatorze minutes, le 17 décembre, soir de l'annonce des 576 licenciements, avec des plateaux du genre : *« En direct de la chaîne sinistrée... »*. Le lendemain matin, dans les couloirs de France-Inter, la petite équipe venue filmer Yves Sabouret à la sortie de son « RadioCom » s'était vue violemment prise à partie. *« Vous êtes des charognards ! »*, avait hurlé le PDG de La Cinq. Et, en privé, quelques jours plus tard : *« J'ai l'impression de n'être pas encore mort qu'on dépèce déjà mes dépouilles »* ...

En attendant l'oraison

La solidarité au sommet, manifestée par les messages de sympathie appuyée de Patrick Poivre d'Arvor à la rédaction du boulevard Pereire, n'enterre pas la guerre larvée que les chaînes menaient sur le fond. *« Le comportement qu'ont adopté les régies concurrentes avec nos annonceurs depuis quelques semaines a été honteux »*, affirme une responsable de Régie 5, la filiale publicité de la chaîne de Hachette. *« Par tous les moyens, en expliquant que les journaux télévisés faisaient la contre-publicité de la chaîne, ils ont essayé de les persuader de bouleverser leurs « plans média. »*

Pour le 31 décembre, la Cinq a choisi la sobriété. Béatrice Schönberg a ouvert son journal avec la libération des frères Bourèquat. *« L'heure n'est plus aux happenings*, confirme un journaliste. *Nous avons voulu un traitement extérieur, plus distancié que ce que nous faisions depuis quelques jours. »*

D'ailleurs, en ce soir de réveillon, la rédaction était réduite à la portion congrue. Des deux tendances apparues en son sein, la ligne « dure », menée par Jean-Claude Bourret et prête aux plus larges provocations, avait, mardi soir, définitivement perdu.

A froid, peut-être, dans quelques mois, les images serviront à une oraison funèbre de « 52 minutes », un documentaire-épitaphe pour le premier enterrement d'une chaîne généraliste. *« Ce pourrait être très beau* soupire un journaliste. *Dommage seulement que, dans la tourmente, on ait oublié de filmer les silences, les visages, les pleurs... »*

ARIANE CHEMIN

Liberté des prix en Russie et en Ukraine

Suite de la première page

Ces derniers jours, par exemple, le kilo de bœuf, pour le chanceux qui parvenait à se le procurer, valait officiellement moins de 10 roubles dans les magasins d'Etat – un prix inchangé depuis avril – mais plusieurs centaines de roubles sur les marchés paysans, voire dans certains magasins d'Etat . Dans un premier temps, la libéralisation des prix devrait se traduire par un alignement sur le plus haut niveau.

Ces modifications brutales de prix permettent-elles d'affirmer que, comme la Pologne il y a deux ans exactement, l'URSS s'engage dans une « thérapie de choc » ? Pour qu'une telle comparaison soit valable, il faudrait que les actions sur les prix soient accompagnées de nombreuses autres mesures : autorisation de la propriété privée (des terres et des entreprises), libéralisation des échanges internationaux, création d'un droit des entreprises (notamment sur les faillites), etc. Or, si tous ces éléments sont contenus dans les projets économiques de l'équipe de M. Eltsine, peu de dispositions ont été prévues pour leur mise en œuvre. En cette fin d'année, le gouvernement a annoncé un programme de vente de certains biens d'Etat (y compris aux étrangers) et de privatisation de commerces et de petites entreprises, *ainsi que de certaines* terres agricoles.

Au cours des derniers mois, un débat avait opposé les partisans d'une union relativement solide, dont M. Grigori Iavlinski (conseiller de M. Gorbatchev), ou M. Arcadi Volski (président de l'Union scientifique et industrielle), aux tenants d'une Russie menant le combat de la libéralisation économique. A l'évidence, ces derniers, menés par le ministre russe de l'économie et des finances, M. Egor Gaïdar, l'ont désormais emporté et ont décidé de mettre en œuvre les réformes sans tenir compte des relations avec les autres Républiques.

« La prudence est d'aller le plus vite possible. Il faut franchir le Rubicon de l'économie de marché. M. Eltsine, même s'il ne connaît pas grand-chose à l'économie, l'a admirablement compris. » Ce point de vue d'un haut fonctionnaire international illustre bien le soutien dont dispose en Occident la nouvelle Russie.

L'ambition affichée par M. Eltsine de parvenir dès le premier mois de 1992 à la convertibilité interne du rouble – la possibilité de l'échanger librement, à un cours suffisamment stable, contre des monnaies étrangères à l'intérieur du pays – laisse en revanche sceptiques la plupart des spécialistes. Car, si on laisse l'offre et la demande de devises se confronter librement, le cours du dollar risque de flamber bien davantage qu'il ne l'a fait récemment, et le gouvernement russe ne dispose d'aucune arme monétaire pour stabiliser son cours. M. Eltsine a exprimé le souhait de voir se constituer un fonds de stabilisation du rouble. Mais les Occidentaux, qui avaient participé, il y a deux ans, à la constitution d'un tel fonds en faveur de la Pologne, sont, pour l'instant, réservés, non seulement en raison de l'ampleur de l'engagement financier nécessaire, mais parce qu'ils estiment que l'objectif même est prématuré.

La prudence de l'Ukraine

Selon les optimistes, la Russie réussira à mettre sur pied un véritable programme de transformations économiques, et les autres Républiques la suivront dans cette voie, sous peine de se trouver isolées du principal marché de l'ancienne Union soviétique et de risquer l'asphyxie économique. Une fois les réformes lancées, les Occidentaux consentiraient, alors, un soutien technique et financier important, sous l'égide des organismes internationaux. Si la Russie pose rapidement sa candidature au Fonds monétaire international (FMI), ainsi que le premier ministre britannique, M. John Major, a poussé M. Eltsine à le faire, dans une lettre qu'il lui a adressée, le 30 décembre, elle pourrait – comme d'ailleurs les autres Républiques qui le souhaiteraient – être admise au FMI dès le printemps.

Mais ce scénario suppose un accord politique, dont une simple ébauche a été esquissée à Minsk, entre les onze Républiques. Si un tel accord n'est pas réalisé, plusieurs d'entre elles pourraient également choisir la voie de l'indépendance économique. La position actuelle de l'Ukraine en est le meilleur exemple. D'un côté, celle-ci *paraît avoir renoncé, au moins provisoirement*, à son objectif de monnaie nationale, mais, de l'autre, elle se prépare à distribuer à la population des *« coupons réutilisables »* fabriqués en France, véritable monnaie parallèle. A Minsk, les dirigeants des onze Républiques ont décidé que le cadre des réformes, y compris le processus de privatisation, serait arrêté par chaque *Parlement et que la transition* vers le marché pourrait suivre des rythmes différents.

Il faudra, donc, attendre encore plusieurs semaines pour savoir si la libéralisation des prix du 2 janvier aura été le signe d'un véritable *« big bang »* économique.

FRANÇOISE LAZARE

□ **La CFTC met en garde les petits actionnaires d'Hachette.** – Dans un communiqué publié en début de semaine, M. Joseph Thouvenel, président CFTC Bourse, lance une mise en garde aux petits actionnaires d'Hachette. *« Au vu des promesses faites aux salariés de La Cinq et à leurs familles, il y a un an, et du non-respect flagrant de ces engagements moraux*, écrit-il, *la CFTC Bourse estime qu'une entreprise qui a si peu de parole vis-à-vis de ses proches collaborateurs n'a aucune raison d'en avoir plus vis-à-vis de ses actionnaires. Aussi tenons-nous à mettre en garde les petits porteurs d'actions Hachette, qui risquent, un jour, de se rendre compte que, pour M. Lagardère, les promesses ne semblent engager que ceux qui les reçoivent. »*

□ **Erratum.** – Dans l'article consacré à La Cinq en première page de notre seconde édition du 1er janvier, il fallait lire : le groupe Berlusconi dit étudier les *« possiblités pour que La Cinq ne disparaisse pas » »* et non *« ne dégraisse pas »*, comme nous l'avons imprimé par erreur.

GRANDE-BRETAGNE : face à la morosité

M. Major tente de restaurer la confiance

« Nous pouvons maintenant discerner les premiers signes de la reprise, et tous les experts s'attendent à voir notre économie croître de nouveau cette année » **: dans son message de Nouvel An, mardi 31 décembre, M. John Major s'est efforcé de dissiper le climat de dépression économique, nourri par plusieurs indices défavorables (*le Monde* du 25 décembre 1991), qui persiste en Grande-Bretagne.**

LONDRES

de notre correspondant

La profession de foi du premier ministre coïncide avec de nouvelles prévisions défavorables de la Confederation of British Industry (le patronat britannique), pour l'année 1992. Le CBI qui, il y a quelques mois, envisageait une croissance de l'économie de 1,7 %, indique que celle-ci ne dépassera pas 1 %, soit une croissance de plus de moitié inférieure aux estimations officielles. Quant au chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, il admet que la reprise sera plus longue que prévu à se manifester.

La tonalité des propos de M. Major est destinée à redonner un peu d'espoir à un électorat qui, depuis plusieurs semaines, a bien des raisons d'être convaincu que la Grande-Bretagne, loin de « sortir du tunnel », s'enfonce dans la crise. Le premier ministre tente également de resserrer les rangs du Parti conservateur, *face à la crainte* croissante d'une défaite électorale inéluctable si l'économie ne repart pas.

Pas de dévaluation de la livre

A la suite de la hausse des taux d'intérêt allemands, puis de la décision similaire prise, le 23 décembre, par la Banque de France, la monnaie britannique est placée en position de faiblesse au sein du système monétaire européen (SME) et la livre risque, en début d'année, de subir des pressions. Plusieurs parlementaires ont récemment demandé que Londres prenne l'initiative d'un réalignement monétaire dans le cadre du SME – ce qui équivaudrait *de facto* à une dévaluation – qui permettrait de relancer l'économie en *favorisant une baisse des taux* d'intérêt.

Dans une interview publiée le 31 décembre par le *Financial Times (le Monde* du 1er janvier), le chancelier de l'Echiquier a catégoriquement exclu une telle éventualité, en indiquant notamment : *« Un réalignement pourrait en fait conduire à une augmentation des taux d'intérêt, dans la mesure où les marchés* [financiers] *n'auraient aucune garantie qu'un gouvernement prêt à dévaluer une première fois ne le ferait pas de nouveau. »* M. Lamont a également démenti que des mesures destinées à relancer la consommation avant l'annonce du budget, en mars prochain, soient envisagées. M. Major a ajouté qu'il ne prendra *« jamais de mesures à court terme dont* [il sait] *qu'elles sont erronées simplement parce qu'elles sont populaires »*.

Les conservateurs, a ajouté le premier ministre dans une allusion transparente au Parti travailliste, *« ne sont pas des opportunistes qui virevoltent d'une politique à l'autre en suivant les sondages »*. Mais si un réalignement monétaire est – actuellement – exclu, il paraît inévitable que la Grande-Bretagne procède, elle aussi, à une hausse de ses taux d'intérêt, ce qui aura le double inconvénient de retarder la reprise et de miner un peu plus la confiance.

LAURENT ZECCHINI

□ **Nouvelle diminution de l'indice composite américain en novembre.** – L'indice composite, qui rassemble les principaux indicateurs de l'économie américaine (production, consommation, finances, échanges...), a baissé de 0,3 % en novembre aux Etats-Unis, a annoncé mardi 31 décembre le département du commerce. Cette baisse de l'indice, la plus forte des dix derniers mois, fait suite à une faible progression de 0,1 % en octobre et à un recul de 0,2 % (chiffre révisé) en septembre. Le gouvernement a souligné que l'évolution de son indice composite ces quatre derniers mois reflétait une faiblesse généralisée de l'activité économique pendant cette période.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 31 décembre ↑

Toujours plus haut

Continuant sur sa lancée, Wall Street a fini l'année sur un nouveau record, mardi 31 décembre. Pour la quatrième fois consécutive, l'indice Dow Jones s'est inscrit à 3 168,83 points en hausse de 4,92 points soit un gain de 0,16 %.

Des prises de bénéfices ont, toutefois, freiné l'envolée des cours, amorcée le 20 décembre dernier par la réduction du taux d'escompte décidé par la Réserve fédérale (Fed).

Ce léger ralentissement du mouvement haussier n'a pas empêché la place new-yorkaise, de clôturer en hausse malgré un léger repli en cours de séance. En effet, l'annonce par le gouvernement américain du recul, pour le mois de novembre, de 0,3 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques – censé préfigurer l'évolution de la conjoncture durant les six à neuf prochains mois – après avoir progressé de 0,1 % le mois précédent a passagèrement entamé l'enthousiasme des investisseurs.

L'activité a été, une fois encore, très fournie avec quelque 253 millions d'actions échangées. Le nombre des titres en hausse a *dépassé celui des valeurs en* baisse dans un rapport de plus de deux contre un : 1 244 au lieu de 600. 386 titres sont restés inchangés.

VALEURS	Cours du 30 déc.	Cours du 31 déc.
Alcoa	64 1/4	64 3/8
ATT	39 3/8	39 1/8
Boeing	46 5/8	47 3/4
Chase Manhattan Bank	18	17 1/2
Du Pont de Nemours	46 1/4	48 3/4
Eastman Kodak	47 3/4	48 1/4
Exxon	58 5/8	60 7/8
Ford	28 1/4	28 1/8
General Electric	76 7/8	76 1/2
General Motors	28 1/2	28 7/8
Goodyear	53 3/4	53 1/2
IBM	90 3/8	89
ITT	57 7/8	57 3/4
Mobil Oil	68 3/4	67 7/8
Pfizer	85 3/4	84 1/4
Schlumberger	64 7/8	62 3/8
Texaco	59 7/8	61 2/8
UAL Corp. ex-Allegis	145	145 3/4
Union Carbide	20 5/8	20 1/4
United Tech.	54	54 1/4
Westinghouse	17 5/8	18
Xerox Corp.	68 3/4	68 1/2

LONDRES, 31 décembre ↑

Sursaut de fin d'année

Les valeurs se sont envolées, mardi 31 décembre, au Stock Exchange, enregistrant ainsi leur plus forte hausse de l'année. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 73,1 points, soit 3 %, à 2 493,1. L'indice n'avait pas progressé aussi vite depuis l'annonce de l'adhésion britannique au système monétaire européen (SME), le 5 octobre 1990. Avec ce dernier bond, la place britannique aura, finalement, porté sa hausse à 16 % depuis le 1er janvier dernier.

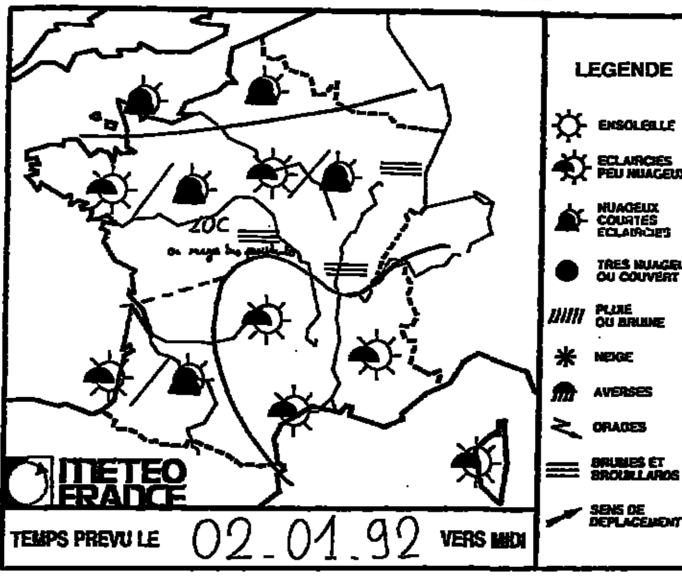
La série de records affichés par Wall Street, ainsi que des espoirs de reprise économique en 1992 suscités par de nouvelles prévisions du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, reprises en écho par la Confédération de l'industrie britannique (CBI, patronat) ont favorablement influencé les investisseurs.

Ce bond – inattendu – du marché a, toutefois, laissé quelques analystes sceptiques sur la reprise. Ceux-ci estiment que ce sursaut était essentiellement technique.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1er JANVIER 1992 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 2 JANVIER 1992



Jeudi : un peu moins de grisaille sur la moitié nord. – Sur les régions de la moitié nord, le temps sera gris et brumeux le matin. Les brouillards réapparaîtront par endroits. Ils pourront être localement givrants. Dans la journée, des éclaircies se développeront. Toutefois, elles seront parfois inexistantes, là où les brouillards persisteront. La plaine d'Alsace, la vallée de la Saône pourraient donc rester sous la grisaille ou dans le brouillard toute la journée.

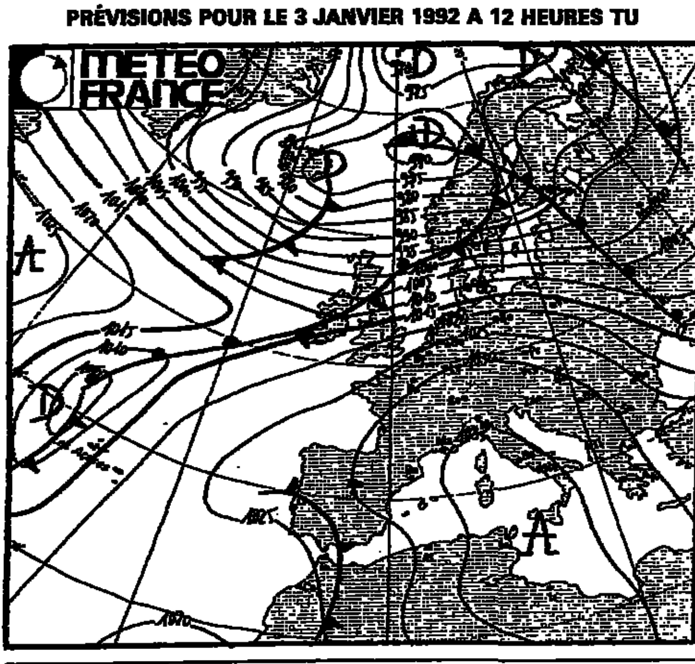
Sur la moitié sud, les nuages bas, les brouillards, souvent givrants, seront encore nombreux le matin. Souvent, ils se dissiperont en matinée et le temps sera alors bien ensoleillé. Ces brouillards pourront être parfois tenaces en Aquitaine, dans le Limousin et dans la régions Midi-Pyrénées et le Lyonnais.

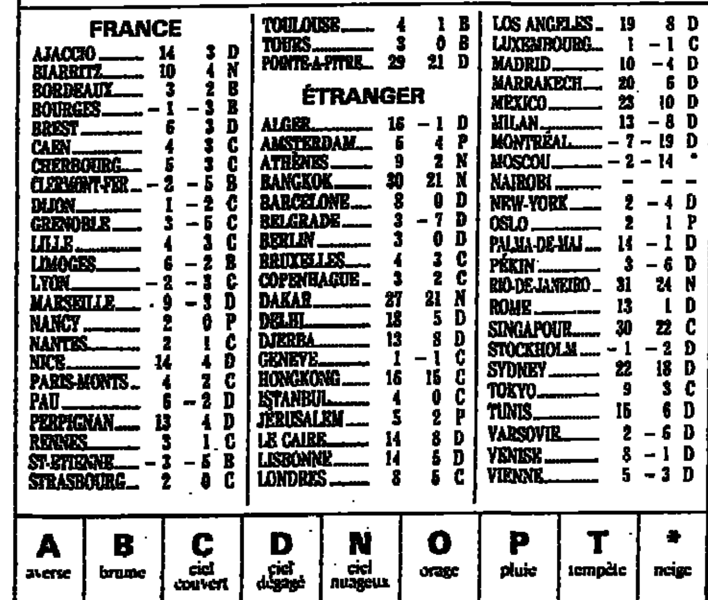
La Corse, les régions proches de la Méditerranée et les régions de montagne profiteront d'une journée bien ensoleillée du matin au soir.

Les températures minimales seront souvent négatives du nord-est au centre, au sud-ouest et dans le quart sud-est. Le thermomètre descendra localement jusqu'à – 2 °C en Alsace, – 5 °C en Midi-Pyrénées et jusqu'à – 9 °C en région Rhône-Alpes. On trouvera des températures positives (comprises entre 2 et 7 °C) de la Bretagne au Nord et sur les côtes varoises.

Dans l'après-midi, les températures seront le plus souvent comprises entre 5 et 11 °C. Mais, localement, sous les brouillards persistents, elles ne dépasseront pas les – 2-0 °C dans le Nord-Est et le Centre-Est. En revanche, elles s'élèveront parfois jusqu'à 13 °C près de la Méditerranée et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 01-01-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-12-1991 à 18 heures TU et le 01-01-1992 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	14	3	D
BIARRITZ	10	4	N
BORDEAUX	3	2	B
BOURGES	– 1	– 3	B
BREST	6	3	D
CAEN	4	3	C
CHERBOURG	5	3	C
CLERMONT-FER	– 2	– 5	B
DIJON	1	– 2	C
GRENOBLE	3	– 5	C
LILLE	4	3	C
LIMOGES	6	– 2	B
LYON	– 2	– 3	C
MARSEILLE	9	– 3	D
NANCY	2	0	P
NANTES	2	1	C
NICE	14	4	D
PARIS-MONTS	4	2	C
PAU	6	– 2	D
PERPIGNAN	13	4	D
RENNES	3	1	C
ST-ETIENNE	– 3	– 5	B
STRASBOURG	2	0	C
TOULOUSE	4	1	B
TOURS	3	0	B
POINTE-A-PITRE	29	21	D
ÉTRANGER			
ALGER	16	– 1	D
AMSTERDAM	6	4	P
ATHÈNES	9	2	N
BANGKOK	30	21	N
BARCELONE	8	0	D
BELGRADE	3	– 7	D
BERLIN	3	0	D
BRUXELLES	4	3	C
COPENHAGUE	3	2	C
DAKAR	27	21	N
DELHI	18	5	D
DJERBA	13	8	D
GENEVE	1	– 1	C
HONGKONG	16	15	C
ISTANBUL	4	0	C
JÉRUSALEM	5	2	P
LE CAIRE	14	8	D
LISBONNE	14	5	D
LONDRES	8	6	C
LOS ANGELES	19	8	D
LUXEMBOURG	1	– 1	C
MADRID	10	– 4	D
MARRAKECH	20	6	D
MEXICO	23	10	D
MILAN	13	– 8	D
MONTRÉAL	– 7	– 19	D
MOSCOU	– 2	– 14	*
NAIROBI	–	–	–
NEW-YORK	2	– 4	D
OSLO	2	1	P
PALMA-DE-MAJ	14	– 1	D
PÉKIN	3	– 6	D
RIO-DE-JANEIRO	31	24	N
ROME	13	1	D
SINGAPOUR	30	22	C
STOCKHOLM	– 1	– 2	D
SYDNEY	22	18	D
TOKYO	9	3	C
TUNIS	16	6	D
VARSOVIE	2	– 6	D
VENISE	8	– 1	D
VIENNE	5	– 3	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES PIERRE GEORGES

Une si jolie dépouille

L'ÉLÉGANCE n'est pas la chose la mieux partagée dans les naufrages. La Cinq était à peine en dépôt de bilan, comme une vulgaire entreprise faillie, que les administrateurs s'étripaient déjà.

Les braves gens ! Comment ne pas avoir en mémoire les images du temps des auditions publiques devant le CSA. Les rois mages, venus, bras dessus bras dessous, convaincre les sages de l'absolue nécessité de leur confier la chaîne, auraient tiré des larmes de joie au plus endurci des sceptiques. Dieu qu'elle serait jolie, créatrice et généraliste la chaîne Hachette-Berlusconi !

Un peu plus d'un an après, les mêmes sur la même chaîne se sont offert le luxe d'un divorce au vinaigre. Un homme de Berlusconi, un second porte-flingue, Angelo Codignoni a tiré à vue sur le corbillard La Cinq Hachette. Incompétence, mauvaise gestion, promesses non tenues, les accusations sont tombées comme réquisitoire après exécution.

Cela manquait singulièrement de classe, mais l'essentiel était ailleurs. Il lui fallait, au procureur de la Saint-Sylvestre, dire que pareille horreur, un dépôt de bilan, n'était jamais, grand jamais, arrivée à son saint patron Silvio. Il lui fallait peut-être surtout signifier ainsi que le groupe italien était tout prêt à se dévouer pour accommoder les restes à la sauce Berlusconi.

Il se pourrait, après tout, que La Cinq désormais soit bonne à prendre, dans la razzia des dépouilles prometteuses. Car, paradoxalement, cette chaîne mourante, ou dont le sort ne dépend plus que des additions et soustractions d'un administrateur judiciaire, devient, dans l'épreuve, diablement séduisante.

Ses tourments, cette chronique d'une disparition annoncée, la bien jolie manière qu'a l'ensemble du personnel de se battre contre l'inéluctable ont en quelque sorte servi de révélateur à une évidence : cette chaîne existe. Elle est devenue une habitude, une composante d'un paysage audiovisuel. Elle a ses fidèles. Les finances sont atteintes, pas l'image.

La Cinq fonce, dans son désert économique, mais elle fonce. En regardant le dernier et joli journal de l'année, le dernier journal avant tribunal de commerce, on pensait à ces autres images, diffusées du désert deux heures avant, à ces motards fous, aveuglés par le vent de sable, fonçant en leur défi du Paris-Le Cap.

Aux gens de La Cinq qui se trouvent dans le même vent de sable, bonne année.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 1er janvier

TF 1

20.45 Variétés : Sacrée soirée.
Spécial cabaret.
22.45 Cinéma : Cette sacrée gamine. ■
Film français de Michel Boisrond (1955).
23.45 Magazine : Télévitrine.

A 2

20.50 Divertissement : Les Inconnus.
22.15 Magazine : Sauve qui veut.
Sauve qui veut la planète !
23.25 1. 2. 3. Théâtre.
23.35 Magazine : Musiques au cœur.

FR 3

20.45 Opérette : Le Prince de Madrid.
De Francis Lopez.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Série : Gabriel Bird.
23.25 Traverses.
▶ Sur les traces de Gengis Khan, histoire secrète, de Gilles Combet.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Biloxi blues. ■
Film américain de Mike Nichols (1988).
22.40 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : Lacenaire. ■■
Film français de Francis Girod (1990).

LA 5

20.45 Téléfilm : Le réveillon, c'est à quel étage ?
22.30 Rallye : Paris-Le Cap.
23.00 Magazine : Ciné Cinq nostalgie.
23.05 Cinéma : Lucrèce Borgia. ■
Film franco-talien de Christian-Jaque (1952).

M 6

20.40 Téléfilm : Des vacances de rêve.
22.15 Téléfilm : Roméo et Julia.
23.50 Magazine : Vénus.
0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.55 Le Courrier des téléspectateurs.
21.00 Documentaire : Anna,
▶ la corde de la vie. D'Ylva et Staffan Julen.
22.30 Documentaire : Bergman par Bergman.
Autour du film « la Source ».
22.35 Cinéma : La Source. ■■
Film suédois d'Ingmar Bergman (1959).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Sappho. Entre désert et désir.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 décembre 1990 à Amsterdam) : Symphonie n° 2 en ut mineur op. 17, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 8 en sol majeur op. 88, de Dvorak.
23.07 Nos plus belles musiques.

Jeudi 2 janvier

TF 1

13.35 Cinéma : Butch Cassidy et le Kid. ■
Film américain de George Roy Hill (1969).
15.30 Série : Pour l'amour du risque.
16.20 Club Dorothée Noël.
17.35 Série : Premiers baisers.
18.00 Série : Tarzan.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Tac-O-Tac, Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Lawrence d'Arabie. ■■
Film britannico-américain de David Lean (1962).
0.15 Le Débat.
0.45 Journal, Météo et Bourse.

A 2

15.15 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.25 Série : L'homme qui tombe à pic.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.40 Magazine : Défendez-vous.
16.55 Magazine : Giga.
18.20 Série : Mac Gyver.
19.10 Jeu : Question de charme.
19.40 Divertissement : Caméra indiscrète (et à 1.15).
20.00 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 INC.
20.50 Magazine : Envoyé spécial.
Les Reines du rire.
22.05 Cinéma : Sans pitié. ■
Film américain de Richard Pearce (1986).
23.55 Magazine : Merci et encore Bravo.
0.40 1. 2. 3. Théâtre.
0.45 Journal et Météo.

FR 3

14.30 Magazine : Billets de faveur.
14.35 Cinéma : Le Triomphe de Michel Strogoff. □
Film franco-italien de Victor Tourjansky (1962).
16.30 Les Chemins de la découverte.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Super-Girl. ■
Film américain de Jeannot Szwarc (1984).
22.30 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : Planète interdite. ■
Film américain de Fred McLeod Wilcox (1955).
0.25 Musique : Cocktail de nuit.
0.35 La Flamme olympique en France.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma : Great Balls of Fire. ■
Film américain de Jim McBride (1989).
15.15 Les Nuls... l'émission.
16.15 Cinéma : Le Petit Criminel. ■■■
Film français de Jacques Doillon (1990).
18.05 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.32 Les Fables géométriques.
20.35 Cinéma : Pleine lune sur Parador. ■
Film américain de Paul Mazursky (1988).
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Les dieux sont tombés sur la tête... la suite. ■
Film botswanais de Jamie Uys (1988).
23.55 Cinéma : Prom Night 3, the Last Kiss. □
Film canadien de Peter Simpson et Ron Oliver (1990).
1.35 Cinéma : Les Mercenaires du Rio Grande. ■
Film franco-allemand de Robert Siodmak (1966).

LA 5

14.25 Série : Sur les lieux du crime.
16.00 Série : Simon et Simon.
16.50 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.40 Youpi ! Les Vacances.
18.30 Rallye : Paris-Le Cap.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal.
20.25 Rallye : Paris-Le Cap.
20.40 Météo.
20.45 Cinéma : L'Effrontée. ■■
Film français de Claude Miller (1985).
22.30 Rallye : Paris-Le Cap.
23.00 Cinéma : La Curée. ■
Film français de Roger Vadim (1965).
0.30 Journal de la nuit.
0.45 Le Club du télé-achat.
1.10 Rediffusions.

M 6

13.30 Téléfilm : Dernière mission à l'Ouest.
De Lee H. Katzin, avec Jeff Allin.
14.45 Magazine : Accusé de réception.
16.55 Série : Drôles de dames.
17.45 Jeu : Zygomusic.
18.10 Série : L'Homme de fer.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Météo.
20.40 Cinéma : La Terre des pharaons. ■■
▶ Film américain de Howard Hawks (1955).
22.25 Météo des neiges.
22.30 Cinéma : Les Hauts de Hurlevent. ■
Film américain de William Wyler (1939).
0.10 Météo des neiges.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Sexy clip.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.35 Documentaire : Bernard Lavilliers. De Béatrice Soulé et Bruno Le Jean.
17.30 Téléfilm : La Rebelle. De Stefan Baldursson.
18.40 Court métrage : L'Aventure d'une baigneuse. De Philippe Donzelot.
19.00 Documentaire : Cent enfants attendent un train. D'Ignacio Aguero.
19.55 Cinéma d'animation : Des chats.
20.00 Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Avis de tempête.
22.10 Court métrage : Final. De Jean-Luc Seigle et Irène Jouannet.
22.30 Danse : L'Après-midi d'un faune.
22.45 Série : Archives du vingtième siècle. Boris Kochno parle des Ballets russes, de Philippe Collin.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Il voulait voir naître une étoile filante, de Philippe Faure.
21.30 Profils perdus.
Henri Varna.
22.40 Les Nuits magnétiques. La Chasse à la truffe ou Polka, Gribouille et les rabasses.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Pierre Bergougnoux (la Mue et Lettres d'Orient).
0.50 Musique : Coda. Les couacs du Splendid. 7. Il y aura toujours des couacs.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 mars 1991 à Francfort) : Suite pour orchestre à cordes, de Janacek ; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel ; Symphonie n° 2 en ré majeur op. 36, de Beethoven, par l'Orchestre radio-symphonique de Francfort, dir. Claus Peter Flor ; Martha Argerich, piano.
23.07 Nos plus belles musiques.

Sécurité sociale, téléphone, sécurité routière...

Les nouveautés du 1er janvier

Comme chaque année, un certain nombre de tarifs, de prestations et de règlements *sont modifiés, à partir du* 1er janvier. Tout n'augmente pas : les revalorisations sont traditionnelles à la Sécurité sociale, mais on note des baisses pour certains tarifs téléphoniques.

BOURSE

● **Fin du monopole de négociation des sociétés de Bourses :** dans le cadre de la réforme des marchés financiers français, décidée en mars 1987, est supprimé le monopole de négociation des quarante-cinq charges parisiennes et des quinze implantées en province. Dorénavant, aux termes de la loi nº 88-70 du 22 janvier 1988 (article 24), le Conseil des bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation boursière, est en mesure d'agréer de nouvelles sociétés de Bourse.

COTISATIONS

● ***Plafond de la Sécurité sociale :*** le plafond de la Sécurité sociale, qui permet de calculer la cotisation d'assurance-vieillesse, ainsi que la pension de retraite du régime général, passe de 11 620 francs à 11 870 francs par mois. Sur l'ensemble de l'année 1992, la hausse atteindra 4,7 %. Le deuxième ajustement interviendra le 1er juillet.

● **Assurance-chômage :** la cotisation des salariés à l'UNEDIC augmente de 0,06 point à compter du 1er janvier. La cotisation de l'employeur est revalorisée dans la même proportion.

● **Formation professionnelle :** pour les entreprises de moins de dix salariés, une cotisation de 0,15 % de la masse salariale est créée. Pour les entreprises employant plus de dix salariés, la contribution patronale au titre de la formation professionnelle passe de 1,2 % à 1,4 % de la masse salariale. Cette hausse inclut l'accroissement de 0,15 % à 0,20 % de la cotisation destinée au congé individuel de formation.

PRESTATIONS

● **Retraites de la Sécurité sociale :** l'augmentation des pensions de base servies par la Sécurité sociale au 1er janvier est fixée à 1 %. Une revalorisation de 1,8 % est prévue le 1er juillet. Quant au minimum vieillesse, il est porté de 36 055 francs à 36 420 francs par an pour une personne seule (65 340 francs par an pour un couple). Le minimum des pensions de reversion est fixé à 15 520 francs par an au 1er janvier.

● **Retraites complémentaires :** la valeur du point de retraite AGIRC (retraite des cadres) est augmenté de 2,9 %. Parmi les organismes dépendants de l'ARRCO (ensemble des salariés du secteur privé), la progression atteint 2,2 % pour l'UNIRS et 3,3 % pour l'AGRR.

● **Allocations familiales :** la base de calcul des prestations familiales augmente de 1 % (1 939,64 francs). Une hausse de 1,8 % est prévue au 1er juillet. En conséquence, la valeur mensuelle des allocations familiales atteint, au 1er janvier, 621 francs pour deux enfants à charge (1 416 francs pour trois enfants, 2 211 francs pour quatre enfants). L'allocation pour jeune enfant atteint 891 francs, le complément familial, 808 francs et l'allocation parentale d'éducation, 2 765 francs.

● **RMI :** le revenu minimum d'insertion augmente de 1 %. Il représente 2 184,79 francs par mois pour une personne seule.

● **Allocation pour adultes handicapés :** son montant est porté à 3 035 francs par mois.

● **Indemnités journalières :** le maximum du taux normal de l'indemnité journalière-maladie est fixé à 196,66 francs au 1er janvier. Pour les accidents du travail, il s'établit à 712,20 francs.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

● **Le contrôle technique obligatoire :** les véhicules dont la date de mise en circulation est antérieure au 1er janvier 1983 doivent être conduits, en 1992, dans un centre de contrôle technique agréé qui vérifiera cinquante-deux points concernant la sécurité. Il en coûtera entre 200 et 300 francs. Le propriétaire du véhicule devra réparer les éléments défaillants du freinage dans un délai de deux mois et se présenter, ensuite, devant un centre de contrôle pour une contre-visite. Les conducteurs qui ne seront pas en mesure de présenter les vignettes attestant de ces contrôles seront passibles d'une amende forfaitaire de 900 francs (minorée à 600 francs en cas de paiement immédiat et majorée à 2 500 francs en cas de non-paiement). Le véhicule pourra, en plus, être immobilisé et la carte grise retenue.

TÉLÉPHONE

● **Tarifs internationaux en baisse :** le prix des communications téléphoniques à destination de certains pays baisse. Par exemple, le prix d'une minute de conversation avec le Canada ou les Etats-Unis passe de 9,36 francs à 7,66 francs (–18,1 %); celui d'une minute de conversation avec le Japon, de 19,09 francs à 15,68 francs (–17,8 %). Au départ des départements d'outre-mer et à destination d'un pays de la CEE, les tarifs diminuent de 17 %.

Les promotions et nominations du Nouvel An

Le géophysicien Jean Coulomb grand-croix de la Légion d'honneur

Pour le Nouvel An, parmi les personnalités promues dans l'ordre de la Légion d'honneur figurent MM. Jean Coulomb, géophysicien, membre de l'Institut (grand-croix), André Blanc-Lapierre, membre de l'Institut, Hubert Landaix, ancien directeur des musées de France, Max Querrien, ancien président de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, Etienne Wolff, membre de l'Académie française (grand officier).

Sont promus commandeurs MM. Roger Fauroux, ancien ministre, Pierre-Louis Blanc, ambassadeur de France, Alain Plantey, conseiller d'Etat, Robert Kuess, président de l'Académie nationale de médecine, et l'écrivain Henri Queffélec.

Le comédien Jean Desailly, le professeur Christian Cabrol et le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, deviennent officiers.

Enfin, sont faits chevaliers : Mme Joëlle Kauffmann, gynécologue, les historiens François Furet et Michèle Perrot, MM. Claude Grubler, inspecteur général des affaires sociales et médecin personnel du président de la République, Henri Moulard, PDG de la Lyonnaise de banque, Jacques Piasenta, entraîneur national d'athlétisme.

Au titre du ministère de la culture, deviennent également chevaliers : les chanteuses Catherine Lara et Cora Vaucaire, les écrivains et éditeurs Régine Deforges, Bernard Pingaud et Dominique Rolin, l'antiquaire Pierre Fabius, le metteur en scène Claude Pinoteau, le journaliste François Henri de Virieu, Laurent de Brunhoff, auteur de bandes dessinées, et notre collaborateur Jacques Siclier.

▶ ***Nous publierons demain (le Monde* daté 3 janvier) la liste complète des promotions et nominations.**

Formellement signé en février prochain

L'accord sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne dépend de la bonne volonté de Pyongyang

Les deux Corées sont parvenues, mardi 31 décembre, à un accord de principe sur la dénucléarisation de la péninsule (*le Monde* du 1er janvier). A l'issue de laborieuses négociations à Panmunjom, sur la zone démilitarisée séparant les deux Etats depuis l'armistice de 1953, un communiqué commun en six points a précisé les engagements pris. L'accord devrait être formellement signé par les deux premiers ministres en février à Pyongyang.

TOKYO

de notre correspondant

Cet accord, dont les modalités de mise en œuvre, notamment la procédure d'inspection des sites nucléaires, restent à définir, confère une première substance au pacte de réconciliation et de non-agression du 13 décembre dernier. Ces deux textes devraient conduire à une détente progressive dans la péninsule, qui demeure le dernier stigmate de la guerre froide après avoir été, de 1950 à 1953, le théâtre d'une guerre meurtrière.

Conformément à ces engagements, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) devra renoncer à se doter d'un armement nucléaire : les experts occidentaux estiment que Pyongyang pourrait posséder la bombe atomique d'ici quelques années. Les représentants du Nord se sont engagés verbalement à publier une déclaration séparée par laquelle Pyongyang annoncera son intention de signer les clauses de sauvegarde prévues par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) *et à autoriser l'inspection* de ses installations nucléaires avant la fin de janvier. La RPDC est signataire depuis 1985 du TNP (traité de non-prolifération nucléaire), mais elle a toujours refusé toute inspection.

De son côté, la République de Corée, dont le président Roh Tae-woo a déclaré le 18 décembre qu'elle n'avait plus aucun armement nucléaire sur son territoire, s'est engagée à laisser inspecter ses propres installations, y compris celles se trouvant sur les bases militaires américaines. Séoul a promis que les manœuvres militaires annuelles américano-sud-coréennes «Team Spirit» seraient annulées si Pyongyang remplissait ses engagements. La RPDC a refusé que sa promesse figure dans l'accord, affirmant qu'il s'agit d'un problème concernant uniquement Pyongyang et l'AIEA. Séoul estime néanmoins disposer de suffisamment de garanties.

La disparition du protecteur soviétique

La question qui reste en suspens est cruciale : comment s'effectueront les inspections ? Les deux Corées se sont engagées à se soumettre aux visites des experts de l'AIEA, selon une procédure qui reste à fixer et qui sera arrêtée par une commission de contrôle conjointe. Celle-ci sera formée un mois après la ratification de l'accord. Selon des sources diplomatiques à Séoul, la Chine pourrait servir d'intermédiaire entre les deux Corées, et se porter garante auprès de Pyongyang qu'il n'y a plus d'armes nucléaires américaines au Sud après avoir été autorisée à inspecter les bases militaires américaines.

Au cours des négociations, le Sud a proposé l'inspection du site de Yongbyon, au nord, qui serait le centre atomique de la RPDC, ainsi que de la base aérienne de Sunchon, proche de la capitale, offrant en retour que soit soumise à une inspection analogue la base américaine de Kunsan, au sud-ouest de Séoul, où auraient été entreposées des armes nucléaires. Aucun accord n'est intervenu sur cette proposition. Tout porte à croire que Pyongyang, qui a obtenu un succès diplomatique en faisant admettre le principe d'une inspection réciproque, honorera ses engagements.

Non seulement la RPDC, désormais membre des Nations unies, tout comme le Sud, risque d'être l'objet de sanctions internationales si elle ne se plie pas aux exigences de l'AIEA, mais encore elle se trouve de plus en plus isolée. Le démantèlement de l'URSS l'a privée d'un allié qui, ces dernières années, avait certes fait preuve d'une fidélité pour le moins chancelante mais cherchait du moins à éviter de l'acculer dans les cordes. La Russie a infiniment moins de scrupules.

La Chine a certes, jusqu'à un certain point, pris le relais. Mais elle n'en fait pas moins pression pour que Pyongyang se soumette aux exigences de l'AIEA. Pékin vient d'autre part de signer un accord commercial avec Séoul aux termes duquel les deux Etats se reconnaissent mutuellement la clause de la nation la plus favorisée. Leurs échanges commerciaux devaient dépasser en 1991 cinq milliards de dollars.

PHILIPPE PONS

Plusieurs milliers de civils fuient les combats

Le gouvernement burundais soupçonne le Rwanda de soutenir la rébellion hutu

Le calme, qui semblait revenu au Burundi, un mois après les violents affrontements de la fin novembre, n'aura été que de courte durée. Le fait que quelque 228 personnes, d'origine rwandaise, aient éprouvé le besoin, la semaine dernière, de se réfugier à l'ambassade du Rwanda, à Bujumbura, témoigne d'une tension persistante. L'afflux ininterrompu de plusieurs milliers de civils burundais, fuyant le nord-ouest, où se poursuivraient des combats entre l'armée gouvernementale et les maquisards du Parti pour la libération du peuple hutu (Palipe-Hutu), constitue un autre signe de mauvais augure pour le régime du président Pierre Buyoya.

NAIROBI

de notre correspondant

Les efforts en faveur d'une *ouverture politique*, après les massacres d'août 1988 – qui auraient coûté la vie à quelque 5 000 personnes – risquent fort de pâtir de ces nouveaux troubles ethniques. On ne voit pas très bien, pourtant, à qui pourrait réellement profiter un éventuel coup d'arrêt au processus démocratique, sinon aux extrémistes de tous bords : ceux du Palipe hutu, d'une part, qui réclament *«le pouvoir aux Hutus»*, et ceux de la faction « dure » du régime burundais (notamment l'armée, entièrement contrôlée par les Tutsis), qui voient dans la politique de réconciliation nationale une menace pour leurs privilèges.

Quelque 18 000 réfugiés burundais, qui avaient fui les massacres de 1972, sont déjà rentrés au pays, avec les encouragements du gouvernement et le soutien des pays donateurs. Ces efforts burundais en faveur de l'unité nationale agacent-ils les «cousins» du Rwanda, où le régime du président Habyarimana semble, en revanche, plus réticent à s'engager sur la voie de l'ouverture politique? Le retour des réfugiés rwandais (d'origine tutsie), bien qu'évoqué de temps à autre à Kigali, se fait toujours attendre.

Le Rwanda, que les offensives du Front patriotique rwandais (FPR) ne placent pas en très bonne posture, aurait tort de se réjouir trop vite des déboires de son voisin du sud. Les accusations burundaises, officieuses mais répétées, selon lesquelles Kigali jouerait *«un rôle actif dans la déstabilisation du Burundi»*, n'ont pas suscité de démenti convaincant. De même, la question des *«infiltrations inexpliquées d'individus rwandais»*, dont Bujumbura s'était, à plusieurs reprises, publiquement inquiété auprès des autorités de Kigali, est restée sans écho.

Après l'expulsion réciproque de diplomates burundais et rwandais, le chef de la diplomatie burundaise déclarait que son pays ne souhaitait pas de rupture diplomatique. Il s'étonnait, tout de même, d'avoir entendu, sur Radio-Kigali, les représentants d'un *« mouvement terroriste »*, annoncer qu'ils venaient de *«lancer une offensive armée contre le Burundi»*.

Suspicion réciproque

L'affaire des clandestins rwandais, dont la plupart ont demandé à être rapatriés, pourra-t-elle, dans ce contexte de suspicion réciproque, trouver un rapide épilogue? Rien, en tout cas, n'a filtré de la rencontre, vendredi 27 décembre, à Bujumbura, entre le ministre rwandais des affaires étrangères, *M. Casimir Bizimungu*, et le président Buyoya. Les autorités burundaises, qui se sont dites prêtes à laisser repartir les clandestins rwandais, ont toutefois posé des conditions. Elles entendent pouvoir interroger ces immigrés *«irréguliers»* – soupçonnés de sympathie avec la *guérilla hutu* – avant de leur rendre leur liberté.

Les officiels burundais n'ont pas manqué de noter que l'arrivée de ces «citoyens» rwandais – dont plus de la moitié n'ont pas de papiers d'identité – fait suite à l'échec de l'offensive du Palipe *hutu, deux semaines plus tôt.* Ces combats auraient fait près de trois cents morts et de nombreux blessés, dans les quartiers populaires de la capitale ainsi que dans le nord et le nord-ouest du pays. Ils avaient provoqué une première vague de réfugiés, tous ou presque d'origine hutu – quelque 6 000 d'entre eux fuyant vers le Rwanda, plusieurs milliers d'autres vers le Zaïre.

D'après la Ligue burundaise des droits de l'homme (LBDH, indépendante), les autorités détiendraient aujourd'hui, dans les prisons de la capitale, au moins deux cents personnes, interpellées durant les troubles de novembre. Beaucoup de ces détenus seraient des immigrés clandestins rwandais en quête de travail et *«mériteraient d'être libérés rapidement»*, estime la LBDH. D'autres, en revanche, auraient reconnu avoir participé à des actions armées.

J. H.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1er janvier 1992 a été tiré à 413 144 exemplaires.

Après la décision du Conseil constitutionnel

M. Charasse annonce un nouveau projet de loi contre la fraude à la redevance audiovisuelle

M. Michel Charasse, ministre du budget, a annoncé, mardi 31 décembre, qu'il proposera, *«le plus vite possible»*, un nouveau projet de loi contre la fraude à la redevance audiovisuelle, pour remplacer les dispositions contenues dans le projet de loi de finances pour 1992 et annulées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 30 décembre (*nos dernières éditions du 1er janvier*).

Selon un communiqué publié par le ministère de l'économie et des finances, cette disposition, qui autorisait le service chargé du recouvrement de la redevance à *«rechercher auprès des distributeurs privés de programmes de télévision les personnes qui possèdent un poste non déclaré»*, aurait permis de récupérer cent millions de francs en 1992. Soulignant que la décision du Conseil constitutionnel s'appuie sur la forme, et non sur le fond, le ministre du budget s'est déclaré *«profondément convaincu»* de la légitimité du *«combat contre la fraude»* et a indiqué que le projet de loi qu'il présentera au Parlement reprendra *«le contenu du texte annulé»*.

Le Parlement convoqué en session extraordinaire

Le *Journal officiel* a publié, mercredi 1er janvier 1992, le décret signé du président de la République portant convocation du Parlement en session extraordinaire, le 8 janvier.

L'ordre du jour de cette session comprendra l'examen des projets de loi relatifs au statut de la magistrature, à l'indemnité des membres du Parlement, aux conditions d'exercice des mandats locaux, aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, ainsi qu'à l'administration territoriale de la République.

□ **Table ronde sur les *«boat-people»* vietnamiens menacés d'être expulsés de Hongkong.** – Une table ronde sur le sort des *«boat-people»* vietnamiens, intitulée *«Prisonniers aujourd'hui à Hongkong, renvoyés demain au Vietnam»*, aura lieu mardi 7 janvier à 18 h 30 à l'Espace Cardin, 1, avenue Gabriel, 75008 Paris. Elle réunira entre autres M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, les ambassadeurs des Etats-Unis et du Vietnam et un responsable du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La table ronde est organisée par Réfugiés dans l'Art, c/o Etienne Kessler, 22, square Jean-Thébaud, 75015 Paris.

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous avons indiqué, par erreur, dans l'article relatif à la décision du Conseil constitutionnel sur la redevance audiovisuelle (*le Monde* du 1er janvier), M. Pierre *Mazeaud n'est pas député (RPR)* de Paris, mais de Haute-Savoie.

